

T.C.
UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES

L'ISLAMOPHOBIE CROISSANTE EN EUROPE

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Onur SEVİM

Directeur de recherche : Maître de Conférences Zeynep ARIKANLI

JUILLET 2024

REMERCEMENTS

Je tiens à exprimer ma gratitude et ma reconnaissance envers mon directeur de mémoire, Dr. Zeynep ARIKANLI, pour sa compréhension, ses conseils et sa relecture attentive tout au long de l'élaboration de ce travail.

Je souhaite également exprimer mes remerciements envers ma chère femme Gizem TÜRKGENCİ SEVİM ainsi que mon ancien camarade de classe et mon cher ami Dr. Osman ERGÜL, pour leur soutien et leur encouragement pour la reprise de mes études en bénéficiant de l'amnistie académique.

J'aimerais également remercier mon ami et ancien camarade de classe, Prof. Dr. Ateş USLU, qui m'a fourni des ressources précieuses pour cette étude.

Pour terminer, je tiens à préciser que toutes les erreurs contenues dans ma thèse de recherche sont de ma seule responsabilité.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	v
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT.....	xii
ÖZET	xvi
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE - LES ATTAQUES ET LA DISCRIMINATION CONTRE LES MUSULMANS 14

A- Les attaques contre les symboles islamiques.....	14
1- Les attaques contre le Coran en Suède, au Danemark et aux Pays-Bas	15
a- Pays-Bas :	16
b- Suède :	17
c- Danemark :.....	19
d- Réactions des organisations internationales et mesures prises :.....	20
2- Les attaques contre les mosquées / L'exemple de l'Allemagne	24
a- Les attaques de Christchurch	24
b- La situation en Allemagne :	26
B- Les exemples de la discrimination dans la société	28
1- La discrimination fondée sur la nationalité ou l'ethnicité des immigrants suivant les vagues d'immigration.....	30
2- La discrimination fondée sur le port du voile et d'autres vêtements religieux / L'exemple de France.....	35

SECONDE PARTIE - LE DISCOURS POLITIQUE SUR L'ISLAM ET LES IMMIGRES MUSULMANS 41

A- Les politiques des gouvernements à l'égard des immigrants musulmans	41
1- Les programmes d'intégration pour les immigrants	42
a- France :	46
b- Royaume-Uni :	48
c- Allemagne :	50

2- Les efforts des gouvernements pour contrôler l’Islam et les dispositions législatives.....	51
a- Autriche	52
a.1. Carte de l’Islam:	52
a.2. Création d’un centre de documentation sur l’Islam politique:	53
a.3. Changements législatifs:	54
b- Belgique :.....	55
b.1. Révocation du statut de reconnaissance du Conseil représentatif des Musulmans de Belgique :	55
b.2. Processus de reconnaissance des mosquées:.....	57
c- France :	58
c.1. Loi sur le respect des principes de la République	58
c.2. Déclaration française des principes islamiques.....	59
c.3. Plate-forme pour les relations entre l’État et la communauté islamique / Passage du CFCM au FORIF :	60
B- Le discours de l’extrême droite sur l’Islam et les immigrés musulmans.....	60
1- Le discours de l’extrême droite sur l’immigration et les immigrés en général .	61
a- France/ RN :.....	63
b- Allemagne/AfD	66
c- Pays-Bas /PVV :	68
2- Les éléments islamophobes dans les campagnes électorales.....	69
a- France/RN :.....	69
b- Allemagne/AfD.....	71
c- Pays-Bas/ PVV :.....	72
CONCLUSION	74
BIBLIOGRAPHIE.....	82
CV.....	101

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- ADC:** Comité anti-discrimination américano-arabe
- ADDAM:** Association de lutte contre les actions et les discriminations antimusulmanes (France)
- ADM :** Action Droits des Musulmans
- AfD:** Alternative pour l'Allemagne
- AIF:** Fédération islamique autrichienne
- ALIF:** Fédération islamique d'Autriche de Linz
- ATIB:** Union de solidarité culturelle et sociale turco-islamique autrichienne
- CEDH:** Convention européenne des droits de l'homme
- CFCM:** Conseil français du culte musulman
- CIA :** Agence centrale de renseignement (Etats Unis)
- CIR :** Contrat d'intégration républicaine (France)
- CNI:** Conseil national des imams (France)
- CoE :** Conseil de l'Europe
- COJEP:** Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix (ONG)
- DAESH :** État islamique (organisation terroriste)
- DITIB:** Union turco-islamique des affaires religieuses
- DHS:** Département de la sécurité intérieure (Etats-Unis)
- DMU :** Union musulmane danoise
- ECRI :** Commission contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe
- FBI:** Bureau fédéral d'enquête (Etats-Unis)
- FIAS :** Force d'assistance et de sécurité
- FN:** Front national (France)
- FORIF:** Forum pour l'islam de France
- IFW:** Fédération islamique de Vienne
- IGGÖ:** Communauté islamique d'Autriche
- MENAPT :** Moyen-Orient, Afrique du Nord, Pakistan, Turquie
- MIPEX :** Index des politiques d'intégration des migrants
- MJÖ:** Jeunesse musulmane autrichienne
- NRW:** Rhénanie-du-Nord-Westphalie
- NSEERS:** Système d'enregistrement des entrées et sorties pour la sécurité nationale (Etats-Unis)
- NSU:** Parti national-socialiste souterrain (Allemagne)
- OCDE :** Organisation de coopération et de développement économiques

OCI : Organisation de la coopération islamique
OHCHR: Haut-Commissariat aux droits de l’homme
ONG: Organisation non gouvernemental
ONU: Organisation des Nations unies
OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole
ORSAM : Centre d’études du Moyen-Orient
OSCE: Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN : Organisation du traité de l’Atlantique Nord
PEGIDA : Européens patriotes contre l’islamisation de l’Occident
PVV: Parti pour la liberté (Pays-Bas)
RN: Rassemblement national (France)
SPÖ: Parti social-démocrate d’Autriche
UE : Union européenne
UEM: Groupe indépendant d’experts sur l’islamophobie (Allemagne)
WASP: Protestant blanc anglo-saxon
YTATB : T.C. Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı

RÉSUMÉ

L'islamophobie a récemment été à l'ordre du jour de l'opinion publique internationale, notamment en raison des autodafés de Coran dans les pays d'Europe du Nord. Ces actes ont donné lieu à des débats sur la définition de l'islamophobie. L'opinion selon laquelle l'islamophobie est en fait un nouveau type de racisme ou de racisme culturel a pris de l'importance. De ce point de vue, dans cette étude, nous analyserons les débats actuels sur l'islamophobie qui signifie peur de l'Islam ou phobie de l'Islam et qui s'est transformée aujourd'hui en hostilité à l'égard de l'Islam ou même en haine de l'Islam, et examinerons dans quel contexte l'islamophobie en Europe est un nouveau type de racisme.

Dans ce contexte, nous discuterons du rôle de l'islamophobie dans la discrimination à l'encontre des Musulmans, de l'approche des gouvernements européens et de l'extrême droite sur la question, des discours négatifs contre l'Islam lui-même en plus de la réaction contre les Musulmans, de la comparaison entre l'islamophobie et l'antisémitisme dans le contexte de la punition des actes islamophobes, des exemples positifs et des mesures qui peuvent être prises dans la lutte contre l'islamophobie.

Dans notre étude, nous aborderons d'abord la situation sur le terrain, en nous concentrant sur les attaques contre les symboles islamiques et la discrimination à l'égard des Musulmans. Ensuite, nous discuterons de l'islamophobie au niveau de la politique et du discours. Dans ce cadre-ci, nous analyserons les politiques des gouvernements en Europe et les discours de l'extrême droite. Dans la conclusion, nous ferons une évaluation générale et partagerons nos conclusions sur les mesures qui peuvent être prises pour trouver une solution.

Pour mener à bien cette étude, nous nous référerons à des recherches et à des ouvrages antérieurs sur ce sujet, aux sites web officiels des organisations internationales, aux partis politiques européens décrits comme étant d'extrême-droite et aux articles de presse comme sources principales.

Bien qu'il soit possible de faire remonter l'histoire de l'islamophobie à la naissance de l'Islam, islamophobie est un concept relativement nouveau. Dans un sens plus général, l'islamophobie est utilisée dans le sens d'une aversion, d'une crainte ou d'une haine à l'égard de l'Islam. Il s'agit d'un discours de haine qui inclut la discrimination et la marginalisation des Musulmans. Les tendances à l'islamophobie, à la xénophobie et au racisme ne doivent pas être considérées comme indépendantes les unes des autres. D'un point de vue conceptuel, l'islamophobie a un contenu sémantique proche et une logique similaire à celle de la xénophobie.

Bien que le concept d'islamophobie ait été utilisé pour la première fois dans les années 1920, le rapport intitulé *Islamophobia : A Challenge For Us All (L'islamophobie : un défi pour nous tous)*, de Runnymede Trust, publié en 1997, est le premier ouvrage à l'avoir abordé et décrit comme la peur de l'Islam. Ce rapport définit l'islamophobie comme «une hostilité infondée à l'égard des Musulmans et, par conséquent, une peur et une hostilité à l'égard de tous les Musulmans ou de la plupart d'entre eux.

Il est possible de trouver des exemples d'islamophobie dans le regard que le monde chrétien portait sur l'Islam au Moyen-Âge et dans les références aux Musulmans dans les œuvres des penseurs occidentaux. Dans les œuvres de nombreux philosophes occidentaux des Lumières, on trouve des opinions négatives sur les Turcs et l'Islam. Dans ces œuvres, les Turcs sont identifiés à la religion islamique et le terme Turc est souvent utilisé à la place du terme Musulman. Cependant, il y a aussi des références négatives directement à l'Islam et aux Musulmans.

En raison des mouvements migratoires dirigés vers les pays européens dans le cadre de la migration de main-d'œuvre après la Seconde Guerre mondiale et des attaques terroristes du 11 septembre 2001, les idées discriminatoires et marginalisatrices telles que le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'islamophobie ont gagné sérieusement du terrain. De même, la migration irrégulière, qui s'est accélérée après la guerre en Syrie et le printemps arabe, ainsi que l'association des Musulmans au terrorisme ont également eu des effets négatifs sur ce processus.

Suivant la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Europe occidentale ont connu une pénurie de main-d'œuvre. Cette pénurie a entraîné une migration de la main-d'œuvre de la Turquie, de l'Europe du Sud et de l'Afrique du Nord vers des pays tels que la France, l'Allemagne et la Belgique. En raison de l'embargo pétrolier imposé par l'OPEP dans les années 1970, les préoccupations en matière de chômage se sont accrues dans les pays européens et, par conséquent, les politiques anti-immigration ont pris le devant de la scène. En outre, le processus de légalisation des migrants a été lancé afin d'empêcher l'emploi non déclaré et la migration illégale, ce qui a créé un cycle d'argent noir en Europe. Depuis les années 1990, le trafic de migrants est devenu un centre de profit international.

Alors que les préoccupations économiques étaient au premier plan en termes d'islamophobie avant le 11 septembre, l'identité religieuse des Musulmans a commencé à attirer l'attention après ces attaques terroristes. Les vagues de migration vers les pays européens, les préoccupations sécuritaires qui se sont accrues avec les attentats du 11 septembre 2001 et l'association de l'Islam au terrorisme ont renforcé les préjugés à l'égard des Musulmans en Europe, déjà existants.

En particulier après le Printemps arabe de 2010, une importante vague de migration vers les pays de l'UE et l'augmentation des demandes d'asile ont eu pour effet de rendre les politiques migratoires de l'UE plus restrictives. Les pays européens ont mis en œuvre des politiques visant à contrôler l'immigration afin de prévenir les vagues d'immigration irrégulière. D'autre part, en raison des attentats du 11 septembre et d'autres actes terroristes similaires, les politiques migratoires en Europe ont commencé à être formulées dans une perspective de sécurité.

Cette situation a également ouvert la voie au renforcement de l'extrême droite en Europe. Contrairement aux partis fascistes classiques d'avant la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle génération de partis d'extrême droite a vu le jour en Europe. Alors que les partis fascistes classiques s'opposaient à la démocratie parlementaire, au libéralisme et au socialisme, les nouveaux partis d'extrême droite n'ont pas pour objectif de renverser la démocratie. Bien que ces partis, également appelés extrême droite post-industrielle, se distinguent en essayant de se distancer des partis des périodes fascistes

antérieures à 1945 en raison des souvenirs amers de la Seconde Guerre mondiale, ils ont quand même adopté un discours aliénant ciblant directement les Musulmans et l'Islam.

Dans le discours des partis d'extrême droite, l'Islam est présenté comme une idéologie primitive, dogmatique et agressive. Il convient de noter que l'Islam n'est pas seulement considéré comme une religion, mais aussi comme une idéologie totalitaire et violente. En France, l'utilisation du mot islamisme dans le sens d'extrémisme en référence à l'Islam par l'extrême droite et même par les médias suscite une réaction significative. Dans ce contexte, alors que les mots christianisme et judaïsme sont utilisés pour décrire les enseignements de ces religions et ne contiennent pas de sens négatif, il est souligné que l'Islam est la seule religion qui est désignée comme une idéologie politique plutôt que comme un enseignement lorsque le suffixe « -isme » est ajouté à la fin de son nom.

En outre, l'écart de discours entre les partis politiques du centre et de l'extrême droite s'est réduit, ce qui a conduit à considérer comme normale la rhétorique xénophobe et islamophobe. Les théories du complot selon lesquelles la culture occidentale chrétienne tombera sous l'influence de la culture immigrée sont de plus en plus adoptées par les hommes politiques du centre. La thèse du « choc des civilisations » de Samuel Huntington et celle de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama ont également fourni une base intellectuelle au conflit entre le monde occidental et les sociétés musulmanes. Ainsi, un environnement favorable a été créé pour que les discours anti-immigrés et donc les sentiments anti-islamiques se développent.

Les autodafés de Coran sont en fait la face visible de l'islamophobie dans les médias. L'islamophobie se manifeste de différentes manières : attaques contre des mosquées, discrimination à l'encontre des Musulmans, discours marginalisant de l'extrême droite et efforts législatifs pour contrôler la communauté musulmane. Les incendies de Corans dans les pays d'Europe du Nord tels que le Danemark et la Suède, les messages d'insultes et de menaces visant les mosquées en Allemagne, les discours des partis d'extrême droite en France et aux Pays-Bas visant ouvertement la religion musulmane, ainsi que les réglementations visant à contrôler les lieux de culte et/ou les associations musulmanes sont autant d'exemples marquants. En tout état de cause, dans tous ces pays, on sait que les Musulmans sont discriminés dans la vie quotidienne, d'une manière ou d'une autre, sur la base de leur origine ou de leur identité religieuse. La discrimination est en fait plus grave que les attaques physiques contre le Coran ou les mosquées en termes de nombre de victimes et d'impact sur leur vie.

Les personnes d'origine étrangère peuvent faire l'objet de discriminations dans la sphère sociale, comme l'emploi, l'éducation et le logement. En outre, les musulmans peuvent également faire l'objet de discriminations de la part des institutions officielles. Ce processus, qui a commencé avec le renforcement de la surveillance des musulmans aux États-Unis, en particulier après le 11 septembre, s'est également reflété en Europe. Dans ce contexte, le comportement des forces de sécurité à l'égard des migrants peut faire l'objet de critiques et l'on peut observer des cas de profilage ethnique.

L'islamophobie ne consiste pas seulement en des attaques et des pratiques discriminatoires à l'encontre des Musulmans. De nombreux exemples, allant de l'autodafé du Coran au discours des partis d'extrême droite, montrent que ce ne sont pas

seulement les individus qui sont directement visés, mais aussi la religion elle-même. Toutefois, on observe que certains cercles occidentaux et organisations internationales ne veulent pas utiliser le terme islamophobie et préfèrent des termes tels que « violence contre les Musulmans » et « intolérance à l'égard des Musulmans ».

La réaction contre les immigrés en Europe n'est pas seulement fondée sur des raisons économiques, mais aussi sur l'identité des immigrés. Les immigrants sont discriminés parce qu'ils appartiennent à un groupe ethnique étranger, parlent une langue étrangère ou en raison de la couleur de leur peau, mais ils sont également discriminés parce qu'ils sont Musulmans. En général, les éléments de l'identité ethnique et religieuse sont considérés ensemble et entrelacés comme les causes de la discrimination. À ce stade, un sentiment anti-immigrés général se dégage, indépendamment de l'identité ethnique et religieuse des migrants.

L'islamophobie est apparu comme un nouveau type de racisme. Ce racisme de nouvelle génération est également défini comme un racisme culturel. En effet, dans le racisme comme dans l'islamophobie, les victimes sont marginalisées, exclues, discriminées et même attaquées sur la base d'un élément identitaire. Dans la compréhension du « racisme culturel », les caractéristiques culturelles et ethno-religieuses sont les principaux déterminants plutôt que les caractéristiques génétiques et biologiques. L'appartenance culturelle et religieuse et les normes, valeurs et pratiques religieuses adoptées en conséquence sont prises comme base, et non les caractéristiques génétiques et ethniques de la personne ou du groupe, et dans ce contexte, des attitudes discriminatoires à l'égard des minorités ethniques, religieuses et culturelles et des groupes marginalisés peuvent émerger. Ce nouveau racisme, également qualifié de racisme moderne, se manifeste par des attitudes de peur et de haine, de xénophobie et d'islamophobie à l'égard des groupes d'immigrés et des étrangers vivant en tant que minorités dans les sociétés dominantes, en particulier les Musulmans.

L'islamophobie est également comparée à l'antisémitisme et on suppose que les attaques anti-islamiques et leurs auteurs soient traités de la même manière que l'antisémitisme. À ce stade, l'un des principaux objectifs de la lutte contre l'islamophobie est de définir les attaques contre les symboles islamiques comme des crimes de haine et de prendre des mesures pour soumettre ces attaques à des sanctions pénales dans le droit international et la législation nationale des pays. Il est important que le caractère marginal de l'islamophobie soit perçu par les composantes de l'opinion publique, puis qu'il soit contenu et neutralisé dans la sphère marginale. L'objectif principal de la lutte contre l'islamophobie devrait être de sensibiliser le monde au fait que l'islamophobie est un problème de droits de l'homme et qu'elle menace les valeurs de la démocratie et la culture de la coexistence, et de renforcer la coopération internationale dans ce sens.

Il existe des exemples positifs, bien qu'insuffisants, dans la lutte contre l'islamophobie. En 2019, l'ONU a déclaré le 15 mars « Journée internationale de lutte contre l'islamophobie » en commémoration de l'attaque terroriste contre deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, qui a entraîné la mort de 51 personnes. En juillet 2023, des résolutions ont été adoptées à l'ONU définissant les attaques contre les symboles islamiques comme de la haine religieuse et des violations du droit international. L'OSCE a publié des lignes directrices sur les crimes de haine antimusulmans, comprenant 10 principes. Diverses organisations internationales ont adopté un certain

nombre de résolutions condamnant l'islamophobie. De même, plusieurs organisations et pays nomment des représentants spéciaux, créent des groupes de travail et publient des rapports pour lutter contre l'islamophobie.

Ces mesures positives ne sont pas suffisantes pour changer la situation sur le terrain à ce stade. Pour prendre des mesures concrètes et efficaces, les administrations nationales doivent faire preuve d'une forte volonté politique.



ABSTRACT

Islamophobia has recently been on the agenda of international public opinion, especially due to the Qur'an burnings in Northern European countries. These acts have brought about debates on the definition of islamophobia. The view that islamophobia is actually a new type of racism or cultural racism has gained weight. From this point of view, in this study, we will examine the current debates on islamophobia, which has now turned into anti-Islamism and even hatred against Islam, and discuss in what context Islamophobia in Europe is a new form of racism.

In this context, we will discuss the role of Islamophobia in discrimination against Muslims, the approach of European governments and the far right, the negative discourse against Islam itself in addition to the reaction against Muslims, the comparison of Islamophobia and antisemitism in the context of punishing islamophobic acts, positive examples and steps that can be taken in the fight against Islamophobia. In our study, we will first address the situation on the ground, focusing on attacks on Islamic symbols and discrimination against Muslims. Then, we will discuss Islamophobia at the level of policy and discourse, analysing the policies of governments in Europe and the discourse of the far right. In the conclusion, we will make a general assessment and share our findings on the steps that can be taken for a solution.

While conducting this study, we will refer to previous researches and books written on this subject, official websites of international organizations, political parties in Europe that are described as far-right, and press reports, as the main sources.

Although the history of anti-Islamism can be traced back to the emergence of Islam, islamophobia is a relatively new concept. In the most general sense, islamophobia is used in the sense of dislike, fear of or hate the religion of Islam. It is a hate speech that includes discrimination and marginalization against Muslims. Islamophobia, xenophobia and racism tendencies should not be considered independent of each other. Conceptually, islamophobia has a close semantic content and a similar logic with xenophobia.

Although the first use of the concept of Islamophobia can be traced back to the 1920s, the first work in which it was discussed and described as fear of Islam was the report entitled *Islamophobia: A Challenge For Us All* prepared by the Runnymede Trust in 1997. The report defines Islamophobia as an unfounded hostility towards Muslims and a consequent fear and hostility towards all or most Muslims.

Examples of Islamophobia can be found in the Christian world's view of Islam in the Middle Ages and in the references to Muslims in the books of Western intellectuals. The works of many Western enlightenment philosophers contain negative views about Turks and Islam. In these books, Turks are identified with the Islamic religion and the term Turk is often used instead of the term Muslim. However, there are also negative direct references to Islam and Muslims.

Due to the migration movements to European countries after the Second World War within the framework of labor migration and the terrorist attacks of September 11, 2001, discriminatory and marginalizing ideas such as racism, xenophobia and Islamophobia have gained serious ground. Likewise, irregular migration, accelerated after

the Syrian War and the Arab Spring, as well as the association of Muslims with terrorism, have also had negative effects in this process.

Following the Second World War, a labour shortage emerged in Western European countries. As a result, there was labour migration from Turkey, Southern Europe and North Africa to countries such as France, Germany and Belgium. Due to the oil embargo imposed by OPEC in the 1970s, unemployment concerns increased in European countries and accordingly, anti-immigration policies came to the fore. In addition, the process of legalisation of migrants was initiated in order to prevent unregistered employment and illegal migration, which created a black money cycle in Europe. Since the 1990s, migrant smuggling has become an international profit centre.

While economic concerns were at the forefront in terms of Islamophobia before 11 September, the religious identity of Muslims started to attract attention after these terrorist attacks. The waves of migration to European countries, the security concerns that increased with the attacks of September 11, 2001, and the association of Islam with terrorism have increased the existing prejudices against Muslims in Europe.

Especially following the Arab Spring of 2010, a serious wave of migration to the EU and the increase in asylum requests resulted in the EU's migration policies becoming restrictive. European countries have pursued policies to keep migration under control in order to prevent irregular migration waves. On the other hand, due to the September 11 attacks and similar terrorist acts, migration policies in Europe have started to be formulated from a security perspective.

This situation paved the way for the strengthening of the far right in Europe. Unlike the classical fascist parties seen before the Second World War, a new generation of far-right parties emerged in Europe. Whereas classical fascist parties were opposed to parliamentary democracy, liberalism and socialism, the new far-right parties do not aim to overthrow democracy. Although these parties, also called the post-industrial far-right, trying to distance themselves from the parties of the pre-1945 fascist periods due to the painful memories of World War II. However, they have adopted an alienating discourse that directly targets Muslims and the religion of Islam.

In the discourse of far-right parties, Islam is portrayed as a primitive, dogmatic and aggressive ideology. It is noteworthy that Islam is not only referred to as a religion but also as a totalitarian and violent ideology. In France, the use of the word «Islamism» (Islamisme) by the far right and even by the mainstream media to refer to Islam as extremism has attracted significant reactions. In this context, while the meanings of the words Christianity and Judaism are used to describe the teachings of these religions and do not have a negative connotation, it is pointed out that Islam is the only religion whose name, when prefixed with the suffix « -ism », does not refer to a teaching but to a political ideology.

In addition, the discourse gap between the political parties in the centre and the far right has narrowed, which has led to xenophobic and islamophobic rhetoric being seen as normal. Conspiracy theories about the influence of immigrant culture on Western Christian culture are increasingly being embraced by politicians in the centre. Samuel

Huntington's *Clash of Civilizations* thesis and Francis Fukuyama's *End of History* thesis have also provided the intellectual basis for the conflict between the Western world and Muslim societies. Thus, a favourable environment has been created for anti-immigrant discourse, and hence islamophobic sentiment, to flourish.

The Qur'an burnings are in fact the visible face of islamophobia in the media. Islamophobia is manifested in many different ways such as attacks on mosques, discrimination against Muslims, marginalizing discourses of the far right and legislative efforts to control the Muslim community. The burning of Qurans in Northern European countries such as Denmark and Sweden, insulting and threatening messages targeting mosques in Germany, rhetoric openly targeting Islam by far-right parties in France and the Netherlands, and regulations aimed at controlling places of worship and/or Muslim associations stand out. In any case, in all of these countries, it is known that Muslims are discriminated against in daily life in one way or another on the basis of their origin or religious identity. Discrimination is, in fact, more serious than physical attacks on the Qur'an or mosques in terms of the number of victims and the impact on their lives.

People of foreign origin may face discrimination in the social sphere, such as in employment, education and housing. Muslims may also be discriminated against by official institutions. This process, which started with the tightening of surveillance against Muslims in the US especially after 9/11, has also been reflected in Europe. In this context, the behavior of security forces towards migrants can be subject to criticism, and cases such as treating migrants according to their ethnic profile (ethnic profiling) can be seen.

Islamophobia is not only about attacks and discriminatory practices against Muslims. Examples ranging from Qur'an burnings to the rhetoric of far-right parties show that not only individuals but also the religion of Islam are directly targeted. However, it is observed that some circles in the West and international organizations do not want to use the term islamophobia, preferring instead terms such as « violence against Muslims » and « intolerance against Muslims ».

In Europe, the reaction against immigrants stems not only from economic reasons but also from their identity. Immigrants are discriminated against because they belong to a foreign ethnic group, speak a foreign language or have a different skin colour, but they are also discriminated against because they are Muslim. Generally, ethnic and religious identity elements are seen together and intertwined as the causes of discrimination. At this point, there is a general anti-immigrant sentiment regardless of the ethnic and religious identity of migrants.

It is seen that islamophobia has emerged as a new type of racism. This new generation of racism is also defined as cultural racism. This is because in both racism and islamophobia, the victims are marginalized, excluded, discriminated against and even attacked on the basis of their identity. In the cultural racism, cultural and ethno-religious characteristics are the main determinants rather than genetic and biological ones. The cultural-religious belonging, the religious norms-values and practices adopted as a result are taken as a basis, rather than the genetic-ethnic characteristics of the person or group. In this context, discriminatory attitudes towards ethnic-religious-cultural minorities-marginalized groups may emerge. This new racism, which is also characterized as « modern racism », manifests itself in fear and hatred, xenophobia and islamophobia against

immigrant groups and foreigners living as minorities in dominant societies, especially Muslims.

Islamophobia is also compared to antisemitism, and it is demanded that islamophobic attacks and their perpetrators be treated in the same way as antisemitism. At this point, one of the main goals of combating islamophobia is to define attacks on Islamic symbols as hate crimes and to take steps to subject these attacks to criminal sanctions in international law and national legislation. It is important that the marginalizing character of islamophobia is perceived by the constituents of public opinion, and that it is then contained and neutralized in the marginal sphere. The main goal in the fight against islamophobia should be to raise global awareness that islamophobia is a human rights problem which threatens also democratic values as well as the culture of coexistence, and to strengthen international cooperation in this direction.

There are positive, if not sufficient, examples in the fight against islamophobia. In 2019, the UN declared 15 March as the «International Day to Combat Islamophobia» in commemoration of the terrorist attack on two mosques in Christchurch, New Zealand, which killed 51 people. In July 2023, resolutions were adopted at the UN defining attacks on Islamic symbols as «religious hatred» and «violations of international law». The OSCE/ODIHR has published guidelines on anti-Muslim hate crimes, including 10 principles. Various international organizations have adopted numerous resolutions condemning islamophobia. Likewise, various organizations and countries appointed special representatives, established working groups and published reports to combat islamophobia.

These positive steps are not enough to change the situation on the ground at this stage. For concrete and effective steps to be taken, there needs to be a strong political will on the part of state administrations.

ÖZET

İslam karşıtlığı, son dönemde özellikle Kuzey Avrupa ülkelerinde yapılan Kur'an yakma eylemleri nedeniyle uluslararası kamuoyunun gündeminde yer almaktadır. Bu eylemler, İslam karşıtlığının tanımlanmasına dair tartışmaları da beraberinde getirmiştir. İslam karşıtlığının aslında yeni bir tür ırkçılık, veya kültürel ırkçılık olduğu yönündeki görüşler ağırlık kazanmıştır. Bu noktadan hareketle, bu çalışmada, günümüzde İslam karşıtlığına hatta İslam düşmanlığına dönüşen İslamofobi konusundaki güncel tartışmaları inceleyerek Avrupa'da İslam karşıtlığının ne bağlamda yeni bir tür ırkçılık olduğunu ele alacağız.

Bu kapsamda, İslamofobinin Müslümanlara yönelik ayrımcılıktaki rolü, Avrupa'daki hükümetlerin ve aşırı sağın konuya yaklaşımı, Müslümanlara yönelik tepkinin yanında İslam'ın kendisine yönelik olumsuz söylemler, İslam karşıtı eylemlerin cezalandırılması bağlamında İslamofobi ile antisemitizmin karşılaştırılması, İslamofobiyle mücadelede olumlu örnekler ve atılabilecek adımları tartışacağız. Çalışmamızda ilk olarak sahadaki durum ele alacak, İslami sembollere yapılan saldırılar ve Müslümanlara yönelik ayrımcılık üzerinde duracağız. Daha sonra, politika ve söylem düzeyinde İslamofobiye ele alacak, bu çerçevede Avrupa'daki hükümetlerin politikaları ve aşırı sağın söylemlerini analiz edeceğiz. Sonuç bölümünde genel bir değerlendirme yaparak çözüm için atılabilecek adımlara dair tespitlerimizi paylaşacağız.

Bu çalışmamızı yaparken, bu konuda daha önce yapılmış araştırmalara ve yazılmış kitaplara, uluslararası örgütlerin, Avrupa'daki aşırı sağ olarak nitelendirilen siyasi partilerin resmi sitelerine ve basın haberlerine başlıca kaynaklar olarak başvuracağız.

İslam karşıtlığının tarihini İslamiyet'in doğuşuna kadar götürmek mümkün olsa da, terminolojik olarak İslamofobi nispeten yeni bir kavramdır. İslamofobi, en genel anlamda İslam dininden hoşlanmama, korkma veya nefret etme anlamında kullanılmaktadır. Müslümanlara karşı ayrımcılık ve ötekileştirme içeren bir nefret söylemidir. İslamofobi, zenofobi (yabancı düşmanlığı) ve ırkçılık eğilimlerini birbirinden bağımsız düşünmemek gerekmektedir. İslamofobi, kavramsal olarak zenofobi ile yakın bir anlamsal içeriğe ve benzer bir mantığa sahiptir.

İslamofobi kavramının ilk kullanımı 1920'lerde görülse de, «İslam Korkusu» olarak ele alınıp tarif edildiği ilk eser ise Runnymede Trust tarafından 1997 yılında hazırlanan *Islamophobia: A Challenge For Us All* isimli rapordur. Rapor, İslamofobi'yi «Müslümanlara karşı temelsiz bir düşmanlık ve bunun sonucu olarak da tüm Müslümanlara ya da çoğuna karşı korku ve düşmanlık besleme» olarak tanımlamaktadır.

İslamofobi'nin örneklerine, Orta Çağ'da Hıristiyan dünyasının İslam'a bakışında ve Batılı düşünürlerin eserlerinde Müslümanlara yaptıkları atıflarda rastlamak mümkündür. Birçok Batılı aydınlanma filozofunun eserlerinde Türklerle ve İslam diniyle ilgili olumsuz görüşler yer aldığı görülmektedir. Bu eserlerde Türkler İslam diniyle özdeşleştirilmekte, Türk ifadesi çoğunlukla Müslüman ifadesi yerine kullanılmaktadır. Bununla birlikte, doğrudan İslam'a ve Müslümanlara yapılan olumsuz atıflar da mevcuttur.

Avrupa ülkelerine İkinci Dünya Savaşı sonrasında işgücü göçü çerçevesinde yönelen göç hareketleri ile 11 Eylül 2001 terör saldırıları nedeniyle ırkçılık, ayrımcılık, yabancı düşmanlığı ve İslamofobi gibi ayrıştırıcı, ötekileştirici düşüncelerin ciddi şekilde zemin kazandığı görülmektedir. Aynı şekilde, Suriye Savaşı ve Arap Baharı sonrasında hızlanan düzensiz göç ve Müslümanların terörle ilişkilendirilmesinin de bu süreçte olumsuz etkileri olmuştur.

İkinci Dünya Savaşından sonra Batı Avrupa ülkelerinde işgücü açığı oluşmuştur. Bu açığın sonucu olarak, Fransa, Almanya, Belçika gibi ülkelere Türkiye, Güney Avrupa ve Kuzey Afrika'dan işgücü göçü olmuştur. 1970'lerde OPEC'in uyguladığı petrol ambargosu nedeniyle, Avrupa ülkelerinde işsizlik kaygıları artmış ve buna bağlı olarak göç karşıtı politikalar öne çıkmıştır. Ayrıca, Avrupa'da kara para döngüsü ortaya çıkaran kayıt dışı istihdam ve yasadışı göçü engellemek amacıyla göçmenlerin yasallaştırılması süreci başlatılmıştır. 1990'lı yıllardan itibaren, göçmen kaçakçılığı, uluslararası bir kazanç alanına dönüşmüştür.

İslamofobi bakımından 11 Eylül öncesinde ekonomik kaygılar daha ön plandayken, bu terör saldırılarının ardından Müslümanların dini kimlikleri dikkat çekmeye başlamıştır. Avrupa ülkelerine yönelen göç dalgaları, 11 Eylül 2001 saldırılarıyla artan güvenlik kaygıları ve İslam'ın terörizmle ilişkilendirilmesi, Avrupa'da Müslümanlara karşı zaten geçmişten beri var olan önyargıları artırmıştır.

Özellikle 2010 Arap Baharı sonrasında AB'ye ciddi bir göç dalgasının oluşması ve iltica taleplerinin artması AB'nin göç politikalarının kısıtlayıcı hale gelmesiyle sonuçlanmıştır. Avrupa ülkeleri, düzensiz göç dalgalarını engellemek için göçü kontrol altında tutmaya yönelik politikalar izlemişlerdir. Diğer yandan, 11 Eylül saldırıları ve benzeri terör eylemleri nedeniyle Avrupa'da göçmen politikaları güvenlik perspektifinden oluşturulmaya başlanmıştır.

Bu durum, Avrupa'da aşırı sağın güçlenmesine de zemin hazırlamıştır. Avrupa'da, İkinci Dünya Savaşı öncesinde görülen klasik faşist partilerden farklı olarak, yeni nesil bir aşırı sağ ortaya çıkmıştır. Klasik faşist partiler, parlamenter demokrasiye, liberalizm ve sosyalizm gibi olgulara karşı oldukları halde, yeni-aşırı sağ partilerin demokrasiyi yıkmaya gibi hedefleri yoktur. Sanayileşme sonrası aşırı sağ olarak da adlandırılan bu partiler, II. Dünya Savaşının acı hatıralarının da etkisiyle 1945 öncesi faşizm dönemlerindeki partilerle aralarına mesafe koymaya çalışarak kendilerini ayırırsa da, doğrudan Müslümanları ve İslam dinini hedef alan ötekileştirici bir söylem benimsemişlerdir.

Aşırı sağ partilerin söylemlerinde İslam, ilkel, dogmatik ve saldırgan bir ideoloji olarak gösterilmektedir. Burada İslam'dan sadece bir din değil totaliter ve şiddet yanlısı bir ideoloji olarak bahsedilmesi dikkat çekicidir. Fransa'da İslamcılık (*Islamisme*) kelimesinin aşırı sağ, hatta ana akım medya tarafından İslam'a referans yapılarak aşırıçılık anlamında kullanılması önemli tepki çekmektedir. Bu bağlamda, « Christianisme » ve « Judaïsme » kelimelerinin anlamları, bu dinlerin öğretilerinin tanımlanması için kullanılmakta ve olumsuz bir anlam içermemekte iken, isminin sonuna « -izm » eki getirildiğinde bir öğretiye değil de bir siyasi ideolojiye referans yapılan tek dinin İslam olduğuna dikkat çekilmektedir.

Buna ilaveten, merkezdeki siyasi partiler ile aşırı sağ arasındaki söylem farkı azalmış, bu durum yabancı düşmanı ve İslam karşıtı söylemin normal gibi görülmeye başlanmasına neden olmuştur. Hristiyan Batı kültürünün göçmen kültürün etkisi altında kalacağı yönündeki komplo teorileri günden güne merkezde yer alan siyasetçiler tarafından da benimsenmektedir. Samuel Huntington'ın *Medeniyetler Çatışması* tezi ile Francis Fukuyama'nın *Tarihin Sonu* tezleri de Batı dünyası ile Müslüman toplumlar arasındaki çatışmaya düşünsel dayanak teşkil etmiştir. Böylece, göçmen karşıtı söylemlerin, dolayısıyla İslam karşıtlığının atması için uygun bir ortam oluşmuştur.

Kur'an yakma eylemleri, aslında İslam karşıtlığının medyada görünen yüzüdür. İslam karşıtlığı, Camilere yapılan saldırılar, Müslümanlara yönelik ayrımcılık, aşırı sağın ötekileştirici söylemleri, Müslüman toplumu kontrol altına almaya yönelik mevzuat çalışmaları gibi pek çok farklı şekillerde tezahür etmektedir. Danimarka ve İsveç gibi Kuzey Avrupa ülkelerinde Kur'an yakma eylemleri, Almanya'da camileri hedef alan hakaret ve tehdit mesajları, Fransa ve Hollanda'da aşırı sağ partilerin açıkça İslam dinini hedef alan söylemleri ile ibadet yerlerini ve/veya Müslüman dernekleri kontrol altında tutmak amacıyla yapılan düzenlemeler öne çıkmaktadır. Her hal ve karda, bu ülkelerin tümünde, Müslümanların günlük yaşamda şu veya bu şekilde, kökenleri veya dini kimlikleri nedeniyle ayrımcılığa uğradıkları bilinmektedir. Ayrımcılık, esasen, maruz kalan kişi sayısı ve bu kişilerin hayatlarına etkileri bakımından Kur'an'a veya camilere yönelik fiziksel saldırılardan daha vahim sonuçlar doğurmaktadır.

Yabancı kökenliler, sosyal alanda, iş, eğitim ve barınma gibi konularda ayrımcılığa maruz kalabilmektedirler. Ayrıca, resmî kurumlarca da Müslümanlara yönelik ayrımcılık yapılabilmektedir. Özellikle 11 Eylül sonrası ABD'de Müslümanlara yönelik gözetimlerin sıkılaştırılmasıyla başlayan bu süreç Avrupa'ya da yansımıştır. Bu kapsamda, emniyet güçlerinin göçmenlere yönelik davranışları eleştiri konusu olabilmekte, göçmenlerin etnik profillerine göre davranma (etnik profillemeye) gibi vakalar görülebilmektedir.

İslam karşıtlığı, sadece Müslümanlara yönelik saldırılar ve ayrımcı uygulamalardan da ibaret değildir. Kur'an yakma eylemlerinden aşırı sağ partilerin söylemlerine kadar pek çok örnek, sadece şahısların değil doğrudan İslam dininin hedef alındığını göstermektedir. Ancak, Batı'daki bazı çevreler ve uluslararası örgütlerce İslamofobi kavramının kullanılmak istenmediği ve bu kavramın yerine « Müslümanlara karşı şiddet », « Müslümanlara karşı hoşgörüsüzlük » gibi terimlerin tercih edildiği görülmektedir.

Avrupa'da göçmenlere yönelik tepki, ekonomik nedenlerin yanında, göçmenlerin kimlik unsurlarından da kaynaklanmaktadır. Göçmenler, yabancı bir etnik gruba mensup oldukları, yabancı bir dil konuştukları veya ten renkleri nedeniyle ayrımcılığa uğradıkları gibi, Müslüman oldukları için de ayrımcılığa uğramaktadırlar. Genellikle, ayrımcılığın sebepleri olarak etnik ve dini kimlik unsurları beraber görülmekte ve iç içe geçmektedir. Bu noktada, göçmenlerin etnik ve dini kimliklerinden bağımsız olarak genel bir göçmen karşıtlığı göze çarpmaktadır.

İslam karşıtlığının, yeni bir tür ırkçılık olarak ortaya çıktığı görülmektedir. Bu yeni nesil ırkçılık, kültürel ırkçılık olarak da tanımlanmaktadır. Zira, hem ırkçılık hem de İslam karşıtlığında mağdurların bir kimlik unsuru nedeniyle ötekileştirilmesi, dışlanması,

ayrımcılığa ve hatta saldırıya uğraması söz konusudur. «Kültürel ırkçılık» anlayışında genetik ve biyolojik özelliklerden ziyade «kültürel ve etnik-dinsel» özellikler temel belirleyicidir. Kişinin ya da grubun genetik-etnik özellikleri değil, kültürel-dinsel aidiyeti ve bunun sonucunda benimsediği dinsel normlar-değerler ve uygulamalar esas alınmakta ve bu bağlamda etnik-dinsel-kültürel azınlıklara-marjinal gruplara yönelik ayrımcı tutumlar ortaya çıkabilmektedir. « Modern ırkçılık » olarak da nitelendirilen bu yeni ırkçılık, başta Müslümanlar olmak üzere egemen toplumlarda azınlık olarak yaşayan göçmen gruplara ve yabancılara yönelik korku ve nefret, yabancı düşmanlığı ve İslamofobi tutumlarında kendini göstermektedir.

İslam karşıtlığı, antisemitizm ile de karşılaştırılmakta, İslam karşıtı saldırılara ve bu saldırıların faillerine antisemitizmde olduğu gibi muamele edilmesi talep edilmektedir. Bu noktada, İslamofobi ile mücadelenin temel hedeflerinden biri, İslami sembollere yapılan saldırıların nefret suçu olarak tanımlanarak, uluslararası hukukta ve ülkelerin ulusal mevzuatlarında bu saldırıların cezai müeyyideye tabi tutulması yönünde adımlar atılmasıdır. İslamofobinin ötekileştirici karakterinin kamuoyunu oluşturan unsurlar tarafından algılanması, ardından marjinal alanda çevrelenmesi ve etkisiz hale getirilmesi önemlidir. İslamofobi ile mücadelede temel hedef, İslamofobinin bir insan hakları sorunu olduğu, demokrasi değerlerini ve birlikte yaşama kültürünü tehdit ettiği yönünde küresel bir farkındalık oluşturulması ve bu yönde uluslararası işbirliğinin güçlendirilmesi olmalıdır.

İslam karşıtlığıyla mücadelede, yeterli olmasa da, olumlu örnekler mevcuttur. 2019 yılında Yeni Zelanda'nın Christchurch kentindeki iki Camiye düzenlenen ve 51 kişinin ölümüyle sonuçlanan terör saldırısının anısına 15 Mart gününün BM tarafından «İslamofobi ile Uluslararası Mücadele Günü» olarak ilan edilmesi sembolik önemdedir. 2023 yılı Temmuz ayında BM'de İslami sembollere yapılan saldırıları «dini nefret» ve «uluslararası hukukun ihlali» olarak tanımlayan kararlar alınmıştır. AGİT/ODIHR, Müslüman karşıtı nefret suçlarına dair 10 ilkeyi kapsayan bir kılavuz yayınlamıştır. Muhtelif uluslararası örgütlerin İslam karşıtlığını kınayan pek çok kararı bulunmaktadır. Keza, muhtelif kuruluşlar ve ülkeler, İslam karşıtlığı ile mücadele için bir özel temsilciler atamakta, çalışma grupları oluşturmakta raporlar yayınlamaktadır.

Bu olumlu adımlar, bu aşamada sahadaki durumu değiştirmek için yeterli olmamaktadır. Somut ve etkili adımların atılabilmesi için, devlet yönetimlerinde de güçlü bir siyasi irade bulunması gerekmektedir.

INTRODUCTION

L'islamophobie, qui est en montée dans le monde entier et en particulier en Europe occidentale depuis le début du 21^e siècle, a récemment été au premier plan de l'agenda de l'opinion publique internationale avec les autodafés de Coran infligés par des individus ou des groupes anti-islamiques en Suède, au Danemark et aux Pays-Bas.¹

C'est surtout après les attentats du 11 septembre 2001 que les tendances islamophobes ont commencé à augmenter dans presque tous les pays occidentaux. La tendance à tenir les immigrés musulmans pour responsables de l'aggravation des problèmes de sécurité résultant de l'augmentation du chômage et des vagues d'immigration clandestine dues à la crise économique a ouvert la voie à l'utilisation de l'islamophobie comme outil de propagande, en particulier dans des milieux d'extrême-droite. Bien que le 11 septembre soit le tournant le plus important, la formation d'une population immigrée musulmane en Europe avec la migration de main-d'œuvre après la Seconde Guerre mondiale, les problèmes économiques causés par la crise pétrolière de 1974, la révolution islamique de 1979 en Iran, le printemps arabe qui a commencé en 2010 et la crise des réfugiés qui a affecté négativement les pays européens par la suite figurent sans aucun doute parmi les principaux facteurs qui ont déclenché la montée de l'islamophobie.

Les autodafés du Coran ont attiré beaucoup plus d'attention et de réactions que les attaques anti-islamiques telles que l'envoi de lettres de menace insultant l'Islam, l'abandon de têtes de porc et l'inscription de graffitis anti-islamiques sur les murs des mosquées dans les pays où la communauté musulmane est dense, notamment en Allemagne et en France, et cette situation a donné lieu à des débats sur la définition de l'islamophobie. Dans ce contexte, l'idée que l'islamophobie est un crime de haine et qu'elle devrait donc être juridiquement attaquée a commencé à être fréquemment exprimée.

¹ Selon l'information fournie par le Ministère des Affaires Etrangères de la République de Turquie, en Suède, au Danemark et aux Pays-Bas, rien qu'en 2023, plus de 500 manifestations ont été organisées au cours desquelles le Coran a été insulté.

Selon certains penseurs, ce qui a été fait aux Juifs en Occident est maintenant appliqué aux Musulmans et ces derniers sont devenus le nouvel « autre » de l'Europe.² L'opinion selon laquelle l'islamophobie est en fait un nouveau type de racisme ou de racisme culturel a gagné davantage d'importance. Selon le racisme culturel, les différences culturelles sont un signe de négativité et les minorités doivent renoncer à leur propre culture et s'adapter à la société dominante.³ Le concept de racisme culturel soutient que si le racisme biologique est devenu de plus en plus impopulaire dans les sociétés occidentales au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, il a été remplacé par un nouveau racisme culturel qui repose sur la croyance en des différences culturelles intrinsèques et insurmontables. Le racisme culturel repose sur une prétendue incompatibilité entre des traditions culturelles plutôt que sur des idées de supériorité biologique innée.⁴

De ce point de vue, cette étude a pour but d'analyser les débats actuels sur l'islamophobie et de répondre à la question en quoi comment l'islamophobie peut être définie comme une nouvelle génération de racisme. A cette fin, nous allons analyser tout d'abord les attaques contre les symboles islamiques et la discrimination à l'encontre des Musulmans sur le terrain, puis le discours de l'extrême droite et les politiques gouvernementales à l'encontre des immigrés musulmans dans l'arène politique. Cependant, avant de procéder à l'analyse de ces questions, il est nécessaire de révéler l'émergence du concept d'islamophobie, ses origines étymologiques et son évolution historique, en particulier les effets des vagues migratoires et des attentats du 11 septembre 2001.

L'islamophobie désigne la crainte ou la haine à l'égard de la religion de l'Islam. Il s'agit d'un discours de haine qui inclut la discrimination et la marginalisation des Musulmans.⁵ Les tendances islamophobes, xénophobes et racistes ne doivent pas être considérées comme indépendantes les unes des autres, d'où, ne doivent pas être traitées

² Ahmet Faruk Çeçen, **İslamofobi ve Sosyal Medyada Nefret Söylemi**, Konya: Lüteratürk Akademia, décembre 2021, p. 48.

³ Büşra Şen Çoban, **Kültürel İrkçılık Bağlamında İslamofobi**, İstanbul: Efeakademi Yayınları, novembre 2022, p.52.

⁴ Jamies S. Frideres, « Racisme », **L'encyclopédie canadienne**,

URL: <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/racisme>. Consulté le 4 avril 2024.

⁵ Bilal Karabulut, « İslamofobi, Zenofobi ve İrkçılığın İnsan Hakları Bağlamında Karşılaştırmalı bir Analizi », **Süleyman Demirel Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, Edition 44, 2022/3, p.126.

séparément des uns des autres. D'un point de vue conceptuel, l'islamophobie a un contenu sémantique proche et une logique similaire à celle de la xénophobie.

Bien que le terme islamophobie ait été utilisé dans certains ouvrages dans les années 1920, il a été utilisé pour la première fois dans des ouvrages imprimés en anglais par Tariq Modood dans une critique de livre qu'il a rédigée pour le journal quotidien *The Independent* le 16 décembre 1991⁶. Le premier ouvrage dans lequel le terme islamophobie est discuté et décrit comme peur de l'Islam est le rapport intitulé *Islamophobia : A Challenge For Us All (L'islamophobie : un défi pour nous tous)* écrit par Runnymede Trust en 1997.⁷ Ce rapport définit l'islamophobie comme « une hostilité infondée à l'égard des Musulmans et la peur et l'hostilité qui en découlent à l'égard de tous ou de la plupart des Musulmans ». Cette définition a été largement acceptée après les attentats du 11 septembre.⁸

On peut dire que le concept de la haine de l'Islam est une conséquence du concept d'« islamophobie ». En effet, l'état de peur et de suspicion à l'égard de l'Islam et des Musulmans dans l'islamophobie devient pathologique dans la haine de l'Islam.⁹ Toutefois, on constate que les concepts d'islamophobie, de haine de l'Islam et de hostilité à l'égard de l'islam et sont souvent utilisés de manière interchangeable.

Rachid Acim dit que l'aversion et la haine à l'égard de l'Islam sont profondément enracinées dans le VII^e siècle, lorsque le prophète Mahomet (570-632) a commencé à prêcher et à répandre la foi. Il souligne que l'islamophobie à cette époque, pourrait-on dire, n'existait pas en tant que nom mais était une réalité.¹⁰

⁶ Selon le dictionnaire anglais Oxford, la première utilisation du terme « islamophobie » remonte aux années 1920. La première preuve d'islamophobie date de 1923, dans le « Journal Theol. Studies ». Voir Oxford English Dictionary, « Islamophobia », **Oxford English Dictionary**, URL: https://www.oed.com/dictionary/islamophobia_n. Consulté le 4 avril 2024.

⁷ Ali Akdemir, « Avrupa'da İslamofobi », **Küresel Siyaset Merkezi**, 8 août 2020, URL: <https://www.kureselsiyaset.org/avrupada-islamafobi/>. Consulté le 3 avril 2024,

⁸ Cyra Akila Choudhury, Khaled A. Beydoun, **Islamophobia and the Law**, Cambridge University Press, 2020, p.4.

⁹ Özcan Hıdır, **İslamofobi 2.0, Yeni Nesil İslamofobi ile Yeni Nesil Mücadele**, İstanbul: İnsan Yayınları, octobre 2023, p. 20.

¹⁰ Rachid Acim, « Islamophobia, Racism and the Vilification of the Muslim Diaspora », **Islamophobia Studies Journal**, publié par Islamophobia Research and Documentation Project, Volume 5, No 1, p. 27.

L'islamophobie en Europe a de nombreuses raisons historiques, politiques, religieuses et socioculturelles. On sait que les guerres entre chrétiens et musulmans ont été fréquentes au cours de l'histoire et qu'elles ont eu un impact sur les relations entre les deux sociétés. Dans l'Europe médiévale, les musulmans étaient qualifiés d'« hérétiques ». En fait, le pape Urbain II, qui a déclaré la première croisade en 1095, a qualifié les musulmans de « serviteurs du diable » et a déclaré que la guerre contre les Musulmans était en fait une guerre entre les ennemis et les amis de Dieu.¹¹

Les Croisades et l'inquisition espagnole sont des tournants importants de l'histoire de l'islamophobie. La propagande utilisée pour recruter des soldats pour les croisades était basée sur l'idée que l'ennemi était dangereux pour la chrétienté.¹² L'image de l'ennemi façonnée autour du phénomène religieux, élément déterminant du Moyen Âge, a été utilisée pour mobiliser les masses contre l'ennemi de leur religion. Ce processus, qui avait à l'origine des raisons économiques et politiques, a été façonné autour du phénomène de la religion et légitimé par lui.¹³ La peur et la haine de l'Islam, qui ont servi à légitimer les croisades, serviront plus tard à légitimer la colonisation à l'époque de l'orientalisme.¹⁴

La différenciation culturelle entre les civilisations orientale et occidentale se manifeste dans la définition de l'autre. Chaque culture définit l'autre comme moins civilisé, voire primitif, et fonde ces définitions sur ses propres normes. Par exemple, un penseur oriental qui considère la civilisation occidentale comme « immorale » part de ses propres normes morales orientales. L'orientalisme, que nous pouvons considérer comme l'aboutissement de l'acte de l'Occident de créer sa propre identité à travers l'Orient, s'aborde également d'un point de vue critique et l'Orient d'un point de vue péjoratif.¹⁵ Les points de vue orientalistes en Europe, qui dépeignent l'Islam et l'Orient comme des ennemis de la civilisation occidentale, ont entretenu les problèmes et les contradictions

¹¹ Murat Aktaş, « Avrupa'da Yükselen İslamofobi ve Medeniyetler Çatışması Tezi », **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Volume 13, No 1, 2014, p.40.

¹² Necmi Karşlı, « İslamofobi'nin Psikolojik Olarak İncelenmesi », **Dinbilimleri Akademik Araştırma Dergisi**, Volume 13, No 1, juin 2013, p. 81.

¹³ Cemile Neslihan Aydın, **Batı Avrupa'da Irkçılık ve Yabancı Düşmanlığı**, İnönü Üniversitesi, Thèse de Doctorat, 2021, p.85-86.

¹⁴ Hıdır, **op. cit.** p. 20.

¹⁵ Serhat Ulağlı, **Batı'da Öteki'nin Kültürel ve İdeolojik Dönüşümü- Türkofobi & İslamofobi**, İstanbul: Efeakademi Yayınları, 2024, p.18.

historiques entre ces civilisations et les ont transportés jusqu'à aujourd'hui, et ces contradictions sont devenues l'une des principales bases de l'islamophobie.

Dans les œuvres de nombreux philosophes occidentaux des Lumières, on trouve des opinions négatives sur les Turcs et l'Islam. Les Turcs sont identifiés à l'Islam et le terme Turc est souvent utilisé à la place du terme Musulman. Par exemple, Wilhelm Leibniz, l'un des principaux philosophes allemands du début du siècle des Lumières, a souvent utilisé le concept de « fatum Mahometanum » (fatalisme mahométan) pour décrire des situations irrationnelles. Leibniz illustre ce concept avec les Turcs, en utilisant l'expression «les Turcs n'évitent pas les lieux ravagés par la peste» et classe les Turcs parmi les communautés asiatiques et musulmanes qui présentent ce comportement irrationnel.¹⁶ Cependant, il existe également des références négatives directes à l'Islam et aux Musulmans.

Au Moyen-Âge, le manque de sources premières sur l'Islam et les Musulmans a ouvert la voie aux préjugés. Saint Jean au 8^e siècle et Saint Thomas d'Aquin au 13^e siècle ont écrit des apologies négatives de l'Islam.¹⁷ Montesquieu affirme que le despotisme prévalait dans l'Empire ottoman et cite la propagation de l'Islam comme l'une des raisons de cette situation, concluant qu'un régime modéré est conforme à la religion chrétienne, tandis qu'un régime despotique est conforme à l'Islam.¹⁸ Schlegel définit l'Islam comme « une religion de vaine arrogance et d'orgueil insignifiant », établie par un « prophète sans foi ». Selon Schlegel, l'Islam a ignoré tous les éléments du salut tels que la réconciliation, la compassion, l'amour et la félicité, et n'a donc pas réussi à produire une civilisation. Schlegel affirme que le système de gouvernement de l'islam soumet l'humanité à l'autorité d'un horrible État, qu'il existe dans l'Islam un mélange antichrétien d'autorité spirituelle et matérielle, et que l'islam a éliminé la civilisation dans les pays qu'il a conquis.¹⁹

¹⁶ Onur Bilge Kula, **Batı Felsefesinde Oryantalizm ve Türk İmgesi**, İstanbul: Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2005, p.3-4.

¹⁷ F. Betül Aydın Varol, **İslamofobi Söylemi, Avrupa Basımında Yükselen bir Trend**, İstanbul: Pınar Yayınları, 2020, p. 152.

¹⁸ Alain Servante, «Batıların Gözünde Türk İmajının Geçirdiği Değişimler, Cehennem Teolojisinden Demokrasi Derslerine», Özlem Kumrular, **Dünyada Türk İmgesi**, recueilli par Özlem Kumrular, traduit par Serpil Çağlayan, İstanbul: Kitap Yayınevi, İstanbul, p.59.

¹⁹ Albert Hourani, **Avrupa ve Orta Doğu**, traduit par Ahmet Aydoğan, Fahrettin Altun, İstanbul: Türk Tarih Kurumu Kütüphanesi, 2001, p.60.

Au 20^e siècle, tout comme le communisme était présenté comme l'ennemi de la culture et des valeurs occidentales pendant la Guerre Froide, le monde islamique a remplacé le communisme en tant qu'"autre" pour l'Occident dans la période de l'après-Guerre Froide. L'unité contre l'ennemi commun pendant la période de la Guerre Froide a été remplacée/ substituée par la méfiance et l'inimitié. En conséquence, l'Islam politique s'est défini contre l'Occident et s'est mondialisé, tandis que l'Occident a perçu l'Islam comme un problème de sécurité.

Dans ce contexte, on peut dire que l'islamophobie a pris de l'ampleur après la révolution islamique de 1979 en Iran.²⁰ En effet, la révolution islamique en Iran a été fortement associée au fondamentalisme et à l'extrémisme.²¹ De même, la fatwa de mort prononcée par l'ayatollah Khomeini contre Salman Rushdie²², les détournements d'avion, les prises d'otages, les actes terroristes des années 1980 et 1990²³, l'augmentation du nombre d'immigrants musulmans en Occident, les mouvements salafistes radicaux ont également contribué à la montée de l'islamophobie.²⁴ Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Islam est considéré comme un «autre» qui doit être modifié et harmonisé avec la modernisation.²⁵

Dans la période qui a suivi le 11 septembre, il y avait une perception empreinte de préjugés à l'égard de l'Islam. Les réactions à ces attentats ont non seulement visé les Musulmans sur le plan institutionnel et politique par le biais de mesures de sécurité nationale, mais elles se sont également manifestées par des actes de violence individuels dans la rue. Le ciblage des Musulmans a conduit à la recherche d'un discours et d'un

²⁰ Fatma Kurt Sariaslan, **Batı Literatüründe İslam Algısı ve İslamofobi**, İstanbul: Onto Yayınları, janvier 2018, p.185.

²¹ John L. Esposito, **Islam: The Straight Path**, New York: Oxford University Press, 1991, p.33.

²² **Les Versets sataniques** (titre original en anglais : *The Satanic Verses*,) est un roman de Salman Rushdie, publié en 1988. Le livre a été considéré comme blasphématoire dans certains milieux musulmans. L'ayatollah Khomeini a émis une fatwa de mort contre Rushdie. L'auteur a fait l'objet de nombreuses tentatives d'assassinat.

²³ Par exemple, attentats à Beyrouth par l'Organisation du Jihad islamique en 1983 qui font 307 morts et 75 blessés, attentats de 1995 en France qui font 8 morts et plus de 150 blessés, attentats des ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya en 1998 qui font 224 morts, et plus de 4 000 blessés. Voir CIA, « References-Terrorist Organizations », **The World Factbook**, URL: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/references/terrorist-organizations/>. Consulté le 11 avril 2024.

²⁴ Hıdır, **op. cit.**, p. 26.

²⁵ Rasim Özgür Dönmez, « Küreselleşme, Batı Modernliği ve Şiddet: Batı'ya Karşı Siyasal İslam », **Uluslararası İlişkiler Dergisi**, Volume. 1-4, décembre 2004, p. 82.

vocabulaire pour décrire cette tendance hostile. La popularisation du terme « islamophobie » peut être considérée comme un élément de cette évolution.²⁶

Aux États-Unis en particulier, une période de suspicion et de surveillance systématiques des Musulmans a débuté après le 11 septembre. Des perquisitions et des interrogatoires non autorisés ont commencé. Des suspects ont été détenus pendant des années en utilisant des « preuves secrètes ».²⁷

La perception de l'islam comme une menace par le Département de la sécurité intérieure (DHS), créé en novembre 2002, a constitué la base de la stratégie antiterroriste de l'État. Dans ce contexte, par exemple, le National Security Entry-Exit Registration System (NSEERS), un programme de surveillance globale ciblant les Musulmans résidant dans le pays, a été mis en place et s'est poursuivi jusqu'en 2011.

Le FBI a fait état d'une augmentation de 1500% des crimes haineux à l'encontre des « personnes d'origine moyen-orientale, des Musulmans et des sikhs sud-africains, qui sont souvent confondus avec les Musulmans », passant de 27 incidents en 2000 à 481 incidents en 2001. Le Comité anti-discrimination américano-arabe (ADC) a fait état de plus de 700 incidents violents visant les mêmes groupes démographiques.²⁸

Si l'un des facteurs qui conduisent à percevoir les Musulmans comme une menace ou un élément perturbateur cela résulte du/ c'est dû au fait que les actions des organisations terroristes telles qu'Al-Qaïda, DAESH, Boko Haram sont perçues comme menaces pour la sécurité internationales et que ces actions sont associés aux Musulmans et à l'Islam. Un autre facteur est l'opinion selon laquelle les pratiques religieuses des Musulmans affectent négativement, voire menacent, la vie sociale occidentale/séculaire. Dans les pays occidentaux, le discours sur la protection de l'identité occidentale s'est intensifié. Par conséquent, des concepts tels que le multiculturalisme et la diversité culturelle ont été critiqués.²⁹ Les partis politiques du centre ont commencé à adopter ces arguments de l'extrême droite. Parallèlement à ces développements, le concept d'« Eurarabie » est apparu. L'Eurarabie est un concept qui désigne l'idée selon laquelle la

²⁶ Choudhury, Beydoun, *op.cit.*, p.2.

²⁷ *Ibid*, p.123-124.

²⁸ *Ibid*.

²⁹ Çeçen, *op. cit.* p. 49.

population d'origine arabe en Europe va dépasser la population européenne, que les Musulmans constitueront la majorité et que l'Europe sera entourée par l'Islam radical.³⁰

Outre le discours politique d'extrême droite, ce point de vue se reflète dans la crise des caricatures danoises et dans les caricatures du magazine Charlie Hebdo, qui a fait l'objet d'une attaque terroriste en 2015 au cours de laquelle 17 personnes ont perdu la vie.³¹ Dans ces caricatures, les Musulmans sont généralement représentés comme des personnes à la peau sombre ou noire, entourées de mouches, sales et bavant lorsqu'elles parlent.³²

D'autre part, la thèse du « choc des civilisations » de Samuel Huntington et la thèse de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama ont continué à fournir la base intellectuelle du conflit entre le monde occidental et les sociétés musulmanes. La thèse du choc des civilisations est importante pour l'islamophobie car elle a déclenché des débats qui ont opposé les mondes chrétien et islamique.

Selon Huntington, après la guerre froide, les pays ne devraient plus être classés en fonction de leur système politique ou économique ou de leur niveau de développement économique, mais en fonction de leurs caractéristiques culturelles. Huntington divise le monde en huit régions de civilisation, à savoir la civilisation chrétienne catholique en Occident, la civilisation confucéenne en Chine, la civilisation japonaise, la civilisation islamique, la civilisation hindoue, la civilisation slave-orthodoxe, la civilisation latino-américaine et la civilisation africaine, et affirme qu'à l'avenir, certains conflits se produiront et se propageront le long des lignes de faille entre ces civilisations, et que le conflit majeur éclatera entre les civilisations occidentale et islamique et la civilisation

³⁰ Cemile Bayraktar, **Siyasallaşan İslamofobi, Eleştirel Güvenlik Ekolü Perspektifinden Anti-İslamizm**, İstanbul: Lejand Yayınları. Mai 2021, p. 98.

³¹ Le matin du 7 janvier 2015, deux hommes lourdement armés ont attaqué le siège parisien de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo. Douze personnes ont été tuées, dont deux policiers et quatre dessinateurs. Les terroristes, les frères Saïd et Chérif Kouachi, ont été abattus deux jours plus tard. Cette tuerie est la première des attentats de Paris de janvier 2015. Au total, 17 personnes ont été tuées dans ces attaques terroristes. Voir L'Express, « L'attentat contre Charlie Hebdo le 7 janvier 2015 », **L'Express**, 7 janvier 2015, URL : https://www.lexpress.fr/societe/justice/charlie-hebdo-vise-par-un-attentat_1638337.html. Consulté le 5 avril 2024.

³² Hakan Aydın, Metin Eken, Mustafa Derviş Dereli, **Medya ve İslamofobi**, İstanbul : Nobel Yayınları, août 2019, p.95. Pour voir les caricatures : National Review, « The Charlie Hebdo Massacre », **National Review**, 7 janvier 2015, URL : <https://www.nationalreview.com/2015/01/charlie-hebdo-massacre-editors/>. Consulté le 5 avril 2024, Atour.com, « Danish Jyllands-Posten Muhammad cartoons » **Atour.com**, 11 décembre 2010, URL : <https://www.atour.com/news/international/20101211a.html>. Consulté le 5 avril 2024.

confucéenne en Chine. Huntington affirme que la civilisation islamique a des « frontières sanglantes » et que le conflit est donc sa caractéristique.³³

Huntington souligne également que les gens peuvent être ethniquement mélangés ou avoir une double nationalité, mais qu'ils ne peuvent pas être à la fois Catholiques et Musulmans. Par conséquent, un conflit entre eux est inévitable. Selon Huntington, qui affirme que le processus des Lumières et les développements scientifiques, culturels et politiques qu'il a engendrés sont apparus en Occident et qu'il s'agit donc d'un ensemble de principes et de valeurs sociales, culturelles et philosophiques spécifiques à l'Occident plutôt qu'universels, les principes des Lumières tels que la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, la souveraineté populaire et la laïcité appartiennent à la civilisation occidentale.

Fukuyama, l'élève de Huntington, soutient dans son ouvrage *La fin de l'histoire* que la supériorité de l'Occident a été prouvée, que la civilisation occidentale a atteint la structure politique et économique la plus parfaite que l'humanité puisse atteindre avec la démocratie libérale qu'elle a créée, que la quête politique et philosophique de l'humanité est arrivée à son terme et que le monde doit accepter l'hégémonie de l'Occident, qui est sorti victorieux de la Guerre froide.³⁴

Murat Aktaş, dans son article intitulé « La montée de l'islamophobie en Europe et la thèse du choc des civilisations », affirme que Fukuyama, dans ses réponses aux critiques selon lesquelles l'Islam est incompatible avec la démocratie, soutient les thèses de Huntington en soutenant que toutes les religions sont interprétées en fonction d'objectifs politiques, alors qu'en fait l'Islam politique est enclin à la violence et donc au conflit avec l'Occident.³⁵

Aktaş soutient également que la thèse du choc des civilisations de Huntington a alimenté l'anti-islamisme, que les attaques terroristes contre le *World Trade Center* le 11 septembre 2001 et les actes de terrorisme similaires qui ont eu lieu par la suite ont servi les vues de ceux qui préconisent des scénarios de conflit entre les Musulmans et les

³³ Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, 1996, p. 254-255.

³⁴ Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, Free Press, 1992, p. 328-339.

³⁵ Aktaş, *op. cit.* p.48.

Occidentaux, et que le discours de l'ancien président américain George Bush sur une nouvelle croisade et sa division du monde entre ceux qui sont de leur côté et ceux qui sont contre eux signifiaient l'acceptation officielle de la thèse du choc des civilisations. Donald Trump, l'un des derniers présidents, a fait de l'islamophobie une stratégie politique à part entière et a été surnommé le « président de l'islamophobie ».³⁶ Outre ses promesses d'empêcher les immigrants d'envahir le pays, Donald Trump a fait de l'islamophobie une politique présidentielle dès la première semaine de son mandat en promulguant la première interdiction de voyager visant sept pays à majorité musulmane. L'administration américaine de l'époque a également été qualifiée de « Maison Blanche anti-musulmane ».³⁷

D'autre part, les critiques qui pensent que l'Islam est effectivement une menace s'opposent à l'utilisation du terme « islamophobie ». En effet, ce terme fait passer pour irrationnelles des peurs qu'ils prétendent rationnelles. En France, par exemple, le terme islamophobie n'est pas accepté par les autorités officielles, qui lui préfèrent celui d'agressions anti-islamiques et d'autres expressions similaires. En effet, les autorités considèrent le concept d'islamophobie comme un rejet théorique de la religion de l'Islam plutôt que comme des attaques physiques et affirment que ce concept est utilisé par les Iraniens.

Aujourd'hui, dans la terminologie des organisations internationales occidentales telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe (CoE), des expressions telles que « intolérance envers les Musulmans » et « discrimination envers les Musulmans » sont préférées à l'islamophobie. Par exemple, le titre du représentant spécial travaillant sur cette question au sein de l'OSCE est « Représentant spécial du président en exercice de l'OSCE sur la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des Musulmans ».³⁸ De même, la recommandation n° 5 de la Commission contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe est intitulé « Sur la prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination à l'égard des

³⁶ Choudhury, Beydoun, **op. cit.** p.4.

³⁷ Pour en savoir plus sur les politiques islamophobes de l'administration Trump, voir Narzanin Massoumi, Tom Mills, David Miller, **What is Islamophobia? Racism, Social Movements and State**, Londres: Pluto Press, 2017.

³⁸ OSCE, « Chairperson-in-Office Representatives », **OSCE**, URL: <https://www.osce.org/chairpersonship/chairperson-in-office-representatives>. Consulté le 7 avril 2024.

Musulmans ».³⁹ Bien que le terme islamophobie ne soit pas utilisé ici, on peut avancer que le racisme à l'égard des Musulmans est reconnu. Le secrétaire général du Conseil de l'Europe a nommé un représentant spécial pour « la lutte contre l'antisémitisme et les crimes de haine contre les Musulmans et toutes les formes de discrimination religieuse ».⁴⁰ Ici, alors que le concept d'antisémitisme est directement défini comme l'hostilité à l'égard d'une religion, le terme « haine contre les Musulmans » est préféré à celui d'anti-islamisme ou d'islamophobie. Toutefois, ceux qui souhaitent sensibiliser le monde à l'anti-islamisme soutiennent que l'anti-islamisme devrait être défini comme la haine contre une religion et pas seulement contre des individus, comme dans le cas de l'antisémitisme.

Par ailleurs, dans son article, Ayhan Kaya propose d'utiliser le concept d'islamophobie pour contrer les affirmations selon lesquelles l'islamophobie n'est pas réelle, qu'elle repose sur un récit structuré par le discours et qu'elle a des dimensions idéologiques. Ayhan Kaya affirme que les gouvernements néolibéraux européens, incapables de résoudre les problèmes économiques, cherchent à gagner des voix en utilisant l'islamophobie comme idéologie politique, et qu'ils ne se soucient guère des conséquences sociales et politiques négatives que l'islamophobie peut engendrer, et que cette idéologie peut être appelée « islamophobie ».⁴¹

Si la présence de l'islamophobie, d'où, la reconnaissance et l'emploi du terme n'a pas reçu une acceptation générale, c'est dû au fait qu'il n'y a pas suffisamment de penseurs et d'écrivains et que cette attitude ne s'est pas transformée en une philosophie. Avec ce travail, nous souhaitons de fournir une contribution qui va en ce sens, même si modeste.

Lorsque nous évaluons les étapes historiques de l'islamophobie en Occident résumées ci-dessus, il est généralement admis qu'il existe dans la culture occidentale des éléments intellectuels négatifs que l'on peut qualifier de préjugés, de peur ou d'inimitié à

³⁹ CoE, « ECRI revised General Policy Recommendation No.5 », CoE, URL: <https://www.coe.int/en/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/recommendation-no.5>. Consulté le 7 avril 2024.

⁴⁰ CoE, « Secretary General appoints Special Representative on Antisemitic and Anti-Muslim Hatred and Hate Crimes », CoE, Newsroom, 7 octobre 2020, URL: <https://www.coe.int/en/web/portal/-/secretary-general-appoints-special-representative-on-antisemitic-and-anti-muslim-hatred-and-hate-crimes>. Consulté le 7 avril 2024.

⁴¹ Ayhan Kaya, « Avrupa'da bir Yönetişlik Biçimi Olarak İslamofobizm », **Marmara Avrupa Araştırmaları Dergisi**, Volume 30, No 1, 2022, pp.1-23.

l'égard des Musulmans. Toutefois, il peut y avoir des opinions divergentes sur la définition de ces éléments intellectuels négatifs. Les débats s'articulent autour des questions suivantes: «L'islamophobie est-elle dirigée uniquement contre les Musulmans ou contre l'Islam lui-même ? », « Quel type de racisme est l'islamophobie? » et « L'islamophobie est-elle comparable à l'antisémitisme ? ».

Dans cette étude, nous tenterons de comprendre dans quel contexte l'islamophobie est un nouveau type de racisme. Tout en abordant cette question, nous aborderons également les réactions contre les immigrants musulmans et la religion elle-même en Europe, le rôle de l'identité religieuse dans la xénophobie et la discrimination à l'égard des immigrants en Europe, les réactions contre la discrimination à l'égard des Musulmans et la recherche de solutions.

Dans ce travail, nous avons opté pour une approche intrinsèque. Cela désigne que nous allons nous concentrer sur les actions elles-mêmes, mettre en exergue diverses formes que telle ou telle action prennent, leur langage, leurs structures pour construire une approche, une perspective qui va démontrer que l'islamophobie est une forme de racisme. Autrement dit, au lieu de chercher les exemples qui vont concrétiser la théorie, nous allons en faire des éléments constitutifs d'une idée/ théorie/ Nous allons en servir comme les éléments constitutifs de l'idée/ la théorie.

Dans ce contexte, nous analyserons d'abord la situation sur le terrain. Dans la première partie, nous analyserons les attaques physiques contre les symboles islamiques. Dans ce contexte, nous analyserons les autodafés de Corans et les attaques contre les mosquées, suivis de la discrimination contre les Musulmans dans la vie quotidienne sur la base de leur origine et de leurs vêtements. Dans cette partie, nous examinerons les Pays-Bas, la Suède et le Danemark, où les attaques contre le Coran sont les plus fréquentes, et l'Allemagne, où les attaques contre les mosquées sont les plus nombreuses. Tout en décrivant les attentats contre les mosquées, nous consacrerons un chapitre distinct aux attentats de 2019 à Christchurch, qui ont coûté la vie à 51 personnes.

Dans la seconde partie, nous analyserons l'islamophobie au niveau des politiques gouvernementales et du discours politique. Dans cette section, nous tenterons d'abord d'expliquer les politiques d'intégration des gouvernements et leurs pratiques de contrôle

des communautés musulmanes en donnant des exemples dans certains pays. Ensuite, en abordant les discours de l'extrême droite, nous tenterons d'expliquer les éléments d'islamophobie dans les programmes des partis d'extrême droite et leurs discours lors des campagnes électorales à l'aide d'exemples frappants. Dans la seconde partie, tout en expliquant les politiques d'intégration et les discours des partis d'extrême droite, nous avons choisi les exemples de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Autriche parce que ces pays abritent une population immigrée plus importante et que les discours anti-immigrés des partis d'extrême droite y sont donc plus marqués que dans d'autres pays.

Le fait que nous ayons choisi des pays spécifiques dans les premier et deuxième parties ne signifie pas qu'il n'y a pas d'attaques contre des symboles islamiques ou des mouvements d'extrême droite dans d'autres pays européens. Dans cette étude, dans le cadre de la méthodologie que nous avons déterminée, nous avons essayé d'examiner autant que possible les pays qui peuvent constituer des exemples significatifs.

Dans la conclusion, nous ferons une évaluation générale et partagerons nos points de vue sur les exemples positifs dans la lutte contre l'islamophobie et les mesures à prendre pour résoudre le problème.

PREMIÈRE PARTIE

LES ATTAQUES ET LA DISCRIMINATION CONTRE LES MUSULMANS

Dans cette première partie, nous examinerons les exemples d'islamophobie dans la vie quotidienne, en d'autres termes, ses reflets sur le terrain. En effet, le facteur le plus important qui fait de l'islamophobie un problème mondial majeur est son impact pratique sur la vie quotidienne.

Dans ce cadre, nous analyserons d'abord les attaques contre les symboles islamiques. Comme nous l'avons brièvement expliqué dans l'introduction, l'analyse des attaques contre les symboles islamiques dans cette partie se concentrera sur les cas des Pays-Bas, de la Suède et du Danemark, où ces attaques sont les plus courantes. En ce qui concerne les attaques contre les mosquées, nous consacrerons d'abord une place spéciale aux attaques de Christchurch, puis nous aborderons la situation en Allemagne, où les attaques contre les mosquées sont les plus fréquentes. En second lieu, nous aborderons le sujet de la discrimination. Dans ce contexte, nous analyserons la discrimination basée sur la nationalité ou l'ethnicité des immigrants dans le contexte des vagues d'immigration et la discrimination basée sur le port du voile et d'autres vêtements religieux et l'exemple de France.

Lesdits effets se manifestent sous la forme d'attaques contre les symboles islamiques et de discriminations à l'encontre des Musulmans dans la société. De ce point de vue, ce chapitre analysera d'abord les attaques physiques contre les symboles islamiques, puis les pratiques discriminatoires à l'encontre des Musulmans dans la société.

A- Les attaques contre les symboles islamiques

Comme indiqué au début de cette étude, ce sont les actes d'autodafé du Coran qui ont placé l'islamophobie à l'agenda des relations internationales ces dernières années. Sous la rubrique des attaques contre les symboles islamiques, nous analyserons les attaques contre les mosquées en même temps que cette question d'actualité, nous discuterons le cas de l'Allemagne dans ce contexte.

1- Les attaques contre le Coran en Suède, au Danemark et aux Pays-Bas

L'histoire d'autodafé du Coran en tant que méthode d'insulte à l'Islam est en fait assez ancienne. On sait que ces actes ont eu lieu dans le cadre des conflits entre les communautés chrétiennes et musulmanes dans l'Europe médiévale, en particulier pendant les Croisades, au cours desquelles les Corans étaient fréquemment attaqués.

Des exemples frappants précédant les actes qui sont devenus ordinaires dans les pays d'Europe du Nord à notre époque proviennent des États-Unis. En 2005, il a été constaté que le Coran avait été insulté à plusieurs reprises devant des prisonniers musulmans par des soldats américains sur la base militaire de Guantanamo.⁴² En 2011, Terry Jones, un pasteur américain, a brûlé le Coran à l'occasion du 10^e anniversaire des attaques du 11 septembre. Les actions de protestation en Afghanistan contre cet événement ont causé la mort de 12 personnes.⁴³ En 2012, l'OTAN a présenté ses excuses après qu'il a été révélé que des soldats de la Force d'assistance et de sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN, avaient brûlé le Coran ainsi que d'autres livres religieux en base aérienne américaine de Bagram en Afghanistan.⁴⁴ Plus de 40 personnes ont perdu la vie lors de manifestations qui ont duré plusieurs jours. La même année, douze temples bouddhistes ont été vandalisés au Bangladesh après qu'un compte bouddhiste sur les médias sociaux a publié un message insultant Coran.⁴⁵ Outre ces exemples, des incidents de profanation du Coran dans différents pays ont été rapportés dans la presse.

⁴² Josh White, Dan Eggen, « Pentagon Details Abuse Of Koran », **The Washington Post**, 4 juin 2005, URL: <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/06/03/AR2005060301654.html>. Consulté le 8 avril 2024.

⁴³ The New York Times, « Terry Jones (Pastor) », **The New York Times**, URL: <https://www.nytimes.com/topic/person/terry-jones-pastor>. Consulté le 8 avril 2024.

⁴⁴ TRT Haber, « Amerikan Üssü'nde Kuran-ı Kerim Protestosu », **TRT Haber**, 21 février 2012, URL: <https://www.trthaber.com/haber/dunya/amerikan-ussunde-kuran-i-kerim-protestosu-29392.html>. Consulté le 8 avril 2024.

⁴⁵ ABC News, « Rioting mob torches temples in Bangladesh », **ABC News**, 30 septembre 2012, URL : <https://www.abc.net.au/news/2012-09-30/rioters-torch-buddhist-temples-in-bangladesh/4288598>. Consulté le 8 avril 2024.

Il convient de noter que ces dernières années les autodafés de Coran sont devenus fréquents et ont commencé à être organisés dans une atmosphère cérémoniale dans les pays d'Europe du Nord, en particulier aux Pays-Bas, en Suède et au Danemark.

En outre, les réactions à ces actes dans ces pays ont atteint une dimension mondiale et ont conduit à la mobilisation d'organisations internationales. Pour cette raison, il est nécessaire d'analyser les protestations dans ces pays dans l'ordre suivant et d'examiner les réactions et les mesures prises à l'encontre de ces protestations.

a- Pays-Bas :

Aux Pays-Bas, Edwin Wagensveld, le chef de la branche néerlandaise de l'organisation islamophobe PEGIDA⁴⁶, a mené des actions visant à insulter le Coran. Wagensveld a déchiré le Coran devant l'ambassade de Turquie à La Haye le 14 avril 2023, le 18 août 2023 et le 23 septembre 2023. À la suite de ces actes, des déclarations de condamnation ont été publiées par le ministère des affaires étrangères de la République de Turquie.⁴⁷ Les actes de profanation du Coran aux Pays-Bas ont également été condamnés par de nombreux autres pays dans des déclarations officielles. L'un des points qui a le plus fait réagir dans ces déclarations est l'autorisation de ces actes par les autorités néerlandaises sous le prétexte de la liberté d'expression.

Il a été condamné à une amende, qui a ensuite été convertie en travaux d'intérêt général obligatoires, dans le cadre d'une procédure engagée contre lui pour violation de l'article 137 du code pénal (insulte ouverte et délibérée à un groupe en raison de ses convictions religieuses, de ses opinions politiques ou de son origine ethnique) en raison

⁴⁶ Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes- PEGIDA (En français : Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) est un mouvement islamophobe allemand de droite populiste qui défend le nationalisme allemand et opposé à l'immigration. Le but de l'organisation est d'empêcher l'islamisation de l'Europe, l'intégrisme musulman et la politique du gouvernement sur les droits d'asiles accordés aux musulmans. Le mouvement est lancé le 20 octobre 2014 par Lutz Bachmann et une douzaine de personnes. Dès 2015, des mouvements se réclamant de PEGIDA se créent dans plusieurs pays d'Europe. Pour des informations détaillées sur PEGIDA, voir : Hans Vorländer, Maik Herold, Steven Schäller, **PEGIDA and New Right-Wing Populism in Germany**, Springer, 2018. Pour les médias sociaux, voir : <https://www.facebook.com/pegidaenfrance>, <https://www.facebook.com/pegidanederland.com/>, <https://www.facebook.com/usa.pegida>, <https://www.pegidanederland.com/>

⁴⁷ T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 232, 23 Eylül 2023, Hollanda'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'i Hedef Alan Saldırıları Hk. », **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 23 septembre 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-232_-hollanda-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-i-hedef-alan-saldirilar-hk.tr.mfa. Consulté le 9 avril 2024.

des déclarations qu'il a faites lors de l'une des manifestations.⁴⁸ À Arnhem, Wagenveld a également participé à plusieurs actions. Lors de l'une de ces manifestations, quatre personnes ont été blessées pendant une rixe entre un groupe de personnes et la police qui voulait intervenir.⁴⁹

PEGIDA a également tenté d'organiser des actes de profanation du Coran aux Pays-Bas au cours des années précédentes. La branche néerlandaise de PEGIDA a voulu organiser une action pour brûler le Coran à Utrecht en 2015, mais l'action a été empêchée par la réaction des autorités locales et des organisations non gouvernementales.⁵⁰ En 2017, des militants de PEGIDA ont tenté de brûler le Coran à Rotterdam, mais l'intervention de la police les en a de nouveau empêchés.⁵¹

Les nouvelles rapportées par la presse néerlandaise consistaient principalement en des débats entre politiciens sur la question de savoir si ces actions constituaient une menace pour la sécurité publique.⁵²

b- Suède :

Rasmus Paludan, le leader du parti raciste et islamophobe Stram Kurs⁵³, a intensifié les autodafés du Coran depuis 2022. Paludan a mené des actions dans

⁴⁸ NOS Nieuws, « Pegida-voorman krijgt 40 uur taakstraf voor groepsbelediging », **NOS Nieuws**, 23 novembre 2023, URL: <https://nos.nl/artikel/2498969-pegida-voorman-krijgt-40-uur-taakstraf-voor-groepsbelediging>. Consulté le 9 avril 2024.

⁴⁹ Gazete Duvar, « Hollanda'da ırkçı liderden Kuran yakma eylemi: 4 yaralı, 3 gözaltı », **Gazete Duvar**, 14 janvier 2024, URL: <https://www.gazeteduvar.com.tr/hollandada-irkci-liderden-kuran-yakma-eylemi-4-yarali-3-gozalti-haber-1661729>. Consulté le 9 avril 2024.

⁵⁰ Dutch News, « Utrecht bans rally by anti-Islam group Pegida », **Dutch News**, 6 novembre 2015, URL: <https://www.dutchnews.nl/2015/11/utrecht-bans-rally-by-anti-islam-group-pegida/>. Consulté le 9 avril 2024.

⁵¹ NL Times, « Pegida leader arrested at anti-Islam demonstration in Utrecht », **NL Times**, 6 février 2017, URL: <https://nltimes.nl/2017/02/06/pegida-leader-arrested-anti-islam-demonstration-utrecht>. Consulté le 9 avril 2024.

⁵² De Telegraaf, « Kabinet onderzoekt mogelijkheden verbieden koranverbrandingen en beperkingen demonstratierecht (Le cabinet examine les possibilités d'interdire l'incinération du Coran et de restreindre le droit de manifester) », **De Telegraaf**, 19 avril 2024, URL: <https://www.telegraaf.nl/nieuws/1718075263/kabinet-onderzoekt-mogelijkheden-verbieden-koranverbrandingen-en-beperkingen-demonstratierecht>. Consulté le 14 juillet 2024.

⁵³ Stram Kurs (en français : Ligne dure) est un parti politique danois d'extrême droite fondée par l'avocat Rasmus Paludan en 2017. Le parti et son fondateur sont connus avec les manifestations islamophobes. Le parti a obtenu 1,8 % des voix dans les élections législatives danoises de 2019, en dessous du seuil électoral de 2 %. Le parti publie des informations concernant ses actions sur ses comptes de médias sociaux. Voir : <https://www.facebook.com/StramKurs/> (le parti) <https://www.facebook.com/DanernesLys> (Rasmus Paludan). Pour avoir plus des informations sur Rasmus Paludan et ses manifestations, voir Göran Larsson, Christer Mattsson, « Rasmus Paludan, Burning of the Qur'an and Swedish Media: A Critical Discourse Analysis », **Nordic Journal for the Study of Religion Temenos** Volume 60, No 1, 2024, pp. 131–156.

différentes villes en Suède comme Malmö, Norrköping, Jönköping et Stockholm.⁵⁴ Des actes similaires ont également été commis par le réfugié islamophobe Salwan Momika, un chrétien irakien.⁵⁵

Ces actions ont été officiellement condamnées par de nombreux pays, en particulier par les États membres de l'OCI.⁵⁶ En fait, l'Iraq a expulsé l'ambassadeur de Suède à Bagdad en juillet 2023 et a rappelé son chargé d'affaires à Stockholm.⁵⁷ En outre, à Bagdad, des centaines de personnes ont fait irruption dans l'ambassade de Suède dans la matinée, avant une manifestation attendue, et ont mis le feu à certaines parties du bâtiment. Dans une déclaration publiée après le raid, le ministère suédois des affaires étrangères a indiqué que le personnel de l'ambassade était sain et sauf, mais que les autorités irakiennes n'avaient pas assumé leur responsabilité de protéger l'ambassade conformément à la convention de Vienne et qu'elles avaient condamné le raid.

En raison de ces actes, le service de sécurité suédois a relevé le niveau de menace terroriste du niveau 3 (« élevé ») au niveau 4 (« fort ») sur une échelle de 5 niveaux.⁵⁸ En outre, des travaux ont été entamés pour modifier la loi sur l'ordre public et un groupe de travail a été créé en août 2023 pour examiner la législation pertinente.

⁵⁴ Atila Altuntaş, « İsveç'te, Kur'an-ı Kerim yakan Paludan hakkında gıyabi tutuklama kararı », **Anadolu Ajansı**, 4 mai 2023, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/isvecte-kuran-i-kerim-yakan-paludan-hakkinda-giyabi-tutuklama-karari/2889490> . Consulté le 10 avril 2024.

⁵⁵ Pour avoir plus des informations sur Momika et ses actions, voir Times of India, « Who is Salwan Momika, the Quran burner sparking international tensions between Sweden and Muslim nations », **Times of India**, 21 Juillet 2023, URL: <https://timesofindia.indiatimes.com/world/rest-of-world/who-is-salwan-momika-the-quran-burner-sparking-international-tensions-between-sweden-and-muslim-nations/articleshow/102001126.cms>. Consulté le 16 juillet 2024.

⁵⁶ OIC, « Joint Statement by the OIC Group in New York on "the recent act of desecration of the Holy Quran » , **OIC**, 7 juillet 2023, URL: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=39197&t_ref=26505&lan=en. Consulté le 10 avril 2024.

OIC, « OIC Secretary-General Condemns the Burning of a Copy of the Holy Quran in Stockholm », **OIC**, 21 janvier 2023, URL: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=38243&t_ref=26156&lan=en . Consulté le 10 avril 2024.

⁵⁷ Euronews, « Kuran yakma eylemleri: İsveç'in Bağdat Büyükelçisi sınır dışı edildi », **Euronews**, 20 juillet 2023, URL: <https://tr.euronews.com/2023/07/20/kuran-yakma-eylemleri-isvecin-bagdat-buyukelcisi-sinir-disi-edildi> . Consulté le 10 avril 2024.

⁵⁸ Le Premier ministre Ulf Kristersson a déclaré: « La Suède est passée du statut de cible légitime à celui de cible prioritaire pour les attaques terroristes. Nos agences gouvernementales, notamment le Service de sécurité suédois et l'Autorité de police suédoise, travaillent d'arrache-pied pour garantir la sûreté et la sécurité en Suède, et nous savons que des attaques planifiées ont été évitées. Les intérêts suédois à l'étranger sont également menacés ». Voir Government Offices of Sweden, « Swedish Security Service raises terror threat level », **Government Offices of Sweden**, 21 août 2023, URL: <https://www.government.se/articles/2023/08/swedish-security-service-raises-terror-threat-level/>, page consulté le 10 avril 2024.

Toutefois, lors de sa visite en Lituanie, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Tobias Billström a déclaré à la presse, le 6 novembre 2023, que l'autodafé du Coran ne serait pas légalement interdit, même en vertu d'éventuels amendements législatifs.⁵⁹

Le site web Samnytt, connu pour sa couverture fréquente des opinions d'extrême droite en Suède, a cité les opinions de Salwan Momika et de ses partisans qui associent l'Islam au terrorisme et affirment que la Suède devrait être protégée de l'Islam et des Musulmans.⁶⁰ Il est clair que Momika voulait faire appel aux opinions qui considèrent l'Islam comme un danger pour la civilisation occidentale et que les politiques d'immigration devraient être axées sur la sécurité.

c- Danemark :

Au Danemark, Paludan avait un partenaire d'action, Lars Tasla Theilade, un extrémiste, tous les deux ayant été perpétré des attentats contre le Coran. Ils ont orchestré/infligé plus de 400 attaques entre janvier et octobre 2023. L'ambassadeur danois à Ankara a été convoqué à plusieurs reprises au ministère des affaires étrangères à propos de ces attaques, qui ont été condamnées par les États membres de l'OCI.⁶¹

Le 7 décembre 2023, le Parlement danois a adopté un projet de loi modifiant l'article en vigueur du Code pénal danois afin de criminaliser le « traitement inapproprié de textes sacrés ayant une signification religieuse pour une communauté religieuse légalement reconnue au Danemark »⁶². Le projet de loi, qui a été signé par la Reine et publié au Journal officiel du 13 décembre 2023, est entré en vigueur le 14 décembre 2023.

L'Union Musulmane Danoise (DMU), une organisation non gouvernementale, a déclaré que le projet de loi constituait un pas important vers la protection des droits des

⁵⁹ Reuters, « The Swedish state does not condone Koran burnings, foreign minister says », **Reuters**, 27 juillet 2023, URL: <https://www.reuters.com/world/europe/swedish-state-does-not-condone-koran-burnings-foreign-minister-says-2023-07-27/>. Consulté le 10 avril 2024.

⁶⁰ Samnytt, « Salwan Momika: Förbjud koranen (Salwan Momika: Interdire le Coran) », **Samnytt**, 18 juillet 2023, URL: <https://samnytt.se/salwan-momika-forbjud-koranen>. Consulté le 14 juillet 2024.

⁶¹ Muhammet Tarhan, « Danimarka'nın Ankara Büyükelçiliği Maslahatgüzari beşinci kez Dışişleri Bakanlığına çağrıldı », **Anadolu Ajansı**, 24 août 2023, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/politika/danimarkanin-ankara-buyukelciligi-maslahatguzari-besinci-kez-disisleri-bakanligina-cagrildi/2975533>, page consultée le 11 avril 2024.

⁶² Louise Rasmussen, « Denmark passes law to ban Koran burnings », **Reuters**, 7 décembre 2023, URL: <https://www.reuters.com/world/europe/danish-parliament-approves-bill-stop-koran-burnings-2023-12-07/> page consultée le 11 avril 2024.

minorités religieuses au Danemark, mais qu'il s'agissait d'une solution qui touche plutôt symptôme que de l'essence du problème, que l'autodafé du Coran faisait désormais partie de la vie quotidienne des Musulmans et qu'il était important pour la société danoise de faire un choix entre la discrimination et la compréhension. Les intellectuels et les artistes danois ont critiqué cette réglementation juridique, estimant qu'elle portait atteinte à la liberté d'expression.⁶³

On peut dire que les commentaires de la presse danoise ont mis l'accent sur le fait qu'il ne fallait pas accorder trop d'attention à ces manifestations⁶⁴ et que les manifestants devaient en faire la publicité, ainsi que sur l'importance des amendements juridiques pour ne pas mettre en péril la sécurité publique.⁶⁵

d- Réactions des organisations internationales et mesures prises :

Tout d'abord, lorsque nous examinons la réaction de la presse dans les pays où les manifestations ont eu lieu, nous constatons qu'en dehors de la couverture directe des événements et des débats des hommes politiques sur cette question, il est rare de trouver des articles de presse à contenu commenté. Nous observons que les rares nouvelles analytiques ne portent pas sur les causes sociologiques des manifestations, mais sur les débats relatifs à la sécurité publique du pays.

Les actes contre le Coran ont provoqué des réactions de colère au niveau officiel et public dans les pays musulmans. A ce titre, plusieurs manifestations ont été organisées en Malaisie et en Indonésie pour protester les incendies de Coran.⁶⁶ Des slogans anti-

⁶³ Bibi van Ginkel, Peter Knoope, « How to respond to Quran desecrations? What we can learn from earlier incidents? », **ICCT Policy Brief**, International Centre for Counter Terrorism, décembre 2023, p.9.

⁶⁴ Søren Schultz Jørgensen, « Stop nu! Medierne løber i flok efter idioter med nul betydning (Arrêtez tout de suite ! Les médias courent en masse après des idiots qui n'ont aucun sens) », **Politiken**, 1er février 2023, URL: <https://politiken.dk/kultur/art9195182/Stop-nu-Medierne-l%C3%B8ber-i-flok-efter-idioter-med-nul-betydning>. Consulté le 14 juillet 2024.

⁶⁵ Frode Muldkjær, « Koranafbrændinger bør stoppes (Il faut cesser les autodafés de Coran) », **Kristeligt Dagblad**, 1er février 2023, URL: <https://www.kristeligt-dagblad.dk/debat/journalist-koranaefbraendinger-boer-stoppes>. Consulté le 14 juillet 2024.

⁶⁶ Deutsche Welle « EU image suffers in Malaysia, Indonesia over Quran burning », **Deutsche Welle**, 14 août 2023, URL: <https://www.dw.com/en/eu-reputation-suffers-in-malaysia-indonesia-over-quran-burning/a-66526228>, page consultée le 11 avril 2024.

occidentaux ont également été scandés au cours des manifestations et des appels ont été lancés pour que les actes visant le Coran ne se reproduisent pas.⁶⁷

Les principales réactions ont été que ces actions avaient pour but de provoquer les Musulmans, qu'elles devaient être empêchées et que leurs auteurs devaient être sanctionnées. D'autre part, les autorités suédoises et danoises ont fait valoir que ces actions « relèvent de la liberté d'expression » et que leurs pays, comme de nombreux pays occidentaux, n'ont pas de lois interdisant l'insulte aux textes ou symboles religieux.⁶⁸

Le fait que les autorités ont considéré que ces manifestations relevaient de la liberté d'expression et qu'elles aient été organisées sous la protection de la police a suscité de vives réactions. Dans le débat public, ces manifestations ont conduit à s'interroger sur les limites de la liberté d'expression. Dans les déclarations du ministère turc des affaires étrangères, il a été souligné que l'autorisation de ces manifestations sous le couvert de la liberté d'expression était inacceptable.⁶⁹

L'espoir que les manifestations soient empêchées et le malaise suscité par le traitement de ces manifestations dans le cadre de la liberté d'expression, se sont reflétés dans les déclarations de l'OCI, ainsi que dans les manifestations sociales et les réactions des gouvernements. Par exemple, la résolution datée du 31 juillet 2023 adoptée à l'issue

⁶⁷ Hadi Azmi, Resty Woro Yuniar, « Malaysian Muslims take to streets to protest Koran burning in Sweden by far-right's Rasmus Paludan », **South China Morning Post**, 27 janvier 2023, URL: <https://www.scmp.com/week-asia/article/3208218/malaysian-muslims-take-streets-protest-koran-burning-sweden-far-rights-rasmus-paludan>. Consulté le 12 avril 2024.

⁶⁸ Watheq Al-Sadoon, « Danimarka ve İsveç'te Kur'an'a Yapılan Saldırıları ve Ortadoğu'daki Siyasi Yansımaları », **ORSAM**, 4 août 2023, URL: <https://www.orsam.org.tr/tr/danimarka-ve-isvec-te-kurana-yapilan-saldirilar-ve-ortadogudaki-siyasi-yansimalari/>. Consulté le 13 avril 2024.

⁶⁹ T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 101, 14 Nisan 2023, Danimarka'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'e ve Şanlı Bayrağımıza Karşı Tekrarlanan Saldırı Hk. » **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 14 Avril 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa, page consultée le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 21, 21 Ocak 2023, İsveç'te Kutsal Kitabımız Kuran-ı Kerim'in Yakılması Hk. » **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 21 janvier 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 101, 14 Nisan 2023, Danimarka'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'e ve Şanlı Bayrağımıza Karşı Tekrarlanan Saldırı Hk. » **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 14 avril 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 232, 23 Eylül 2023, Hollanda'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'i Hedef Alan Saldırıları Hk. » **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 23 septembre 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

de la 18e réunion extraordinaire du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OIC dit : « condamne toutes les tentatives visant à dénigrer le caractère sacré d'al-Mus'haf ash-Sharif ainsi que d'autres livres sacrés, valeurs et symboles de l'Islam et d'autres religions sous le couvert de la liberté d'expression, ce qui est contraire à l'esprit des articles (19) et (20) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et appelle la communauté internationale à s'opposer unanimement à ces tentatives de provocation ». ⁷⁰ La résolution fait référence à la liberté d'expression à cinq endroits différents.

Un projet de résolution condamnant les attaques contre le Coran, soumis à la 53e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, a été adopté le 12 juillet 2023 par 28 voix pour, 12 voix contre (France, Allemagne, Belgique, Tchéquie, Finlande, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Roumanie, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique et Costa Rica) et 7 abstentions (Bénin, Chili, Géorgie, Honduras, Mexique, Népal, Paraguay). ⁷¹ La résolution est importante car c'est la première fois que les attaques contre le Coran sont définies comme de la « haine religieuse ». Toutefois, les États membres de l'UE, les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont voté contre la résolution au Conseil, arguant qu'elle contredisait la liberté d'expression. ⁷² Une autre résolution, qui considère tout acte de violence contre les livres saints comme une « violation du droit international », a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 juillet 2023. ⁷³ La définition de l'incendie du Coran comme une violation du droit international pour la première fois dans cette résolution a constitué une étape importante dans les attentes selon lesquelles l'islamophobie devrait être élevée au niveau de l'antisémitisme, condamnée moralement comme l'antisémitisme et soumise à des sanctions pénales. Cependant, les

⁷⁰ OIC, « Resolution on the Repeated Crimes of Desecration and Burning of Copies of al-Mus'haf ash-Sharif in the Kingdom of Sweden and the Kingdom of Denmark Approved by the 18th Extraordinary Session of the Council of Foreign Ministers of the Organization of Islamic Cooperation », **OIC**, 31 juillet 2023, URL: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=39325&t_ref=26550&lan=en. Consulté le 14 avril 2024.

⁷¹ UN OHCHR, « Human Rights Council Condemns and Strongly Rejects Any Manifestation of Religious Hatred, Including Recent Public Acts of Desecration of the Holy Quran », **UN OHCHR**, 12 juillet 2023, URL: <https://www.ohchr.org/en/news/2023/07/human-rights-council-condemns-and-strongly-rejects-any-manifestation-religious-hatred>, Consulté le 15 avril 2024.

⁷² The Guardian, « UN rights council approves resolution on religious hatred after Qur'an burning », **The Guardian**, 12 juillet 2023, URL: <https://www.theguardian.com/world/2023/jul/12/un-rights-council-approves-resolution-religious-hatred-quran-burning-sweden>, page consultée le 16 avril 2024.

⁷³ UN, « Legality of Acts against Religious Symbols, Books Ignites Contentious Debate as General Assembly Adopts Resolution on Culture of Peace, Five Other Texts », **UN**, 25 juillet 2023, URL: <https://press.un.org/en/2023/ga12519.doc.htm>, page consultée le 19 avril 2024.

débats sur la question de la liberté d'expression se sont poursuivis au cours des négociations qui ont eu lieu lors de l'adoption de cette résolution.

Bien que le sujet principal de cette étude ne soit pas de savoir si les autodafés de Coran relèvent de la liberté d'expression, ce débat est important dans le contexte des allégations selon lesquelles les pays occidentaux appliquent deux poids et deux mesures face aux attaques contre les symboles islamiques et au comportement anti-islamique des gouvernements.

Catherine B. Holmes, dans son article comparant les systèmes juridiques de l'Europe et des États-Unis dans le contexte des actes d'autodafé du Coran, affirme que la liberté d'expression est reconnue comme un droit démocratique important en Europe, alors qu'aux États-Unis, elle est même considérée comme supérieure aux valeurs démocratiques.⁷⁴ Si l'on tient compte de cette tradition juridique et du fait que les États-Unis ont été la cible des attentats du 11 septembre, il est compréhensible que les États-Unis et les pays européens, où des actes de diffamation du Coran ont eu lieu, aient formé un bloc défendant la liberté d'expression contre les États membres de l'OCI en définissant l'islamophobie et en prenant des mesures juridiques contre les actes islamophobes.

D'autre part, dans un article publié par le Centre d'études du Moyen-Orient (ORSAM) sous la signature de Watheq Al-Sadoon, il est indiqué que la Suède interdit toute manifestation contre les homosexuels ou de brûler leurs drapeaux, et que la base de cette réglementation est l'interdiction des mots ou des actions qui incitent à la haine et à l'incitation contre des groupes sur la base de la race, de la religion, de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, et il est demandé pourquoi les actes d'insulte au Coran ne sont pas considérés comme une incitation à la haine et à l'incitation contre l'Islam et les Musulmans.⁷⁵

Par conséquent, la dimension islamophobe des manifestations contre l'autodafé du Coran ne réside pas seulement dans les actions d'individus ou de groupes radicaux,

⁷⁴ Catherine B. Holmes, « Quran Burning and Religious Hatred: A Comparison of American, International, and European Approaches to Freedom of Speech », **Washington University School of Law**, Volume 11, No 2, 2022, p. 477.

⁷⁵ Al Sadoon, **op. cit.**

mais aussi dans le fait que les pays occidentaux s'abstiennent de donner la réaction souhaitée par le monde islamique au nom de la liberté d'expression.

On peut dire que cette attitude des pays occidentaux suscite plus de réactions que les actions elles-mêmes. En effet, si les auteurs des actes de profanation du Coran peuvent être considérés comme « un petit nombre de marginaux » ou « quelques fous », le fait que les pays occidentaux autorisent ces actes et tentent d'empêcher leur condamnation par les organisations internationales au nom de la liberté d'expression est interprété comme un anti-islamisme conscient et organisé au niveau officiel.

2- Les attaques contre les mosquées / L'exemple de l'Allemagne

Une autre manifestation de l'anti-islamisme dans les pays occidentaux, qui se reflète dans la vie quotidienne et perturbe les immigrants musulmans, est les attaques contre les mosquées. À cet égard, cette sous-rubrique analysera la situation en Allemagne, où ces attaques sont les plus fréquentes. Toutefois, avant de passer aux attaques en Allemagne, il est nécessaire de mentionner l'exemple le plus frappant et le plus grave d'attaques de mosquées dans un passé récent, les attaques terroristes contre les mosquées de Al Noor et Linwood à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, le 15 mars 2019.

a- Les attaques de Christchurch

L'auteur de l'attentat, Brenton Tarrant, un ressortissant australien, s'est installé dans la maison qu'il avait louée dans la ville de Dunedin avant le projet d'attentat, s'est entraîné au tir dans les stands de tir de la ville, puis a attaqué à l'arme automatique des Musulmans qui priaient dans deux mosquées. L'attentat a coûté la vie à 51 personnes, dont des femmes et des enfants, et blessé 49 personnes, dont deux citoyens turcs.⁷⁶ À l'initiative des pays membres de l'OCI, le 15 mars a été déclaré « Journée internationale de la lutte contre l'islamophobie », conformément à la décision prise par les l'ONU en mémoire de ces attaques.⁷⁷

⁷⁶ Aynur Şeyma Asan, « Yeni Zelanda'daki cami saldırılarının faili, olaydan 4 yıl önce hedef almak istediği yerleri paylaşmış », **Anadolu Ajansı**, 21 février 2024, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/yeni-zelandadaki-cami-saldirilarinin-faili-olaydan-4-yil-once-hedef-almak-istedigi-yerleri-paylasmis/3144223>. consulté le 22 avril 2024.

⁷⁷ UN, «International Day to Combat Islamophobia», UN, URL: <https://www.un.org/en/observances/anti-islamophobia-day>, page consultée le 22 avril 2024.

Dans son article, Robin Richardson mentionne des idées selon lesquelles le terme de racisme anti-musulman est plus clair que celui d'islamophobie.⁷⁸ Les attaques de Christchurch et l'attentat perpétré par Anders Behring Breivik en Norvège en 2011 sont importants pour révéler en quoi l'islamophobie est un nouveau type de racisme, même un racisme anti-musulman.

Il convient de noter que l'arme utilisée par B. Tarrant, fait référence aux «14 mots» symboliques (*We must secure the existence of our people and a future for white children*) qui prônent la « suprématie blanche ».⁷⁹ Le fait qu'une personne prônant le racisme ethnique commette un attentat terroriste anti-islamique illustre l'imbrication de ces concepts. La substitution d'une identité ethnique à une identité religieuse a été observée dans l'Europe médiévale lorsque le terme « Turc » était souvent utilisé à la place du terme « Musulman ». Cette fois-ci, cet agresseur, qui croit en la supériorité de la race blanche, semble avoir défini la communauté qu'il considère comme « l'autre » non pas par la race mais par la religion. Dans son manifeste de soixante-quatorze pages intitulé « The Great Replacement », préparé à l'avance et publié juste avant l'attentat, Tarrant invoque le risque de voir l'Europe tomber aux mains de non-Européens, d'Anglo-Saxons et de protestants, bref de non-WASP (Orientaux, Asiatiques, Africains noirs, Musulmans), pour justifier son intransigeance à l'égard des autres races.⁸⁰ En d'autres termes, Tarrant ne se limite pas à la race ou à la religion pour définir les autres communautés qu'il considère comme des menaces et des ennemis, mais utilise tous les déterminants tels que la race, l'origine géographique et la religion etc.

Cette approche est conforme à l'idéologie d'Anders Behring Breivik, qui a tué 77 personnes lors d'une attaque terroriste raciste contre le camp de jeunes d'un groupe politique de centre-gauche en Norvège le 22 juillet 2011. Ce point de vue est alimenté par des théories conspirationnistes sur l'islamisation secrète de l'Europe, comme dans le cas

⁷⁸ Robin Richardson, « Islamophobia and anti-Muslim racism – concepts and terms, and implications for education », **Race, Equality, Teaching**, Thentham Books, 2008, p. 12.

⁷⁹ Gary Adshead, « Christchurch mosque massacre: Brenton Tarrant sends chilling message of white supremacy », **The West Australian**, 15 mars 2019, URL: <https://thewest.com.au/news/world/christchurch-mosque-massacre-brenton-tarrant-sends-chilling-message-of-white-supremacy-ng-b881136950z>. Consulté le 22 avril 2024.

⁸⁰ Ibrahim E. Bilici, «Büyük Yer Değiştirme. Terör Manifestosunda İslamofobi, Dini ve Etnik Nefret Söylemi», **TRT Akademi**, Volume 7, No 15, mai 2022, p. 632.

d'Eurabia.⁸¹ En outre, la presse a rapporté que ces deux personnes s'étaient déjà rencontrées⁸², ce qui démontre qu'il peut s'agir d'une complicité. Il est également possible d'avancer que ces actes non seulement prémédités, s'inscrivent dans un contexte de la systématisation et de continuité de tels actes.

b- La situation en Allemagne :

Contrairement à l'attentat de Christchurch, les attaques contre les mosquées en Allemagne ne sont pas des attaques avec l'intention de tuer, mais ont pour but d'intimider par menaces.⁸³ En ce sens, elles utilisent diverses méthodes telles que des courriels d'alerte à la bombe, des lettres d'insultes et de menaces, des têtes de porc, des dessins de croix gammées, des bris de portes et de fenêtres de mosquées, et des attaques à la peinture.⁸⁴ La plupart des auteurs ne sont pas trouvées.

Depuis les années 1990, lorsque le besoin de mosquées s'est accru au sein de la population musulmane en Allemagne, le débat sur l'autorisation des mosquées s'est intensifié. L'islamophobie a commencé à se manifester sous la forme d'un anti-mosquée à partir de cette période. Dans les discussions qui ont commencé avec la construction de mosquées en Allemagne, des questions telles que l'architecture visuelle des mosquées, la hauteur des minarets, l'endroit où la mosquée sera construite et le financement de la construction ont toujours été au premier plan. De même, le volume sonore de l'appel à la prière a également fait l'objet d'un débat.

Par exemple, avec la construction de la mosquée centrale et du centre culturel DITIB à Cologne, le débat entre le mouvement anti-mosquée « Pro Köln » s'est intensifié à tel point que le mouvement, qui avait été créé sous le nom de « Pro NRW », s'est

⁸¹ Fatih Uenal, « The Secret Islamization of Europe: Exploring Integrated Threat Theory for Predicting Islamophobic Conspiracy Stereotypes », **International Journal of Conflict and Violence**, Vol. 10 (1) 2016, p.94.

⁸² Adam Taylor, « New Zealand suspect allegedly claimed 'brief contact' with Norwegian mass murderer Anders Breivik » **The Washington Post**, 15 mars 2019, URL: <https://www.washingtonpost.com/world/2019/03/15/new-zealand-suspect-allegedly-claimed-brief-contact-with-norwegian-mass-murderer-anders-breivik/>. Consulté le 25 avril 2024.

⁸³ Bien que ces attaques contre des mosquées en Allemagne n'aient pas eu pour but de tuer, de nombreuses attaques racistes, notamment celles de Solingen en 1993 et de Hanau en 2020, ont coûté la vie à des migrants. Bien que ces attaques aient été principalement motivées par des raisons racistes et xénophobes, elles sont également importantes en termes d'histoire de l'islamophobie, tout comme les attaques de Christchurch.

⁸⁴ Prof. Dr. Selim Özarslan, **Avrupa'da İslamofobi ve Cami Saldırılarının Arka Yüzü, İslamofobi ve Batı'da Yükselen İrkçilik**, İstanbul: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 2020, p. 52.

transformé en « Pro Deutschland » et est devenu un parti. Pro Köln a d'abord réussi à créer un agenda au sein du conseil municipal de Cologne en luttant intensivement pour empêcher la construction de la mosquée en termes de zonage. La mosquée centrale de Cologne a été ouverte pour la première fois en juin 2017. Outre la phase de construction de la mosquée et les discussions procédurales, les autorités allemandes et les médias ont critiqué la relation de DİTİB avec la présidence turque des affaires religieuses et son soutien financier à la construction de la mosquée.⁸⁵ La mosquée a fait l'objet d'une tentative d'incendie criminel en novembre 2021.⁸⁶

Ces dernières années, les cas de discrimination et de violence raciste ainsi que les menaces contre les mosquées ont augmenté en Allemagne, et la lutte contre le racisme en général est devenue l'un des plus grands défis. Selon les données du « Module Xénophobie » du ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, qui est une application permettant aux citoyens turcs vivant à l'étranger ou aux organisations non gouvernementales de signaler les agressions racistes et xénophobes dont ils ont été victimes, 51 des 64 agressions signalées en Allemagne en 2023 étaient dirigées contre des mosquées. En 2024, au 1er mai 2024, 9 attaques sur un total de 13 en Allemagne visaient des mosquées.

Quelques jours avant l'attentat raciste et xénophobe perpétré à Hanau le 19 février 2020, qui a coûté la vie à 9 personnes, 12 terroristes de l'organisation d'extrême droite (Gruppe S) ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à attaquer des mosquées dans différentes régions d'Allemagne.⁸⁷ L'envoi de lettres de menace signées NSU 2.0 à un grand nombre de mosquées en Allemagne au cours des années 2022 et 2023 constitue un autre fait marquant de l'actualité.⁸⁸ La similitude de la forme et du contenu des lettres de

⁸⁵ Mediha Kızılkaya, **Almanya'da Müslümanlara Yönelik Irkçılık, Yabancı Düşmanlığı ve Nefret Söylemi**, Kırşehir Ahi Evran Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2023, p.57-60.

⁸⁶ Mesut Zeyrek, « Almanya'da DİTİB Köln Merkez Camisi'ne kundaklama girişimi » **Anadolu Ajansı**, 19 novembre 2021, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/almanyada-ditib-koln-merkez-camisine-kundaklama-girisimi/2425495>. Consulté le 27 avril 2024.

⁸⁷ Deutsche Welle, « Germany: Right-wing extremist group leader sentenced to jail » **Deutsche Welle**, URL: <https://www.dw.com/en/germany-right-wing-extremist-group-leader-sentenced-to-jail/a-67591663>. Consulté le 27 avril 2024.

⁸⁸ Perspektif, « Almanya'da 30 Camiye "NSU 2.0" İmzalı Tehdit Mektubu », **Perspektif**, 1er août 2023, URL: <https://perspektif.eu/2023/08/01/almanyada-30-camiye-nsu-2-0-imzali-tehdit-mektubu/>. Consulté le 28 avril 2024.

menace donne l'impression qu'elles sont utilisées comme éléments d'une campagne raciste menée à partir du même centre.

Dans le rapport sur l'islamophobie en Allemagne publié en juin 2023 par le « Groupe indépendant d'experts sur l'islamophobie » (UEM) établi par le ministère fédéral de l'intérieur, il est souligné que l'existence des Musulmans est problématisée dans les reportages sur les mosquées dans le pays, que les Musulmans sont présentés en contraste avec la société allemande et que la communauté musulmane est généralisée et catégorisée dans le contexte des reportages négatifs. Toutefois, l'étude en question a été retirée de la publication à la suite d'une action en justice intentée par les critiques mentionnés dans le rapport au motif qu'il s'agissait d'une atteinte à leurs droits personnels.⁸⁹

Des réactions et des attaques similaires contre la présence de mosquées, que l'on observe fréquemment dans le cas de l'Allemagne, peuvent également être observées dans d'autres pays européens, même si elles ne sont pas aussi fréquentes qu'en Allemagne. Toutefois, compte tenu de facteurs tels que la densité de la population turque et musulmane en Allemagne, le passé « nazi » de ce pays, et même le fait que l'organisation populaire islamophobe PEGIDA est originaire d'Allemagne, il est naturel que ces attaques soient plus visibles en Allemagne.

B- Les exemples de la discrimination dans la société

Outre les attaques contre les symboles islamiques, l'un des reflets de l'islamophobie dans le domaine qui affecte la vie quotidienne est la discrimination à l'égard des immigrés. La discrimination peut être observée dans de nombreux domaines tels que la vie sociale, professionnelle et politique. En fait, en termes de nombre de personnes touchées et d'impact sur leur vie, elle a des conséquences plus graves que les attaques physiques contre le Coran ou les mosquées.

La discrimination est l'acte qui consiste à faire des distinctions/ catégorisations injustes ou préjudiciables entre les personnes sur la base des groupes, classes ou autres

⁸⁹ Perspektif, « Almanya'da Müslüman Düşmanlığı Ne Durumda? », **Perspektif**, 19 mars 2024, , URL: <https://perspektif.eu/2024/03/19/almanyada-musluman-dusmanligi-ne-durumda/>. Consulté le 28 avril 2024.

catégories auxquels elles appartiennent ou sont perçues comme appartenant. Il est possible de dire qu'il y a de discrimination lorsqu'une personne n'est pas en mesure de jouir de ses droits de l'homme ou d'autres droits légaux sur la base de l'égalité avec les autres en raison d'une distinction injustifiée faite dans la politique, la loi ou le traitement.⁹⁰ La discrimination conduit généralement à ce que des groupes soient traités de manière inéquitable sur la base de leur statut perçu comme étant fondé sur des catégories ethniques, raciales, sexuelles ou religieuses.⁹¹

Dans les pays occidentaux, la discrimination à l'encontre des personnes d'origine étrangère dans la vie sociale est apparue comme un problème social avec l'émergence de sociétés d'immigrés sédentaires résultant de la migration de la main-d'œuvre.⁹² Ce qui démontre que le problème de discrimination persistait avant la période où l'islamophobie a commencé à être employé fréquemment en tant que concept, et l'islamophobie n'est pas la seule source de discrimination aujourd'hui. Toutefois, outre la migration de main-d'œuvre, l'augmentation du nombre de migrants irréguliers dans les pays européens ces dernières années a déclenché des tendances islamophobes. Ainsi, la xénophobie s'est progressivement transformée en islamophobie.

Dans ce chapitre, nous nous concentrerons tout d'abord sur la discrimination à l'encontre des étrangers avec les vagues de migration. Nous aborderons ensuite la discrimination fondée sur les symboles islamiques. De même que les exemples des Pays-Bas, du Danemark et de la Suède se distinguent par les manifestations contre l'incendie du Coran, et l'Allemagne par les attaques contre les mosquées, l'exemple de la France, pays qui se distingue par ses restrictions sur les vêtements islamiques et traditionnels, mettra en lumière la discrimination à l'égard des symboles religieux.

⁹⁰ Amnesty International, « Discrimination », **Amnesty International**,

URL: <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/discrimination/>. Consulté le 30 avril 2024.

⁹¹ American Psychological Association, « Discrimination: What it is and how to cope », **American Psychological Association**, URL: <https://www.apa.org/topics/racism-bias-discrimination/types-stress>. Consulté le 30 avril 2024.

⁹² Au cours du processus de migration, les caractéristiques socio-économiques et culturelles des pays de destination se sont diversifiées. Cette situation a entraîné divers problèmes dans les processus d'intégration. Dans de nombreux pays, la population locale a réagi socialement contre les immigrants. Voir Veysel Erat, Kıvanç Demirci, « Avrupa'da bir Göçmen Entegrasyonu Politikası: Ayrımcılıkla Mücadele », **İçtimaiyat Sosyal Bilimler Dergisi, Göç ve Mültecilik Özel Sayısı**, 2022, pp. 401-418. La situation des immigrants turcs en Allemagne en est un bon exemple. Sur la discrimination dont ont été victimes les Turcs arrivés en Allemagne dans les années 1960, voir Günter Wallraff, **En Alttakiler**, traduit par Osman Okkan, İstanbul: Milliyet Yayınları, 1986.

1- La discrimination fondée sur la nationalité ou l'ethnicité des immigrants suivant les vagues d'immigration

La discrimination à l'égard des étrangers ou des migrants peut être fondée sur des motifs raciaux, nationaux, religieux, sectaires ou culturels. La non-discrimination occupe une place importante dans le droit communautaire.⁹³ À tel point que l'expression « droit européen de la non-discrimination » fait référence à un système européen unique de règles en matière de non-discrimination.⁹⁴ La non-discrimination est garantie par l'article 14 de la CEDH, qui garantit l'égalité de traitement dans l'exercice des autres droits énoncés dans la Convention.⁹⁵

Les types de discrimination interdits par la législation européenne sont la citoyenneté, le sexe, l'origine raciale et ethnique, les croyances ou convictions religieuses, le handicap, la différence d'âge ou l'orientation sexuelle, le travail partiel et temporaire.⁹⁶ La discrimination à l'égard des migrants peut être perpétrée directement par l'État ou par des groupes spécifiques.

Les origines de la discrimination remontent à la nuit des temps. Toutefois, on peut dire que la première grande discrimination connue à l'encontre des immigrants dans les sociétés modernes a commencé après la fondation des États-Unis. En effet, des personnes de langues, de religions et de races différentes, originaires de divers pays du monde, ont migré vers ce pays. Aux États-Unis, qui abritent divers ethnies, les immigrants noirs ont parfois fait l'objet de discriminations. Les esclaves noirs étaient traités différemment des immigrants européens, privés de nombreux droits. La discrimination était entièrement fondée sur la race.⁹⁷ Après la guerre civile américaine, qui s'est déroulée entre 1861 et 1865 à l'initiative du président américain de l'époque, Abraham Lincoln, l'utilisation des Noirs comme esclaves a été interdite. Comme un autre exemple, pendant la Seconde Guerre mondiale, la discrimination à l'encontre des immigrants japonais vivant aux États-

⁹³ Pour les détails, voir T.C. Dışişleri Bakanlığı, AB Başkanlığı, « Avrupa Birliği'nin Tarihçesi », T.C. Dışişleri Bakanlığı, AB Başkanlığı, URL: https://www.ab.gov.tr/105_en.html. Consulté le 30 avril 2024.

⁹⁴ AB Temel Haklar Ajansı, *Avrupa Ayrımcılık Yasası Hukuku El Kitabı*, 2010, p. 12.

⁹⁵ CoE, *Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi*,

URL: https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/convention_tur, page consultée le 30 avril 2024.

⁹⁶ Gülden Çiftçioglu, « Avrupa Birliğinde Vatandaşlık Temelinde Ayrımcılık Yasası ve Birlik Öğrencilerinin (Ekonomik Olarak Aktif Olmayan) Üye Devlette Eğitimden Yararlanması », *Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi*, Volume 11, No 2, 2012, p. 4.

⁹⁷ William W. Freehling, *The Reintegration of American History: Slavery and the Civil War*, Oxford University Press, 1994, p.25.

Unis a commencé à s'appliquer et même les immigrants japonais suspects ont été maintenus sous contrôle dans des lieux déterminés par l'administration américaine pendant une certaine période.⁹⁸

Pendant la Guerre froide, la population immigrée a augmenté aux États-Unis et dans les pays européens, principalement en raison du besoin de main-d'œuvre. Au départ, on ne peut pas dire qu'il y ait eu une discrimination directe à l'encontre de ces migrants. En effet, une grande partie des immigrants qui se sont installés en Europe au cours de cette période étaient considérés comme des travailleurs temporaires, c'est-à-dire que l'idée qu'ils retourneraient dans leur pays après un certain temps a empêché la formation d'une discrimination à long terme à l'encontre des immigrants.⁹⁹

Avec la fin de la Guerre froide et l'accélération de la mondialisation, la migration des anciens pays du bloc de l'Est vers l'Ouest a également augmenté. L'augmentation de la population étrangère, due à des raisons telles que les travailleurs invités qui emmènent leur famille avec eux au fil du temps et la croissance naturelle de la population, a commencé à être perçue comme un problème par la société. L'entassement d'étrangers, que les sociétés d'accueil ne voyaient pas beaucoup dans les rues jusqu'à récemment, et le fait qu'ils deviennent visibles dans les espaces de vie communs, les différentes cultures et modes de vie des immigrants et les problèmes liés à leur intégration ont commencé à susciter des inquiétudes. Cette situation a également ouvert la voie au renforcement des partis d'extrême droite.¹⁰⁰ Lorsque la crise économique provoquée par l'augmentation des prix du pétrole en 1973 et 1979 est venue s'ajouter à cette agitation sociale, les États européens ont commencé à prendre des mesures pour empêcher l'arrivée d'un plus grand nombre d'immigrés dans leur pays.¹⁰¹

⁹⁸The National WWII Museum New Orleans, « Asian Americans and Pacific Islanders in World War II », **The National WWII Museum New Orleans**, URL: <https://www.nationalww2museum.org/war/topics/asian-pacific-american-world-war-ii>. Consulté le 30 avril 2024.

⁹⁹ Gül Çakı, **Göçmen Ayrımcılığını Konu Alan Halkla İlişkiler Kampanyalarındaki Görsellerin Göstergebilimsel Analizi**, Atılım Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2019, p.27.

¹⁰⁰ Şeyma Tandoğan, **Avrupa'da Aşırı Sağın Yükselişi, Almanya ve Fransa Örnekleri**, Ankara Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2019, p. 20.

¹⁰¹ Aylin Ünver Noi, **Avrupa'da Yükselen Milliyetçilik**, İstanbul: IQ Kültür, Sanat Yayıncılık, 2007, p.121.

Un bref examen du contenu des pratiques discriminatoires auxquelles sont confrontés les migrants en Europe, met en évidence que les relations avec les institutions publiques, dans ce contexte, pour obtenir des services publics tels que l'éducation et la santé, dans la phase de recherche d'emploi et sur les lieux de travail dans le contexte de la vie professionnelle, dans la vie sociale et dans le processus de location d'un logement, sont au premier plan.

Dans le contexte de la discrimination à l'égard des personnes d'origine turque en Allemagne, outre la discrimination aux niveaux de promotion dans la vie professionnelle, les plaintes concernant l'orientation des enfants turcs vers des écoles professionnelles plutôt que vers des carrières académiques dans les écoles sont mises en avant.¹⁰² La raison pour laquelle les enfants turcs en Allemagne n'obtiennent pas le succès souhaité dans l'éducation est le manque de sensibilisation et d'intérêt des familles, ainsi que la difficile ouverture des portes du système actuel.¹⁰³ Selon les informations figurant sur le site officiel de l'attaché turc pour l'éducation à Munich, de nombreuses critiques ont été émises quant à l'inexactitude de la classification des élèves turcs en fonction des types d'écoles secondaires après l'école primaire.¹⁰⁴

En ce qui concerne les services publics, le comportement des forces de police, en particulier à l'égard des migrants, fait souvent l'objet de critiques. Par exemple, aux Pays-Bas, les plaintes pour profilage par la police sur la base de l'appartenance ethnique ont souvent fait l'objet d'un débat public. Mpanzu Bamenga, conseiller municipal d'Eindhoven, a demandé un recours judiciaire en septembre 2021 parce qu'il était constamment contrôlé dans les aéroports au motif qu'il « n'avait pas l'air néerlandais », et à la fin de la procédure judiciaire, la Cour d'appel de La Haye a déclaré la police

¹⁰² Ömer Faruk Madanoğlu, « Almanya'da Türklere yönelik kurumsal ırkçılık ilk işçi göçünden beri devam ediyor », **Anadolu Ajansı**, 15 juin 2016, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/almanyada-turklere-yonelik-kurumsal-irkcilik-ilk-isci-gocunden-beri-devam-ediyor/2922955>. Consulté le 1er mai 2024.

¹⁰³ Talip Küçükcan, **Diaspora Türkleri, Avrupa'da Türk İmajı ve İslamofobi**, İstanbul: Çizgi Kitabevi, Mart 2021, p. 82.

¹⁰⁴ T.C. Münih Eğitim Ataşeliği, « Almanya'da Zorunlu Eğitim Çağında Çocuğu Olan Velilere Öneriler », **T.C. Münih Eğitim Ataşeliği**, 17 septembre 2018, <https://munih.meb.gov.tr/www/almanyada-zorunlu-egitim-caginda-cocugu-olan-velilere-oneriler/icerik/103>. Consulté le 4 mai 2024.

militaire royale néerlandaise coupable de profilage racial dans sa décision de février 2023.¹⁰⁵

De même, au Danemark, la création d'une catégorie appelée « MENAPT » (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Pakistan, Turquie) pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la Turquie et le Pakistan, à utiliser dans l'évaluation des demandes d'établissement et de citoyenneté des étrangers, a donné lieu à des discussions sur la discrimination systématique basée sur le profilage ethnique.¹⁰⁶ Ces cas sont basés sur la perception selon laquelle les migrants commettent des crimes plus souvent que la moyenne.¹⁰⁷ D'une certaine manière, la discrimination alimentée par des stéréotypes à l'encontre de l'autre est la transformation de préjugés en comportements.¹⁰⁸

Dans la section « expériences de discrimination fondées sur l'origine ethnique ou migratoire » d'une enquête sur les incidents de discrimination dans l'UE publiée en 2018 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 31 % des répondants musulmans ayant cherché un emploi au cours des cinq dernières années ont estimé avoir été victimes de discrimination pour des motifs ethniques ou migratoires, 23 % des répondants ont estimé avoir été victimes de discrimination au cours des cinq dernières années dans l'accès aux services publics ou privés (utilisation des transports publics, des cafés et des restaurants, ou arrêt de leur voiture par la police en raison de leur apparence physique, etc.), 12 % des répondants ont estimé s'être vu refuser l'autorisation de participer à une fête, un culte ou une cérémonie religieuse importante, 9 % ont estimé avoir été victimes de discrimination pour des pratiques et des traditions religieuses, telles que la prière ou le port, 9 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'avaient pas été autorisées à prendre congé pour une fête, un culte ou une cérémonie religieuse importante, 7 % ont déclaré qu'on leur avait confié des tâches inférieures à leurs

¹⁰⁵ Paul Kirby, « Dutch border police told to stop ethnic profiling » **BBC**, 15 février 2023, URL: <https://www.bbc.com/news/world-europe-64647272>. Consulté le 6 mai 2024.

¹⁰⁶ U.S. Department of State, « 2022 Report on International Religious Freedom: Denmark », **U.S. Department of State**, URL: <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/denmark/>. Consulté le 6 mai 2024.

¹⁰⁷ Nuha Yousef, « How Does Denmark Treat Muslims as Second-Class Citizens? » **Al Estiklal**, 2022, URL: <https://www.alestiklal.net/en/article/how-does-denmark-treat-muslims-as-second-class-citizens>. Consulté le 8 mai 2024.

¹⁰⁸ Ahmet Aslan, « Ayırmıcılık Nedir? », **Perspektif**, 20 juin 2020, URL: <https://perspektif.eu/2020/06/20/ayirmcilik-nedir/>. Consulté le 9 mai 2024.

qualifications et cinq pour cent ont déclaré qu'elles n'avaient pas été promues en raison de leur origine ethnique ou de leur statut de migrant.¹⁰⁹

Dans l'enquête, lorsqu'on leur demande quelles sont les principales raisons de la discrimination la plus récente dans différents domaines de la vie en raison de l'origine ethnique ou migratoire, les réponses concernant le nom, la couleur de peau et l'apparence physique viennent en tête, suivies par le statut de citoyen, la façon de s'habiller et l'accent du discours. Selon l'enquête, si l'on considère les trois principaux motifs de discrimination dans la vie quotidienne (1 - couleur de peau, 2 - convictions religieuses, 3 - origine ethnique ou immigrée), la moyenne européenne est de 27 % pour la discrimination fondée sur l'origine ethnique ou immigrée, suivie par les convictions religieuses (17 %) et la couleur de peau (9 %).

Bien que l'enquête en question reflète les expériences des Musulmans en Europe, elle montre que les raisons de la discrimination ne sont pas fondées sur une seule raison telle que la religion ou l'ethnicité, mais que tous les éléments formels indiquant qu'une personne est un immigrant ou qu'elle vient d'un milieu ethnique ou religieux différent peuvent être une source de discrimination, et que le fait d'être un immigrant est une raison plus importante que le seul fait d'être d'une race ou d'une religion différente.

D'un autre point de vue, ce résultat montre que la réaction de la communauté d'accueil est dirigée vers le fait que le voisin avec lequel elle vit est « autre » ou « étranger », quelle que soit son origine, et donc vers le phénomène de migration externe lui-même, plutôt que vers son appartenance religieuse ou raciale. Par conséquent, les préjugés sur les croyances religieuses des migrants, qui contiennent des tendances islamophobes, apparaissent comme l'une des raisons des réactions à l'égard des migrants, tout comme les préjugés sur la couleur de la peau des migrants ou sur leur pays d'origine.

¹⁰⁹ European Union Agency for Fundamental Rights, **Second European Union Minorities and Discrimination Survey**, Publications Office of the EU, 2018, p.31.

2- La discrimination fondée sur le port du voile et d'autres vêtements religieux / L'exemple de France

Dans le chapitre précédent, lors de l'analyse des sources de discrimination à l'encontre des migrants, nous avons mentionné que les croyances religieuses et la façon de s'habiller sont également citées parmi les raisons qui conduisent à des pratiques discriminatoires. Dans cette section, nous tenterons d'analyser les restrictions concernant l'utilisation du voile par les femmes en tant que symbole islamique et la manière dont cela conduit à la discrimination. Tout en discutant de la discrimination dans le contexte des restrictions sur les vêtements religieux, nous analyserons le cas de la France, qui a une tradition laïque stricte et où les restrictions sur les vêtements religieux font l'objet d'un débat intense.

En France, des restrictions vestimentaires sont introduites dans les écoles au motif de garantir la neutralité de l'État en matière de religion. Dans ce contexte, le port visible de signes religieux est interdit dans les écoles depuis 2004, et indirectement le port du voile.¹¹⁰ Toutefois, la loi de mars 2004 réglementant le port de symboles religieux dans les écoles a été critiquée au motif qu'elle peut conduire à des interprétations et des pratiques différentes en raison de lacunes dans la définition du symbole religieux.

Dans la loi de 2004, les signes et vêtements qui révèlent clairement l'appartenance religieuse des élèves dans les écoles sont spécifiés comme étant « le voile, la kipa ou une grande croix ». La loi ne contient aucune disposition relative aux vêtements tels que la jellabah, l'abaya et le qamis, qui sont considérés comme des vêtements islamiques dans la vie quotidienne. Diverses décisions prises par différentes administrations scolaires à l'encontre d'élèves portant de tels vêtements ont été rapportées dans la presse.

En 2022, la circulaire du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse attire l'attention sur le fait que le Conseil d'Etat distingue les signes et vêtements qui manifestent par nature une appartenance religieuse des signes et vêtements qui peuvent

¹¹⁰ Légifrance, « LOI n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics », **Légifrance**, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000417977>. Consulté le 10 mai 2024.

se transformer en appartenance religieuse en raison du comportement des élèves.¹¹¹ La circulaire, qui prévoit des sanctions systématiques et graduelles à l'encontre de ceux qui portent des vêtements considérés comme religieux, ne précise pas si l'abaya est religieuse ou culturelle.

Gabriel Attal, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, a appelé à l'unité face aux atteintes à la laïcité lors de son discours à l'université de la Sorbonne le 24 août et ses propos sur la chaîne TF1 le 27 août à l'approche de la rentrée scolaire le 4 septembre ont fait l'objet d'une controverse. M. Attal a déclaré que « la laïcité, c'est la liberté de se forger sa propre opinion et de se libérer par l'école, que la laïcité, c'est ne pas distinguer visiblement la religion des élèves à l'entrée de la classe, que l'abaya n'a pas sa place à l'école et qu'un règlement sera mis en place qui permettra d'encadrer le port de l'abaya à l'école ».¹¹² Le 5 septembre 2023, à la suite de l'ouverture des écoles, Attal a déclaré à BFMTV que « le jour de l'ouverture des écoles, 298 élèves sur environ 12 millions portaient l'abaya à l'école, la grande majorité d'entre eux ont respecté l'interdiction de l'abaya et ont accepté de changer de vêtements, tandis que 67 autres ont décidé de ne pas respecter l'interdiction et sont rentrés chez eux sans entrer dans les écoles, mais ils devront eux aussi se conformer aux règles pour poursuivre leur éducation ».¹¹³

Dans son communiqué, le Conseil Islamique de France (CFCM) exprime sa réaction face aux interprétations arbitraires, appelle au plein respect de la loi de mars 2004 relative au vivre ensemble, à la laïcité et au port de signes religieux à l'école, fondée sur un profond respect des valeurs de la République, et affirme qu'elle ne doit pas être détournée de son objet et transformée en police vestimentaire. Le CFCM a également

¹¹¹ Ministère français de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, « Plan laïcité dans les écoles et les établissements scolaires », **Bulletin officiel n° 42 du 10 novembre 2022**, URL: <https://www.education.gouv.fr/bo/22/Hebdo42/MENG2232014C.htm>. Consulté le 10 mai 2024.

¹¹² TF1 INFO, « Atteintes à la laïcité : « On ne pourra plus porter l'abaya à l'école », annonce Gabriel Attal sur TF1 », **TF1 INFO**, 27 août 2023, URL: <https://www.tf1info.fr/education/video-signes-religieux-laicite-gabriel-attal-au-20h-de-tf1-on-ne-pourra-plus-porter-l-abaya-a-l-ecole-2267814.html>. Consulté le 10 mai 2024.

¹¹³ Baptiste Farge « Abayas interdites à l'école: 67 Élèves ont refusé d'enlever le lundi de la rentrée scolaire » **BFMTV**, URL: https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/attal-annonce-que-298-eleves-se-sont-presentes-en-abaya-pour-la-rentree-et-67-ont-refuse-de-l-enlever_AV-202309050267.html. Consulté le 10 mai 2024.

précisé que l'abaya n'est pas un vêtement essentiellement religieux et qu'aucun texte de référence de l'Islam ne mentionne l'abaya.¹¹⁴

Des déclarations de fonctionnaires des Nations Unies semblent également contredire la position des autorités françaises. En réponse à une question, Marta Hurtado, fonctionnaire du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), a rappelé que, selon les normes internationales en matière de droits de l'homme, les restrictions à la religion ou aux convictions, y compris le choix des vêtements, ne sont autorisées que dans des circonstances très limitées, par exemple dans l'intérêt de la sécurité publique, de l'ordre public et de la santé ou de la moralité publiques.¹¹⁵

L'ONG Action Droits des Musulmans (ADM) a demandé au Conseil d'Etat d'annuler une décision interdisant l'abaya dans les écoles.¹¹⁶ Dans son arrêt, le Conseil d'Etat, se référant à la loi du 15 mars 2004 interdisant l'utilisation de signes religieux dans les établissements scolaires, a noté que l'abaya permet de se forger une opinion directe sur l'appartenance religieuse de celui qui la porte et que, par conséquent, l'interdiction de l'abaya par l'administration en vertu de la loi de 2004 ne constituait pas une violation. Le ministre de l'Education nationale, M. Gabriel Attal, a déclaré que l'arrêt du Conseil d'Etat était une décision importante pour l'école républicaine.

L'annonce de l'interdiction du port du voile par les athlètes françaises aux Jeux olympiques d'été de Paris 2024 a de nouveau alimenté le débat sur les restrictions vestimentaires. Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports, des Jeux olympiques et paralympiques, a annoncé le 24 septembre 2023 que le gouvernement applique un régime de laïcité stricte, qui inclut le sport, et que cette politique se traduit par l'interdiction de toute démarche de promotion d'un culte et la neutralité du service public, et que par conséquent les représentants des équipes françaises ne porteront pas le voile.¹¹⁷

¹¹⁴ CFCM, « Communiqué: Apres la Abaya, la « Tabaa » ? », **CFCM**, 16 septembre 2023, URL: <https://cfcm-officiel.fr/communiqué-apres-la-abaya-la-tabaa/>. Consulté le 10 mai 2024.

¹¹⁵ Middle East Monitor, « UN criticises France for banning abaya in schools » **Middle East Monitor**, 30 août 2023, URL: <https://www.middleeastmonitor.com/20230830-un-criticises-france-for-banning-abaya-in-schools/>. Consulté le 11 mai 2024.

¹¹⁶ Joséphine Boone, « Le Conseil d'Etat valide l'interdiction du port de l'abaya à l'école » **Les Echos**, 7 septembre 2023, URL: <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/le-conseil-detat-valide-linterdiction-du-port-de-labaya-a-lecole-1976286>. Consulté le 11 mai 2024.

¹¹⁷ Romain Rouillard, « JO de Paris 2024: Oudéa-Castéra persiste et signe à propos du port du voile dans la délégation française », **Europe 1**, 30 septembre 2023, URL: <https://www.europe1.fr/sport/jo-de-paris->

Marta Hurtado, porte-parole du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a fait des déclarations contraires à la position du ministre français sur les questions de la presse à ce sujet, et a déclaré qu'elle était d'avis que « personne ne peut imposer à une femme ce qu'elle doit ou ne doit pas porter, et que les politiques discriminatoires conduiraient à des conséquences néfastes ». ¹¹⁸

Il est clair que la France a une attitude stricte à l'égard des restrictions sur les vêtements religieux, ce qui est critiqué par la communauté musulmane. Dans ce cas, il est nécessaire de mentionner les données permettant de savoir si les Musulmans portant des vêtements religieux sont discriminés dans un État qui est si opposé aux vêtements religieux. Dans le rapport d'Amnesty International intitulé « La situation des droits de l'homme dans le monde » publié en avril 2024, il est indiqué que « le racisme et la discrimination systématiques fondés sur la religion » se poursuivent en France. Selon le rapport, en France, le racisme systémique et la discrimination religieuse persistent, y compris à l'encontre des femmes et des filles musulmanes. Le profilage racial se poursuit en toute impunité. ¹¹⁹ Les restrictions excessives imposées aux manifestations et le recours excessif à la force par la police se sont poursuivis. Le rapport indique également qu'en janvier 2024, le gouvernement a lancé son plan national quadriennal de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine, mais qu'il n'a pas reconnu le racisme institutionnel et systémique et ne s'y est pas attaqué. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est déclaré préoccupé par la persistance de stéréotypes discriminatoires et de taux de chômage élevés parmi les femmes migrantes sans papiers, les femmes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses, les femmes handicapées et les femmes âgées. Le rapport qualifie de politique discriminatoire l'interdiction faite aux joueuses musulmanes de porter un couvre-chef religieux. Le rapport mondial 2023 de Human Rights Watch souligne également que les

2024-oudea-castera-persiste-et-signe-a-propos-du-port-du-voile-dans-la-delegation-francaise-4206391. Consulté le 11 mai 2024.

¹¹⁸ France 24, « UN rights agency slams France's decision to bar its 2024 Olympic athletes from wearing headscarf » **France 24**, 27 septembre 2023, URL: <https://www.france24.com/en/france/20230927-un-slams-france-s-decision-to-ban-its-olympic-team-from-wearing-muslim-hijab>. Consulté le 11 mai 2024.

¹¹⁹ Amnesty International, « The State of World's Human Rights », **Amnesty International**, 24 avril 2024, URL: <https://www.amnesty.org.tr/public/icerik/amnesty-international-report-202324>. Consulté le 12 mai 2024.

actes islamophobes ont augmenté de 38 % en 2022 par rapport à l'année précédente et parle des restrictions vestimentaires.¹²⁰

Ici aussi, la description de l'attitude des autorités françaises comme « le racisme et la discrimination systématiques fondés sur la religion » est importante pour le point de vue selon lequel l'islamophobie est une forme de racisme. En effet, Anna Sophie Lauwers, en décrivant la relation entre l'islamophobie et le racisme, souligne que le fait que l'hostilité anti-musulmane soit dirigée contre un groupe principalement défini par la religion ne peut servir d'excuse pour détourner les accusations de racisme.¹²¹

Selon les résultats d'une enquête menée par la Commission nationale de solidarité pour les droits de l'homme en 2018, les Musulmans sont le groupe le moins toléré parmi les groupes étrangers vivant en France.¹²² Au contraire, selon une Enquête sur la diversité de la population française, les discriminations ethno-raciales sont plus fréquemment rapportées par les descendants d'immigrés que par les immigrés de même origine ethnique.¹²³ Selon les conclusions de l'enquête, la religion musulmane semble agir comme un facteur de discrimination, bien que les données ne permettent guère de distinguer les effets de la religion de ceux de l'origine géographique.

Lorsque les résultats de ces études en France et les données de l'enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne mentionnée dans la section précédente sont évalués ensemble, l'on constate que des raisons telles que l'origine ethnique, la race, la couleur, les croyances religieuses et le style vestimentaire sont étroitement liées pour expliquer la réaction et la discrimination à l'égard des migrants. Tout ou partie de ces éléments, qui sont des signes d'immigration ou d'extranéité et qui constituent l'identité d'un migrant, peuvent être à l'origine d'une discrimination.

Gilles Kepel, dans son livre « À l'ouest de Dieu », souligne que si, dans les années 1980, les jeunes Musulmans ne considéraient pas l'Islam comme un point de référence

¹²⁰ Human Rights Watch, **World Report 2023- Events of 2022**, Etats-Unis: 2023, p. 237.

¹²¹ Anna Sophie Lauwers, « Is Islamophobia Always Racism? », **Critical Philosophy of Race**, Penn State University Press, Volume 7, No 2, 2019, p.326.

¹²² Şeyma Merve Tandoğan, **Avrupa'da aşırı sağın yükselişi: Almanya ve Fransa Örnekleri**, Sakarya Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2019, p.51.

¹²³ Yaël Brinbaum, Mirna Safi, and Patrick Simon, «Discrimination in France: Between Perception and Experience» , **Trajectories and Origins: Survey on the Diversity of the French Population**, édité par Cris Beauchemin, Christelle Hamel, Patrick Simon, INED Population Studies 8, octobre 2018, p.221.

pour s'évaluer, dans les années 1990, l'Islam est devenu un élément déterminant de l'identité des jeunes, et la raison en est l'attitude d'exclusion de l'État et des médias français à l'égard des Musulmans.¹²⁴



¹²⁴ Gilles Kepel, **Allah'ın Batısında**, traduit par Işık Ergüden, İstanbul: Metis Yayınları, 1995, p. 195.

SECONDE PARTIE

LE DISCOURS POLITIQUE SUR L'ISLAM ET LES IMMIGRES MUSULMANS

Après avoir abordé les réflexions sur l'islamophobie sur le terrain dans la première partie, cette seconde partie traitera de l'islamophobie au niveau du discours politique.

Les attaques physiques sur le terrain sont importantes car elles suscitent l'indignation de l'opinion publique et mettent la question à l'ordre du jour des relations internationales de manière sensationnelle. Quant aux éléments islamophobes dans le discours politique et les politiques des États, ils sont importants parce qu'ils sont les sujets directs de la politique et que les décisions prises affectent l'ensemble de la société. Dans ce cadre-ci, l'islamophobie au niveau politique peut affecter les modes de vie des communautés musulmanes. D'autre part, les discours xénophobes et anti-islamiques des partis d'extrême droite dans la vie politique attirent les réactions des immigrants et ont des conséquences sociales négatives.

Dans ce cadre, dans cette seconde partie, nous analyserons d'abord les politiques des gouvernements européens à l'égard des immigrants musulmans, puis les discours des partis et groupes d'extrême droite sur l'Islam et les Musulmans. En examinant ces questions, nous verrons que l'islamophobie a fourni une base mentale similaire à celle du racisme ethnique quant à la marginalisation des immigrants et qu'elle a des conséquences similaires.

A- Les politiques des gouvernements à l'égard des immigrants musulmans

Dans ce chapitre, nous tenterons d'abord d'analyser les politiques d'intégration des gouvernements européens à l'égard des immigrants et les lacunes de ces politiques dans le contexte de la discrimination. Nous analyserons ensuite les efforts déployés par les pays européens pour contrôler l'Islam et les dispositions législatives qui ont suscité la réaction des communautés musulmanes dans ce contexte.

1- Les programmes d'intégration pour les immigrés

Des vagues de migration massive de main-d'œuvre vers l'Europe ont commencé à apparaître après la Seconde Guerre mondiale. La perte de nombreux jeunes après la guerre a créé un énorme déficit dans tous les secteurs. L'Allemagne, la France et la Belgique ont accepté des travailleurs du sud de l'Europe, de Turquie et d'Afrique du Nord pour une main-d'œuvre bon marché. Les travailleurs étrangers sont définis comme des travailleurs invités et sont considérés comme des résidents temporaires. Le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas recrutent principalement des travailleurs migrants dans leurs colonies. L'Italie et l'Espagne suivent leur exemple et font venir des travailleurs des régions agricoles. La crise de l'emploi atteignant des proportions énormes, la main-d'œuvre immigrée est considérée comme un moyen de reconstruire l'Europe. D'autre part, dans les années 1970, l'embargo pétrolier imposé par l'OPEP a entraîné une récession mondiale et le chômage a commencé à augmenter rapidement. Ce processus a poussé la population locale à soutenir les politiques anti-immigration afin de ne pas perdre leur emploi.

Les migrations en Europe ont présenté de nombreuses caractéristiques nouvelles dans les années 1980. Le grand nombre de demandeurs d'asile au cours de cette période a conduit à l'émergence de tendances à l'immigration clandestine et au regroupement familial. Les migrants, qui jusqu'à cette période comblaient intensivement les pénuries de main-d'œuvre non qualifiée sur le marché du travail en Europe du Nord, ont commencé à se tourner vers l'Europe du Sud dans les années 1980.

Le nombre de travailleurs étrangers dans les pays de l'UE a augmenté chaque année jusque dans les années 1980, mais avec l'introduction de lois restreignant le recrutement de main-d'œuvre étrangère, le nombre de travailleurs légaux a commencé à diminuer.¹²⁵ Une autre raison de cette baisse est la légalisation des migrants afin d'empêcher l'emploi non déclaré et la migration illégale, qui crée un cycle d'argent noir

¹²⁵ Orhan Koçak, R. Demet Gündüz, « Avrupa Birliği Göç Politikaları ve Göçmenlerin Sosyal Olarak İçerilmelerine Etkisi », **Yalova Sosyal Bilimler Dergisi**, Volume 7, No 12, 2016, p.68.

en Europe. Ce processus a encouragé et déclenché une migration illégale encore plus importante.¹²⁶

Depuis les années 1990, le trafic de migrants est devenu un centre de profit international. Dans une plate-forme où les valeurs démocratiques et les droits de l'homme d'une part et la souveraineté nationale, la sécurité et l'économie d'autre part, l'Union européenne a cherché un équilibre dans la migration internationale et a essayé d'accroître ses mesures pour empêcher de nouvelles migrations dans ce contexte, et a également commencé à produire des politiques pour assurer l'intégration des migrants existants.

L'augmentation des migrations vers l'UE a également accru les préoccupations des pays en matière de sécurité et cela a eu un impact négatif sur les politiques d'intégration. Dans les politiques migratoires de l'UE, la maîtrise de l'immigration et les politiques d'intégration ont mis la sécurité au premier plan.¹²⁷ En particulier après le Printemps arabe, une importante vague de migration vers l'UE et l'augmentation des demandes d'asile ont eu pour effet de rendre les politiques migratoires de l'UE plus restrictives.

Le discours selon lequel la sécurité nationale ou la sécurité intérieure du pays doit être protégée dans les processus migratoires repose sur l'affirmation que la sécurité des citoyens locaux est menacée par les migrants. En conséquence, les migrants font l'objet de discours péjoratifs selon lesquels ils menacent la sécurité intérieure du pays d'accueil. Nous constatons même que les immigrés sont associés à des crimes tels que le terrorisme, le vol et le viol. Cette situation conduit, d'une part, à rendre plus difficile l'entrée des migrants dans le pays et, d'autre part, à renforcer les contrôles sur les migrants dans le pays¹²⁸

Les attentats du 11 septembre et d'autres actes terroristes similaires ont montré comment les migrations internationales peuvent être associées à la sécurité. Dans ce

¹²⁶ Martin Baldwin-Edwards & Martin Schain, **The Politics of Immigration in Western Europe**, Edition 1, Londres: Routledge, 1994, p.30-32.

¹²⁷ Yeşim Ögütücü, « Refah Devleti Modellerine göre Göç ve Entegrasyon Politikaları », **Göç ve Entegrasyon, Uygulama Alanları, Politikalar, Paydaşlar**, Derleyenler: Sema Buz, Hacı Çevik, İstanbul: Nika Yayınları, novembre 2020, p.128.

¹²⁸ Hacı Mehmet Boyraz, **Avrupa'da Göç, Güvenlik ve Aşırı Sağ**, İstanbul: Lejand Yayınları, décembre 2022, p.44.

contexte, des méthodes de filtrage des individus en fonction de leur statut, de leur identité et de leur profil ont vu le jour.¹²⁹ Le « profilage ethnique » dans les contrôles frontaliers et les procédures de visa en Europe est l'un des exemples les plus frappants de cette situation. Ces pratiques ont même été qualifiées de profilage religieux.¹³⁰

Suivant le 11 septembre, l'islamophobie a été définie comme « une forme acceptable de racisme », compte tenu de l'orientation sécuritaire des politiques d'immigration et de la discrimination à l'encontre des musulmans. Car, les musulmans victimes de l'islamophobie ne bénéficient pas d'un soutien approprié de la part des autorités et toute tentative de traduire les islamophobes en justice est rejetée.¹³¹

Selon le Dictionnaire des migrations internationales, international des termes relatifs à la migration, l'intégration est définie comme « le processus par lequel les migrants sont acceptés comme faisant partie de la société, à la fois en tant qu'individus et en tant que groupe ». ¹³² Il s'agit d'un processus à double sens entre les migrants et les sociétés d'accueil. Les conditions concrètes nécessaires pour que les sociétés d'accueil acceptent les migrants diffèrent d'un pays à l'autre. Lorsque l'on analyse les politiques migratoires de l'UE aujourd'hui, on s'aperçoit que l'UE a été confrontée à un dilemme concernant le phénomène de la migration, en particulier dans la période post-1990. Sur une plateforme où les valeurs démocratiques et les droits de l'homme d'une part et la souveraineté nationale, la sécurité et l'économie d'autre part, l'Union européenne a cherché un équilibre dans la migration internationale et dans ce contexte, tout en augmentant ses mesures pour empêcher de nouvelles migrations, elle a également essayé de produire des politiques pour assurer l'intégration des migrants existants.¹³³ C'est ainsi que sont apparues des politiques migratoires axées sur la sécurité et des politiques

¹²⁹ Deniz Kaygusuz, « Uluslararası İlişkilerde Göç Olgusu ve Göçün Güvenlikleştirilmesi », **Akademik Düşünce Dergisi**, No 3, 2021, p. 66.

¹³⁰ Liz Fekete, **A Suitable Enemy, Racism, Migration and Islamophobia in Europe**, New York: PlutoPress, 2009, p. 48.

¹³¹ Razaq Raj, « Islamophobia, Racism and Critical Race Theory », **Leeds Beckett University, International Journal of Safety and Security in Tourism and Hospitality**, 2016, pp.1-12.

¹³² Uluslararası Göç Örgütü (IOM), **Göç Terimleri Sözlüğü**, édité par Richard Perruchoud et Jillyanne Redpath, Cross, 2013, p.30.

¹³³ T.C. Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı, « Göç Avrupa'da Başlıca Yoksulluk Riski unsuru », **AB Koordinasyon Dairesi Başkanlığı Bülteni (ABKDBB)**, No 13, juin 2006, pp. 1-3.

d'intégration pour les migrants existants. D'autre part, chaque pays dispose de ses propres réglementations légales concernant les immigrés.

Les autorités de l'UE, qui sont parties de l'idée que les expressions d'intolérance menacent les valeurs de la démocratie européenne, n'ont pas pu mettre en place une véritable politique de lutte contre le racisme et la xénophobie pendant une longue période en raison d'un vide d'autorité.¹³⁴ Bekir Emiroğlu, dans son article « *Les politiques de cohésion de l'Union européenne : Integration or Assimilation ?* », affirme que ce vide politique a ouvert la voie au développement et à la propagation de la xénophobie et de l'islamophobie, et que de nombreux pays européens se sont tournés vers l'assimilation au lieu de s'attaquer aux causes profondes des problèmes d'intégration.¹³⁵ Dans cet article, Emiroğlu affirme que les Musulmans sont la principale cible de l'assimilation. De même, Kenan Çakı, dans son mémoire intitulé « *Politiques d'intégration des immigrants dans les pays de l'Union européenne* », tout en expliquant les différents modèles d'intégration, attire l'attention sur le fait que dans le modèle appliqué en France et au Royaume-Uni la personne à qui l'on accorde la citoyenneté doit très bien connaître la langue du pays et est censée être relativement assimilée.¹³⁶

Lorsque le concept d'assimilation a été perçu négativement et que les pratiques allant dans ce sens ont commencé à être critiquées, le concept de « multiculturalisme » est apparu. Ainsi, le multiculturalisme, qui est devenu un concept populaire, est exprimé comme offrant aux cultures minoritaires la possibilité de vivre et de refléter leurs propres valeurs culturelles.¹³⁷

L'une des critiques du multiculturalisme est qu'il conduit les groupes ethniques à la ghettoïsation. Par conséquent, ces personnes ne peuvent pas bénéficier de tous les droits en tant que citoyens. À la suite de ces critiques et surtout après les événements du 11 septembre, la perspective à l'égard des communautés ayant des relations limitées avec la société et la culture d'accueil en Europe a commencé à changer et a été remplacée par le

¹³⁴ Fatma Yılmaz, *Avrupa'da Irkçılık ve Yabancı Düşmanlığı*, Ankara: USAK Yayınları, 2008, p.1.

¹³⁵ Bekir Emiroğlu, « Avrupa Birliği Uyum Politikaları: Entegrasyon mu Asimilasyon mu? », *Toplum Bilimleri Dergisi*, 2016, p.109.

¹³⁶ Kenan Çakı, *Avrupa Birliği Ülkelerinin Göçmen Entegrasyon Politikası*, Bitlis Eren Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, Temmuz 2022, p. 17.

¹³⁷ Ayhan Kaya, Ferhat Kentel, *Euro-Turks: A Bridge or a Breach between Turkey and European Union?* Brüksel: Centre for European Policy Studies, 2009, p. 65-67.

discours de l'intégration.¹³⁸ À ce stade, il serait utile d'évoquer la législation en matière d'intégration dans les principaux pays d'Europe qui accueillent le plus d'immigrants, tels que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Comme nous l'avons brièvement mentionné dans l'introduction lorsque nous avons annoncé notre plan, nous avons choisi des pays spécifiques pour cette section sur les politiques d'intégration des migrants. En ce qui concerne les politiques d'intégration, nous avons voulu analyser l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, qui ont les populations immigrées les plus importantes d'Europe par rapport aux autres pays. Dans ces pays, la population immigrée est à la fois plus importante et plus diversifiée sur le plan ethnique que dans d'autres pays. En outre, en raison du problème de l'immigration, les politiques d'intégration sont davantage à l'ordre du jour.

a- France :

Il convient de souligner que le cas de la France revêt une importance particulière dans le contexte de l'intégration. La France n'est pas seulement un pays où les immigrés vivent en grand nombre. Les immigrés en France représentent une diversité importante en termes d'appartenance ethnique et religieuse/sectaire. En France, les immigrés d'Afrique subsaharienne, les immigrés d'origine maghrébine, les immigrés d'origine turque et bien d'autres groupes ethniques différents cohabitent. Une autre raison pour laquelle l'exemple français est important et intéressant est que ses politiques d'intégration ont été largement critiquées, y compris les allégations d'assimilation.

Dans cette section sur les efforts visant à contrôler la communauté musulmane, nous aimerions mentionner les exemples de l'Autriche, de la Belgique et de la France. La raison pour laquelle nous avons mis l'accent sur ces pays est qu'il s'agit des pays où les réglementations juridiques et les débats sur la communauté musulmane, les associations et les lieux de culte sont les plus intenses. Dans cette section, nous aborderons brièvement la législation française en matière d'intégration. Sous le titre «Les efforts des

¹³⁸ İsmail Demiryürek, **Almanya Entegrasyon Politikası ve Hamburg Örneği**, T.C. Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı (YTATB), Thèse d'Expertise, novembre 2012, p.19-20.

gouvernements pour contrôler l'Islam et les dispositions législatives», nous tenterons de répondre plus en détail aux critiques formulées à l'encontre du gouvernement français.

En France, l'arrêt de l'immigration de travail salarié du 1974 a accéléré le regroupement familial des non-Européens.¹³⁹ La loi du 7 mars 2016, entrée en vigueur le 1er novembre 2016, prévoit un plus grand degré d'accueil et d'intégration pour ceux qui ont le droit de s'établir en France. Cette loi met l'accent sur le refonte du dispositif relatif à l'accueil et l'intégration des émigrés avec la création du parcours et du contrat d'intégration républicaine (CIR).¹⁴⁰ La loi du 10 septembre 2018 a renforcé ces reglements.

Les autorités françaises affirment que la politique d'intégration du pays vise à préserver les valeurs de la société française et à renforcer l'intégration des migrants. Une nouvelle loi sur l'immigration a été adoptée en France en 2024.¹⁴¹ Cette loi sur l'immigration a renforcé les politiques d'intégration. Par exemple, la loi comprend des dispositions rendant le regroupement familial plus difficile et restreignant l'accès aux prestations sociales. Les dispositions qui empêchent les enfants nés en France à l'étranger d'acquérir automatiquement la nationalité et les obligent à demander la nationalité entre 16 et 18 ans sont particulièrement remarquables.¹⁴²

Les politiques d'intégration françaises ont en fait été critiquées comme reflétant la position de l'extrême droite et comme susceptibles d'accroître la discrimination à l'égard des migrants. Une grande partie des critiques porte sur la pression exercée en

¹³⁹ Palais de la Porte Dorée, « Les Migrations-Depuis quand la France est-elle une terre d'immigration? » **Palais de la Porte Dorée**, URL: <https://www.histoire-immigration.fr/les-migrations/depuis-quand-la-france-est-elle-une-terre-d-immigration>. Consulté le 15 mai 2024.

¹⁴⁰ Légifrance, « LOI n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France », **Légifrance**, 8 mars 2016, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000032164264>. Consulté le 15 mai 2024.

¹⁴¹ Légifrance, « LOI n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » **Légifrance**, 27 janvier 2024, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049040245>. Consulté le 15 mai 2024.

¹⁴² Alasdair Soussi, « What's so controversial about France's new immigration bill? » **Al Jazeera**, 25 janvier 2024, URL: <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/25/whats-so-controversial-about-frances-new-immigration-bill>. Consulté le 15 mai 2024.

faveur de l'assimilation culturelle, en particulier à l'encontre des communautés immigrées musulmanes.¹⁴³

À ce stade, les principales critiques portent sur le fait que la soumission aux valeurs et aux normes de la République est explicitement rendue obligatoire, que les politiques d'intégration sont façonnées autour de "valeurs dictées" et que les caractéristiques culturelles des immigrés sont considérées comme un obstacle à l'intégration et une menace pour l'identité française.¹⁴⁴ En outre, il est souligné que l'implication de citoyens français musulmans dans des attaques terroristes a alimenté les attitudes islamophobes envers les musulmans du pays en raison de leurs différences culturelles.¹⁴⁵

b- Royaume-Uni :

Au Royaume-Uni, les politiques d'immigration et d'intégration sont fondées sur l'idée de limiter l'immigration et de ne pas peser sur l'État-providence, et cette politique se traduit par des quotas pour les réfugiés.¹⁴⁶ Les déclarations officielles du gouvernement indiquent qu'il ne souhaite pas d'immigration massive.¹⁴⁷ Le fait que les demandeurs d'asile n'aient pas le droit de travailler dans le pays indique que l'acceptation des réfugiés est également fondée sur l'idée de ne pas créer une charge sur le marché du travail. D'autre part, certains critiquent le fait que les politiques d'immigration et d'intégration, en particulier dans la période de l'après-11 septembre, ciblent les Musulmans en raison de leur nature sécuritaire.¹⁴⁸

Dans son article « *Islamophobia as the hidden hand of structural and cultural racism* », Tahir Abbas, tout en expliquant la priorité accordée aux questions de sécurité

¹⁴³ Pour les détails à ce sujet, voir Jocelyne Cesari, « Islam in France: The Shaping of a Religious Minority », **Muslims in the West, from Sojourners to Citizens**, Yvonne Haddad-Yazbek (ed.) 2002, Oxford University Press, pp. 36-51.

¹⁴⁴ Müşerref Yardım, « Göç ve Entegrasyon Politikaları Işığında Fransa'da Toplumsal Kabul », **Göç Araştırmaları Dergisi**, Volume 3, No 2, juillet-décembre 2017, p.112.

¹⁴⁵ **Ibid**, p. 113.

¹⁴⁶ Zahide Erdoğan, « Birleşik Krallık'ta Mülteci Entegrasyon Politikaları ve Temel Yaklaşımlar », **Göç Dergisi**, Volume 7, No 1, 2020, p.112.

¹⁴⁷ Younes Ech-Chadli, « UK Govt plans to cut net migration with new immigration rules in 2024 » **Winckword Sherwood**, 6 décembre 2023, URL: <https://wslaw.co.uk/blog/uk-govt-plans-to-cut-net-migration-with-new-immigration-rules-in-2024/>. Consulté le 16 mai 2024.

¹⁴⁸ Haroon Siddique, « UK confusion between integration and counter-terrorism hinders Muslims », **The Guardian**, 11 août 2016, URL: <https://www.theguardian.com/uk-news/2016/aug/11/uk-confusion-integration-counter-terrorism-hinders-muslims>. Consulté le 17 mai 2024.

dans les politiques d'intégration au Royaume-Uni, définit l'islamophobie comme le racisme à l'égard des musulmans. À ce stade, Abbas fait référence à la marginalisation et à la discrimination à l'encontre des musulmans et souligne que si le racisme fondé sur la couleur de la peau persiste, les musulmans sont également confrontés au racisme en raison du relativisme culturel et des risques de radicalisation.¹⁴⁹

Les attentats de Londres, surnommés le 11 septembre du Royaume-Uni, au cours desquels 56 personnes ont perdu la vie, ont joué un rôle important dans le renforcement de la perception anti-islamique en Europe en général, tout comme les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et du 11 mars 2004 à Madrid.¹⁵⁰

Au lendemain des attentats, une enquête menée au Royaume-Uni en août 2005 a révélé que 73 % du public était favorable à l'abandon de certaines libertés afin d'accroître la sécurité contre les attaques terroristes. Depuis 2006, une série d'amendements législatifs ont permis aux forces de sécurité d'arrêter, de fouiller et d'interroger les personnes portant des vêtements qui suscitent des soupçons raisonnables.¹⁵¹ On peut supposer que le concept vague de soupçon raisonnable est utilisé pour s'appliquer aux Musulmans portant des vêtements religieux. Il s'agit là d'un exemple de profilage ethnique.

En s'appuyant sur le contexte britannique pour donner un aperçu plus détaillé des réactions qui ont suivi le 7/7, les registres de la police de Sheffield montrent qu'entre le début de l'année 2005 et le 6 juillet 2005, un seul incident islamophobe avait été signalé, alors que dans les deux semaines qui ont suivi les attentats du 7/7, les mêmes registres montrent que plus de 30 incidents ont été enregistrés, soit une augmentation de 3 000 %.¹⁵²

Après les attentats, l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair a pris ses distances avec le discours sur le multiculturalisme. Blair a pris des mesures pour réduire

¹⁴⁹ Tahir Abbas, «Islamophobia as the hidden hand of structural and cultural racism», **The Routledge International Handbook of Islamophobia**, édité par Irene Zempi, Imran Awan, Londres: Routledge, 2019, pp. 32-41.

¹⁵⁰ Cihan Uzunçayır, « Göçmen Karşıtlığından İslamofobiye Avrupa Aşırı Sağı », **Marmara Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Volume 2, No 2, septembre 2014, p.142.

¹⁵¹ Kazım Murat Özkan, « Birleşik Krallık'ın Ulusal Güvenlik Yaklaşımı ve Terörizmle Mücadele Stratejisi », **Savunma Bilimleri Dergisi**, No 41, mai 2022, p.151.

¹⁵² Chris Allen, **Islamophobia**, The UK: Ashgate, 2010, p.114.

les fonds d'aide aux organisations sociales qui ne luttent pas contre l'extrémisme. Après les attentats terroristes de Londres du 7 juillet 2005, l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair a pris ses distances avec le discours sur le multiculturalisme. Il a pris des mesures pour réduire le financement de toute organisation sociale qui ne luttait pas contre les opinions extrémistes. En 2011, lors de la conférence sur la sécurité organisée à Munich, en Allemagne, David Cameron, l'un des derniers Premiers ministres, a déclaré que « le multiculturalisme a échoué » au Royaume-Uni, ce qui a de nouveau suscité la controverse ; il a été souligné que Cameron avait tenu ces propos après la politique de multiculturalisme de la chancelière allemande Merkel.^{153 154}

c- Allemagne :

Bien que le plan d'intégration prévoie déjà des cours d'intégration dispensés par le gouvernement fédéral, l'Allemagne a introduit son programme d'intégration à l'échelle nationale en 2010.¹⁵⁵ L'objectif principal était de normaliser le grand nombre de mesures d'intégration coexistantes prises par le gouvernement fédéral, les États fédérés et les collectivités locales. Il en résulte un programme d'orientation axé sur les besoins et une meilleure coordination entre les offres d'intégration.¹⁵⁶ Le programme est un droit et comprend des cours de langue, une éducation civique et une formation professionnelle.

L'indice international des politiques d'intégration des migrants (MIPEX) souligne que l'approche de l'Allemagne en matière d'intégration peut être classée comme étant axée sur l'intégration temporaire, à l'instar des pays voisins d'Europe occidentale.¹⁵⁷ Parmi ceux-ci, l'Allemagne offre davantage de droits et de soutien à l'égalité des chances que les pays voisins que sont l'Autriche, le Danemark ou la Suisse, mais les migrants sont toujours confrontés à des problèmes lorsqu'ils tentent de s'installer durablement. Le

¹⁵³ Cem Sey, « Almanya'da çok kültürlülük gerçekten çöktü mü? », **BBC**, 21 octobre 2010, URL: https://www.bbc.com/turkce/izlenim/2010/10/101021_fooc_germany_cem_sey. Consulté le 17 mai 2024.

¹⁵⁴ BBC, « Cameron: Çokkültürlülük başarısız oldu » **BBC**, 7 février 2011, URL : https://www.bbc.com/turkce/haberler/2011/02/110207_cameron, page consulté le 17 mai 2024.

¹⁵⁵ European Commission, « Governance of migrant integration in Germany » **European Website on Integration**, juin 2024, URL: https://migrant-integration.ec.europa.eu/country-governance/governance-migrant-integration-germany_en#integration-programme, page consultée le 18 mai 2024.

¹⁵⁶ German Federal Office for Migration and Refugees, « Integration Courses », **German Federal Office for Migration and Refugees**, URL: <https://www.bamf.de/EN/Themen/Integration/ZugewanderteTeilnehmende/Integrationskurse/integrationkurse-node.html>, page consulte le 18 mai 2024,

¹⁵⁷ MIPEX, « Germany, Key Findings », **MIPEX**, 2020, URL: <https://www.mipex.eu/germany>. Consulté le 19 mai 2024.

rapport indique également que les politiques antidiscriminatoires de l'Allemagne sont légèrement plus faibles que celles de la moyenne des pays européens. Bien que le cadre juridique dans l'UE continue d'évoluer au fil du temps, les lois peuvent être inefficaces contre la discrimination parce que les victimes potentielles ne reçoivent pas le soutien dont elles ont besoin de la part des mécanismes d'application. Selon les données, la principale faiblesse de l'approche allemande en matière d'intégration temporaire réside dans le fait que les immigrants non ressortissants de l'UE sont confrontés à des retards, des incertitudes et des obstacles plus importants pour assurer leur avenir en Allemagne que dans la quasi-totalité des pays du MIPEX, à l'exception de l'Autriche, du Danemark et de la Suisse voisins. Par exemple, les immigrants rencontrent plus d'obstacles pour réunir leur famille ou accéder à la justice en tant que victimes de discrimination en Allemagne que dans la plupart des pays d'Europe occidentale/de l'OCDE.

Les conférences allemandes sur l'Islam, organisées par le ministère allemand de l'intérieur depuis 2006, visent à améliorer la communication entre les Musulmans et les institutions publiques. Elles se concentrent sur l'intégration sociale et politique de la population musulmane. À la suite de ces conférences, des chaires de théologie islamique ont été créées dans les universités d'État et des cours de religion islamique ont été dispensés dans les écoles.¹⁵⁸ On peut supposer que ces conférences ont également été organisées dans le but de contrôler les organisations musulmanes, qui sont très dispersées et liées à des pays étrangers.

2- Les efforts des gouvernements pour contrôler l'Islam et les dispositions législatives

Dans ce chapitre, nous analysons les activités des gouvernements de certains pays européens à forte population musulmane visant à contrôler les activités de la communauté musulmane. Les exemples les plus frappants sont l'Australie, la Belgique et la France.

¹⁵⁸ Asuman Yaprak, **Göç ve Entegrasyon, Avrupa'nın Göç Politikaları**, Konya: Palet Yayınları, décembre 2021, p.85.

a- Autriche

Dans le contexte autrichien, nous nous référerons respectivement aux discussions sur la carte de l'Islam, à la création d'un centre de documentation sur l'Islam politique et aux changements législatifs.

a.1. Carte de l'Islam:

Le 27 mai 2021, l'Institut pour l'étude de la théologie islamique de l'université de Vienne a publié, au nom du Centre, une « carte de l'Islam » qui répertorie toutes les associations et organisations musulmanes d'Autriche.¹⁵⁹ Suite à la publication de cette carte, des attaques contre des Musulmans, y compris contre une mosquée à Graz, ont été signalées. Par exemple, le 1er juin 2021, des panneaux d'avertissement faits à la main et portant la mention « Attention, l'Islam politique est tout près » ont été apposés par des inconnus près d'associations musulmanes dans plusieurs quartiers de Vienne.¹⁶⁰ Au bas des panneaux, on pouvait voir qu'il était fait référence à la «carte de l'Islam » controversée.

Le projet « Carte de l'Islam » a été fortement critiqué en Autriche et au niveau international. Daniel Höltnen, représentant spécial du secrétaire général du Conseil de l'Europe pour les crimes antisémites, antimusulmans et autres formes d'intolérance religieuse et de haine, a déclaré que l'initiative en question était discriminatoire et constituait une invitation aux attaques anti-islamiques, que ce projet aggraverait les problèmes existants et qu'il demandait le retrait de la carte de la publication.¹⁶¹ De nombreuses organisations non gouvernementales de Vienne, telles que l'Union de solidarité culturelle et sociale turco-islamique autrichienne (ATIB), la Jeunesse musulmane autrichienne (MJÖ), la Communauté islamique d'Autriche (IGGÖ), la Fédération islamique autrichienne (AIF), la Fédération islamique de Vienne (IFW) et la

¹⁵⁹ Pour la carte: Universität Wien, Institut für islamisch-Theologische Studien Islamische Religionspädagogik, **Islamlankarte**, URL: <https://www.islam-landkarte.at/>. Consulté le 19 mai 2024.

¹⁶⁰ Aşkın Kıyağan, « Racist attacks on rise in Austria since release of controversial Islam map », **Anadolu Ajansı**, 6 juin 2021, URL: <https://www.aa.com.tr/en/europe/racist-attacks-on-rise-in-austria-since-release-of-controversial-islam-map/2265084>. Consulté le 21 mai 2024.

¹⁶¹ CoE, « Publication of Austria's "Islam map" is hostile to Muslims and potentially counterproductive », **CoE News**, 31 mai 2021, URL: <https://www.coe.int/en/web/antisemitic-anti-muslim-hatred-hate-crimes/-/publication-of-austria-s-islam-map-is-hostile-to-muslims-and-potentially-counterproductive>. Consulté le 21 mai 2024.

Fédération islamique d'Autriche de Linz (ALIF) ont publié des déclarations exprimant des préoccupations similaires.¹⁶²

De même, l'archevêque de l'Église catholique en Autriche, le cardinal Christoph Schönborn, a critiqué le projet et remis en question la stigmatisation d'une religion, soulignant qu'il existe suffisamment d'outils dans le droit pénal pour combattre toute tendance subversive ou terroriste et que la politique ou la religion ne peuvent pas être utilisées comme un terreau pour le radicalisme simplement parce qu'il y a des radicaux.¹⁶³ Le maire de Vienne, Michael Ludwig (SPÖ), a également critiqué le ministre autrichien de l'intégration, M. Raab, en déclarant qu'il rejetait par principe la stigmatisation des religions et que la carte susmentionnée ne contribuait pas du tout à l'intégration, mais favorisait au contraire la division sociale.¹⁶⁴ Le parti des Verts, partenaire junior de la coalition, a également critiqué le projet pour des raisons similaires.¹⁶⁵ En revanche, le ministre de l'intégration, Susanne Raab, a défendu le projet de carte de l'Islam comme « une lutte commune contre l'Islam politique en tant que foyer d'extrémisme ». En outre, une réunion sur le Forum de Vienne sur la lutte contre la ségrégation et l'extrémisme dans le contexte de l'intégration a été organisée par le ministère de l'intégration le 28 octobre 2021 à Vienne avec la participation de plus de 100 experts et cadres supérieurs. Lors de cette réunion, le ministre Raab, a appelé à une alliance européenne contre l'Islam politique.

a.2. Création d'un centre de documentation sur l'Islam politique:

En 2020, le ministère autrichien de l'Intégration a créé le « Centre de documentation sur l'Islam politique » sous le toit du ministère de l'Intégration afin de surveiller certaines mosquées, groupes musulmans et associations turques dans le pays

¹⁶² Perspektif, «Avusturya'da "İslam Haritası" Endişelere Yol Açtı», **Perspektif**, 28 mai 2021, URL: <https://perspektif.eu/2021/05/28/avusturyada-islam-haritasi-endiselere-yol-acti/>. Consulté le 21 mai 2024.

¹⁶³ Arab News, «Church criticizes Austrian government's Islam Map», **Arab News**, 4 juin 2021, URL: <https://www.arabnews.com/node/1870646/world>. Consulté le 21 mai 2024.

¹⁶⁴ David Krutzler, Gabriele Scherndl, « Heftige Kritik von Bürgermeister Ludwig an der Islam-Landkarte », **Der Standard**, 30 mai 2021, URL: <https://www.derstandard.at/content/tcf/story/2000127027529/heftige-kritik-von-buergermeister-michael-ludwig-an-der-islam-landkarte>. Consulté le 22 mai 2024.

¹⁶⁵ Kurier, « Islam-Landkarte: Schönborn schlägt eigenen Religionsatlas vor » **Kurier**, 4 juin 2021, URL: <https://kurier.at/politik/inland/islam-landkarte-schoenborn-schlaegt-eigenen-religionsatlasvor/401402859>. Consulté le 22 mai 2024.

dans le cadre de la lutte contre l' « Islam politique ». Le centre est devenu opérationnel en juin 2020.¹⁶⁶

La définition de l'Islam politique, qui est au centre des travaux de cette organisation, a fait l'objet d'un débat particulièrement vif. De nombreuses critiques soulignent l'ambiguïté de ce terme, qui peut être utilisé pour inclure tous les mouvements islamiques, des humanistes musulmans aux groupes radicaux, et qui peut être utilisé pour dénigrer les Musulmans en général. En revanche, les partisans de l'expression « Islam politique » considèrent qu'il s'agit « d'idées et d'initiatives qui utilisent l'Islam comme un outil pour polariser la société, exercer le pouvoir et légitimer la domination ».

Outre les rapports publiés par le Centre jusqu'à présent, l'impartialité académique des experts qui les rédigent est également remise en question dans l'opinion publique. Dans ce cadre, il est affirmé que le Centre agit pour des motifs politiques plutôt que de mener des études scientifiques, et que les rapports qu'il a publié jusqu'à présent vont au-delà de son mandat principal, à savoir l'Islam politique, et visent directement la Turquie.¹⁶⁷

a.3. - Changements législatifs:

La nouvelle loi sur l'Islam, entrée en vigueur en Autriche le 30 mars 2015, stipule que les communautés et associations religieuses doivent être financièrement autonomes pour se voir accorder la personnalité juridique publique. Dans ce cadre, il est interdit aux communautés et associations religieuses de financer leurs activités par des dons réguliers en espèces et/ou en nature provenant de l'étranger, à l'exception des dons ponctuels.¹⁶⁸ La demande d'annulation de l'article de la loi islamique sur l'interdiction du financement étranger déposée par l'ATIB auprès de la Cour constitutionnelle a été rejetée le 21 mars 2019.

¹⁶⁶ Bridge Initiative Team, « Factsheet: Documentation Center Political Islam », **Bridge, a Georgetown University Initiative**, 12 décembre 2021, URL: <https://bridge.georgetown.edu/research/factsheet-documentation-center-political-islam-dokumentationsstelle-politischer-islam/>. Consulté le 23 mai 2024.

¹⁶⁷ Hürriyet, « Avusturya'nın hayali düşmanı siyasal İslam », **Hürriyet**, 20 juillet 2020, URL: <https://www.hurriyet.com.tr/avrupa/avusturyanin-hayali-dusmani-siyasal-islam-41568558>. Consulté le 25 mai 2024.

¹⁶⁸ Federal Chancellery, Republic of Austria, « The Austrian Islam Law », **Federal Chancellery, Republic of Austria**, URL: <https://www.bundeskanzleramt.gv.at/en/agenda/integration/the-austrian-islam-law.html>, page consultée le 25 mai 2024.

Le 2 novembre 2020, à la suite de l'attaque terroriste à Vienne, le gouvernement autrichien a décidé de promulguer un paquet législatif antiterroriste complet et les amendements législatifs de ce paquet sont entrés en vigueur le 1er janvier 2022. Le nouveau paquet législatif a modifié un certain nombre de lois antiterroristes, y compris la « loi sur l'Islam ».

Par exemple, selon la réglementation précédente, le pouvoir de fermer des mosquées dans le pays appartenait à la communauté islamique autrichienne (AIC/IGGÖ), qui a le pouvoir de représenter les Musulmans, les mosquées et les associations en Autriche auprès de l'État, mais avec la modification de la « loi islamique, le gouvernement a été autorisé à prendre cette décision d'office sans consulter l'IGGÖ. D'autre part, les dispositions de la loi islamique relatives à l'interdiction du financement étranger ont été renforcées. Dans ce contexte, les associations et les personnes morales qui apportent une aide aux communautés religieuses sont également incluses dans le champ d'application de l'interdiction du financement étranger et peuvent faire l'objet d'un contrôle. Le département des affaires religieuses du ministère de l'intégration relevant de la chancellerie a été autorisé à examiner la situation financière des communautés religieuses et des associations de mosquées. Des manifestations ont été organisées contre ces amendements juridiques.¹⁶⁹

b- Belgique :

Dans le contexte belge, nous nous référerons respectivement à la révocation du statut de reconnaissance du Conseil représentatif des Musulmans de Belgique et au processus de reconnaissance des mosquées.

b.1. Révocation du statut de reconnaissance du Conseil représentatif des Musulmans de Belgique :

Le Conseil représentatif des Musulmans de Belgique (Exécutif) a été créé par arrêté royal le 3 juillet 1999. En 1974, après la reconnaissance de l'Islam comme communauté religieuse en Belgique, le Conseil de Représentation des Musulmans de Belgique s'est chargé de la représentation des Musulmans dans toute la Belgique et a été

¹⁶⁹ TRT Haber, « Avusturya'da 'terörle mücadele yasa tasarısı' protesto edildi », **TRT Haber**, 20 janvier 2021, URL: <https://www.trthaber.com/haber/dunya/avusturyada-terorle-mucadele-yasa-tasarisi-protesto-edildi-548849.html>. Consulté le 25 mai 2024.

l'interlocuteur officiel du gouvernement. L'Exécutif, officiellement reconnu en 1999, est une organisation représentative faïtière qui comprend également la représentation des mosquées.

En février 2022, le ministre belge de la Justice, Vincent Van Quickenborne, a annoncé qu'il avait entamé la procédure de révocation du statut reconnu de l'Exécutif. Le ministre a motivé sa décision par le manque de représentation de l'Exécutif, l'absence d'efforts de renouvellement au niveau souhaité et la poursuite de la catégorisation en fonction de l'appartenance ethnique. Soutenant que l'Exécutif n'agissait pas de manière professionnelle, le ministre a déclaré que les Musulmans modernes seraient satisfaits et qu'ils pourraient créer une nouvelle organisation les représentant à l'avenir.¹⁷⁰ Dans une contre-déclaration, l'Exécutif a fait référence à l'autonomie de la communauté islamique et au principe de laïcité selon lequel l'État ne doit pas s'immiscer dans les communautés religieuses, et a appelé au respect de l'État de droit et des principes constitutionnels.

Le décret relatif au retrait du statut de reconnaissance a été publié le 5 octobre 2022 et, suite à la décision du Conseil d'État, qui a rejeté les recours, l'Exécutif a perdu son statut de reconnaissance le 5 octobre 2022. Le Conseil Musulman de Belgique, créé pour remplacer l'Exécutif, a été autorisé par arrêté royal du 12 juin 2023 à représenter le pays dans les matières relatives à la pratique de l'Islam.¹⁷¹

L'opinion publique suggère que la Belgique a pris cette mesure en raison de préoccupations de sécurité nationale concernant l'influence de pays étrangers sur les mosquées belges. En effet, dans le rapport sur la sécurité de l'État publié en octobre 2021,

¹⁷⁰ La Libre Belgique, « Van Quickenborne veut la fin de la reconnaissance de l'Exécutif des Musulmans: « Inacceptable », réplique ce dernier », **La Libre Belgique**, 18 février 2022, URL: <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/02/18/van-quickenborne-engage-une-procedure-pour-revoquer-la-reconnaissance-de-l-executif-musulman-7O2WJZSNMNDSLBVLHRD2MA3BYY/>. Consulté le 25 mai 2024.

¹⁷¹ La Libre Belgique, « L'Exécutif musulmans est totalement exclu de la gestion du culte: qui va le remplacer? », **La Libre Belgique**, 18 février 2022, URL: <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2023/06/12/l-executif-musulmans-est-totalement-exclu-de-la-gestion-du-culte-qui-va-le-remplacer-P3Z5QCZTSJDOJB3PXKXWASH5BY/>. Consulté le 25 mai 2024.

il est indiqué que la Turquie, le Maroc, et les pays du Golfe exercent une influence sur diverses mosquées en Belgique.¹⁷²

b.2. Processus de reconnaissance des mosquées:

En Belgique, les dispositions légales des administrations régionales concernant la reconnaissance des lieux de culte et l'imposition de certaines conditions sont également controversées. Dans ce contexte, il est allégué que le gouvernement veut restreindre les lieux de culte sous divers prétextes. La reconnaissance est importante pour que les mosquées puissent bénéficier de l'aide de l'État.

En 2017, une réglementation légale a été introduite en région wallonne qui comprend de nouveaux critères pour la reconnaissance des lieux de culte.¹⁷³ Ainsi, bien que la procédure de nomination d'officiers religieux étrangers ne soit pas interdite, la nouvelle réglementation comprend des dispositions telles que la connaissance des langues locales par les officiers religieux, l'attente d'au moins 3 ans pour la reconnaissance des mosquées, et l'obligation pour les officiers religieux et la communauté de la mosquée d'agir en conformité avec la Constitution belge.

Une loi modifiant les critères de reconnaissance a été approuvée par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale le 26 novembre 2021.¹⁷⁴ La loi stipule que le salaire de l'aumônier doit être payé par l'État fédéral pour obtenir le statut de reconnaissance, ne limite pas le recrutement d'aumôniers provenant de l'extérieur de l'UE, et stipule un engagement à suivre un cours d'intégration pour ces aumôniers. La loi autorise le gouvernement à révoquer le statut de reconnaissance d'une mosquée s'il s'avère que l'une des conditions n'est plus remplie ou que l'un des engagements n'est pas respecté.

¹⁷² Bahar Cebe, « Belçika İslam Temsil Kurulu'nun Adalet Bakanı Quickenborne'a Karşı Hukuk Mücadelesi » **Perspektif**, 20 septembre 2022, URL: <https://perspektif.eu/2022/09/20/belcika-islam-temsil-kurulunun-adalet-bakani-quickenbornea-karsi-hukuk-mucadelesi/>. Consulté le 25 mai 2024.

¹⁷³ Etaamb, « Décret relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus », **Etaamb**, URL: https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-18-mai-2017_n2017203223.html. Consulté le 25 mai 2024.

¹⁷⁴ Bruxelles Pouvoirs Locaux, Service Public Régional de Bruxelles, « Ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues », **Bruxelles Pouvoirs Locaux, Service Public Régional de Bruxelles**, URL: <https://pouvoirs-locaux.brussels/10-decembre-2021-ordonnance-organique-de-la-gestion-des-interets-materiels-des-communautés>. Consulté le 25 avril 2024.

La réglementation légale du 22 octobre 2021, qui introduit de nouvelles exigences concernant les critères de reconnaissance des lieux de culte en région flamande, est entrée en vigueur le 16 novembre 2021.¹⁷⁵ Le règlement n'interdit pas directement la venue d'autorités religieuses de l'étranger.

Toutefois, il introduit des règles plus strictes en matière de reconnaissance des lieux de culte par rapport à la Wallonie et à la Région de Bruxelles-Capitale. Dans ce cadre, le lieu de culte doit répondre à de nombreux critères tels que l'absence de soutien financier direct ou indirect de l'étranger qui nuirait à son indépendance, la preuve de l'intérêt public et la présence d'au moins 200 membres dans la région.

Le 24 avril 2024, la plénière du Parlement flamand a adopté à l'unanimité le « projet de loi modifiant la loi du 22 octobre 2021 relative à la reconnaissance des communautés religieuses ». ¹⁷⁶ Ce projet de loi vise à clarifier le libellé de certaines parties de la loi. En substance, la nouvelle loi, comme la loi initiale du 21 octobre 2021, prévoit l'exercice indépendant des services religieux en Belgique, indépendamment des pays étrangers.

c- France :

Dans le contexte français, nous nous référerons respectivement au loi sur le respect des principes de la République, à la Déclaration française des principes islamiques et à la plate-forme pour les relations entre l'État et la communauté islamique / Passage du CFCM au FORIF.

c.1. Loi sur le respect des principes de la République

Le 24 août 2021, la « loi relative au respect des principes de la République » est entrée en vigueur en France.¹⁷⁷ Cette loi, a fait l'objet d'une procédure législative accélérée le 9 décembre 2020, date anniversaire de la loi sur la séparation des Églises et

¹⁷⁵ Etaamb, « Decret du 22/10/2021 », **Etaamb**, URL: https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-22-octobre-2021_n2021022414. Consulté le 25 mai 2024.

¹⁷⁶ VRT, « Un décret flamand adapté contre l'ingérence étrangère dans les communautés religieuses », **VRT News**, 25 avril 2024, URL: <https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2024/04/25/un-decret-flamand-adapte-contre-l-ingerence-etrangere-dans-les-c/>. Consulté le 27 mai 2024.

¹⁷⁷ Légifrance, « LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République », **Légifrance**, 25 août 2021, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043964778/>. Consulté le 27 mai 2024.

de l'État. En France, où la liberté d'association est largement interprétée et appliquée, la loi fournit une base juridique pour le contrôle et la supervision par l'État des organisations non gouvernementales et des lieux de culte, y compris le DITIB.

Des allégations ont été formulées selon lesquelles la loi est conçue pour contrôler et surveiller la communauté musulmane. Des organisations telles qu'Amnesty International et la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, ainsi que des organisations de la société civile ont exprimé leur inquiétude quant aux obligations de la France de respecter les droits à la liberté d'association et d'expression et le principe de non-discrimination.¹⁷⁸

Dans un entretien accordé au Figaro le 30 mars 2023 sur les mesures prises pour lutter contre l'extrémisme, Sonia Backès, secrétaire d'État à la Citoyenneté, a déclaré que 187 centres avaient été fermés temporairement ou définitivement depuis l'adoption de la loi sur le respect des principes de la République en août 2021, et que ces mesures étaient dirigées contre l'Islam politique, qui vise à instaurer un ordre théocratique en mettant la République à genoux.¹⁷⁹

c.2. Déclaration française des principes islamiques

Parallèlement à la loi sur le respect des principes de la République en France, le Conseil islamique de France (CFCM) a travaillé à la formation des imams locaux en France, à la certification des imams par un conseil distinct (Conseil national des imams - CNI) et à la préparation d'une « Déclaration de principes ».

Les associations signataires de la déclaration affirment que les valeurs de la République et l'Islam sont compatibles, que la religion doit être vécue en harmonie avec les valeurs de la République, que les pays étrangers ne doivent pas s'immiscer dans les institutions religieuses, que l'Islam ne doit pas être utilisé à des fins politiques et que les valeurs religieuses ne peuvent être contraires aux principes universels. Le texte contient

¹⁷⁸ Ayşe Seymen Çakar, Murat Ercan, « Fransa'da İslam Karşıtlığının Hukuki Açıdan İncelenmesi », **KMÜ Sosyal ve Ekonomik Araştırmalar Dergisi (KMUSEKAD)**, Volume 24, No 42, 2022, p. 454.

¹⁷⁹ Comité Laïcité République, « Sonia Backès: « L'Islam politique veut mettre la République à genoux » », **Comité Laïcité République**, URL: <https://www.laicite-republique.org/sonia-backes-l-islam-politique-veut-mettre-la-republique-a-genoux-le-figaro-30.html>. Consulté le 27 mai 2024.

également un avertissement selon lequel « les mosquées ne sont pas créées pour diffuser le discours de régimes étrangers ».¹⁸⁰

La déclaration a été critiquée au motif qu'elle révélait le point de vue de « l'autre Musulman » dans le pays, que la foi islamique était considérée comme une rivale de l'autorité de l'État et qu'elle était rédigée sous la forme d'un avertissement clair à l'intention des Musulmans.¹⁸¹

c.3. Plate-forme pour les relations entre l'État et la communauté islamique / Passage du CFCM au FORIF :

Afin de réunir sous un même toit les Musulmans, deuxième groupe religieux du pays, et de rassembler les Musulmans qui souhaitent travailler avec l'État, le Conseil islamique de France (CFCM), créé en 2003 sous le ministère de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy, a été désactivé et remplacé par le Forum pour l'Islam de France (FORIF). Le FORIF a commencé ses réunions en février 2022 avec ses 80 membres élus.¹⁸²

Début février 2024, le FORIF, avec le soutien de l'État, a créé l'« Association de lutte contre les actions et les discriminations antimusulmanes (ADDAM) ».¹⁸³ L'association travaillera avec les mosquées/associations pour lutter contre les actes antimusulmans, soutenir les victimes et se coordonner avec les autorités judiciaires, ainsi que pour améliorer la sécurité des lieux de culte.

B- Le discours de l'extrême droite sur l'Islam et les immigrés musulmans

Après avoir examiné, dans le chapitre précédent, les politiques d'intégration mises en œuvre par les gouvernements européens à l'égard des immigrants et les pratiques

¹⁸⁰ Gazete Duvar, « Müslüman federasyonlarından Fransa İslamı beyannamesi », **Gazete Duvar**, 18 janvier 2021, URL: <https://www.gazeteduvar.com.tr/musluman-federasyonlarindan-fransa-islami-beyannamesi-haber-1510600>. Consulté le 28 mai 2024.

¹⁸¹ Orkun Elmacıgil, « Ulusal İmamlar Konseyi Şartnamesi'ne Dair », **Perspektif**, 5 mars 2021, URL: <https://perspektif.eu/2021/03/05/ulusal-imamlar-konseyi-sartnamesine-dair/>. Consulté le 28 mai 2024.

¹⁸² Ministère français de l'intérieur et de l'Outre Mer, « Forum de l'islam de France: une étape nouvelle dans le dialogue entre les pouvoirs publics et le culte musulman », **Ministère français de l'intérieur et de l'Outre Mer, Communiqués de presse**, 5 février 2022.

URL: <https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiqués-de-presse/forum-de-lislam-de-france-etape-nouvelle-dans-dialogue-entre>. Consulté le 29 mai 2024,

¹⁸³ **Ibid.**

critiquées pour leur caractère discriminatoire à l'égard des communautés musulmanes, ce chapitre se concentre sur les discours islamophobes des partis d'extrême droite et des partis anti-immigrés. Dans ce contexte, nous examinerons tout d'abord les principaux discours islamophobes, qui figurent également dans les programmes officiels de l'extrême droite européenne, puis quelques exemples frappants observés lors des campagnes électorales.

1- Le discours de l'extrême droit sur l'immigration et les immigrés en général

Les partis d'extrême droite et leurs dirigeants dans plusieurs pays européens, en particulier aux Pays-Bas, en Autriche, en France, en Belgique, en Italie et en Hongrie, ont obtenu des taux de vote significatifs ces dernières années. L'extrême droite, qui était considérée comme anormale en Europe jusqu'à récemment, commence maintenant à être considérée comme normale, est devenue un courant dominant et est passée de la périphérie au centre.¹⁸⁴ Elle a même rapproché les partis du centre de ses thèses en leur faisant subir des changements.

Bien entendu, les partis d'extrême droite ont de nombreuses caractéristiques communes et des politiques fondamentalement similaires. Le radicalisme, le populisme¹⁸⁵ et le nationalisme figurent parmi les caractéristiques communes des partis d'extrême droite.¹⁸⁶ Cas Mudde, en se basant sur les programmes des partis, mentionne 58 caractéristiques différentes qui sont, d'une manière ou d'une autre, liées aux partis d'extrême droite.¹⁸⁷

La caractéristique principale des partis populistes n'est pas d'appartenir obligatoirement à un courant idéologique issu de l'extrême droite : Le populisme est avant

¹⁸⁴ Horia Nedelcu, **Radical Right Parties in Eastern Europe**, Ottawa: Lambert Academic Publishing 2009, p. 4-5.

¹⁸⁵ Pour plus d'informations sur le caractère populiste de l'extrême droite, voir Humberto Cucchetti, Alexandre Dézé, Emmanuelle Reungoat, **Au nom du peuple? Idées reçues sur le populisme**, Cavalier Bleu, 2021.

¹⁸⁶ Aysun Baştürk, **Avrupa'da Aşırı Sağ ve Türk Göçmenler: Hollanda Örneği**, Marmara Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, İstanbul 2022, p.11.

¹⁸⁷ Pour les détails, voir Cas Mudde, «The war of words defining the extreme right party family», **West European Politics**, Volume 19, No:2, 1996, pp. 225-248.

toute chose un appel au rejet des élites et à une gouvernance basée sur les aspirations du peuple, donc du plus grand nombre.¹⁸⁸

Cynthia Miller Idriss souligne que les mouvements d'extrême droite croient aux théories conspirationnistes du « grand remplacement », du « génocide blanc », utilisées principalement aux États-Unis, et de l'Eurarchie, utilisée principalement en Europe, qui ont également été mentionnées dans l'introduction de la présente étude et qui se recoupent.¹⁸⁹ Idriss explique que ces trois théories soutiennent que la blancheur doit être protégée contre les immigrants, les Musulmans ou les juifs qui détruiraient ou remplaceraient les citoyens blancs, les chrétiens, les Américains ou les Européens. D'une part, ces théories reposent sur l'idée que les Blancs sont victimisés et, d'autre part, elles appellent à la protection de la patrie. La plus connue de ces théories, celle du grand remplacement, présentée par l'universitaire français Renaud Camus en 2011, soutient qu'il existe un plan mondial délibéré visant à remplacer les Européens blancs et chrétiens par d'autres sociétés. De même, dans son ouvrage « *Le mythe de l'islamisation: Essai sur une obsession collective* », Raphaël Liogier décrit un mythe de l'islamisation qu'il désigne comme la mise en scène d'une "pièce de théâtre paranoïaque" dans laquelle l'islam représente l'ennemi.¹⁹⁰

D'autre part, il existe également des différences entre les partis fascistes classiques et la nouvelle génération d'extrême droite qui s'est récemment renforcée en Europe. Alors que les partis fascistes classiques s'opposent à la démocratie parlementaire, au libéralisme et au socialisme, les nouveaux partis d'extrême droite n'ont pas pour objectif de renverser la démocratie. Ce qu'ils prônent, c'est une démocratie antilibérale, c'est pourquoi ils rejettent le principe du pluralisme culturel et des droits des minorités.¹⁹¹ Cette nouvelle génération de partis de droite, qui ne s'oppose pas aux institutions démocratiques, se différencie en essayant de se démarquer des partis de l'ère fasciste d'avant 1945,

¹⁸⁸ Pascal Hérard, « Populistes, nationalistes, extrême droite: quelles différences ? », **TV5 Monde**, 26 mai 2014, URL: <https://information.tv5monde.com/international/populistes-nationalistes-extreme-droite-quelles-differences-1423>, consulté le 12 juillet 2024.

¹⁸⁹ Cynthia Miller-Idriss, **Hate in the Homeland: The New Global Far Right**, Princeton University Press, 2020, p. 9-13.

¹⁹⁰ Raphaël Liogier, **Le mythe de l'islamisation: Essai sur une obsession collective**, Paris: Seuil, 2012.

¹⁹¹ Sena Okumuş, **Almanya'da Aşırı Sağın Teşkilatlanması ve İslamofobi**, Bursa Teknik Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, Ağustos 2021, p. 94.

influencés par les souvenirs amers de la Seconde Guerre mondiale.¹⁹² Ces partis sont également appelés l'extrême droite post-industrielle.

Dans cette section, nous voulons nous concentrer sur les éléments d'islamophobie dans le discours de ces partis et sur l'instrumentalisation de l'Islam pour l'aliénation. Nous savons que les partis d'extrême droite ont traité l'islamophobie en liaison avec la xénophobie et des questions telles que l'immigration, la sécurité nationale, le chômage et le chauvinisme social. En fait, alors que l'islamophobie était principalement motivée par des préoccupations économiques avant le 11 septembre, après ces attentats, les caractéristiques culturelles des Musulmans ont commencé à attirer l'attention et à susciter des réactions, de sorte que l'exclusion économique et l'exclusion culturelle ont commencé à se chevaucher.¹⁹³

Dans ce processus de marginalisation utilisé par les partis d'extrême droite, l'Islam est considéré comme monolithique et statique, comme une idéologie qui ne partage pas les valeurs des autres cultures, comme discret, irrationnel, primitif, inférieur à l'Occident, agressif, violent et au service d'intérêts politiques et militaires. Le fait que l'Islam ne soit pas seulement une religion mais une idéologie totalitaire a été l'un des principaux arguments de la droite contre la communauté musulmane en Europe.¹⁹⁴ À ce stade, il serait utile d'examiner les exemples de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, où les partis d'extrême droite sont les plus visibles et où les sentiments anti-islamiques sont les plus marqués.

a- France/ RN :

Le programme officiel du parti Rassemblement national, fondé en France en 1972 par Jean Marie Le Pen sous le nom de Front national (FN) et rebaptisé en 2018 par sa fille Marine Le Pen, qui a ensuite pris la tête du parti, comprend les déclarations suivantes :

« Il est d'usage d'affirmer que la République ne reconnaît qu'une seule communauté, la communauté nationale. Pourtant, ce principe fondamental ne figure pas

¹⁹² Boyraz, **op.cit.** p.44.

¹⁹³ Erhan Akdemir, «11 Eylül 2001, 11 Mart 2004 ve 7 Temmuz 2005 Saldırıların Ardından İslam'ın Avrupa'da Algılanışı», **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Volume 8, No 1, 2009, p.16.

¹⁹⁴ Uzunçayır, **op.cit.**, p.142.

dans la Constitution. Or, l'essor rapide du communautarisme et du séparatisme, qui trouvent leur origine dans une immigration incontrôlée imposent une imposition que la Constitution permet de mieux les combattre. Le projet de réforme de la Constitution vient d'être finalisé avec la création de l'article 3-1 ainsi rédigé : « Il n'y a en France d'autre communauté reconnue que la communauté nationale. Il est considéré que le respect de la règle commune s'impose à tous et que no individual, no group, no group, no peut se prévaloir de son origine, de sa culture, de sa langue ou de sa religion pour s'en exonérer ou en être exonéré ». Cette disposition sera de nature à empêcher la mise en place de mesures de discrimination dites « positives » et contribuera à éradiquer l'islamisme. »¹⁹⁵

Les sens des mots christianisme et judaïsme sont utilisés pour décrire les enseignements de ces religions et n'ont pas de sens négatif. Le fait que l'Islam soit la seule religion dont le nom, lorsqu'il est précédé du suffixe « -isme », ne renvoie pas à une doctrine mais à une idéologie politique, suscite la réaction de la communauté musulmane de France. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM) a déclaré : « « l'islamisme » aurait aujourd'hui une connotation négative alors que sa signification littéraire se réfère à celui qui se réclame de l'Islam », au même titre que les termes bouddhiste, hindouiste, judaïsme ou encore christianisme. Il dénonce une prise d'otage intellectuelle par des extrémistes qui se sont approprié cette notion pour l'instrumentaliser ». ¹⁹⁶

Au-delà de la dimension terminologique de la question liée au concept d'islamisme, il est clair que dans le programme officiel du RN, un concept qui inclut le terme Islam est clairement présenté comme une menace. Il est concevable que ce concept ne puisse pas être utilisé directement dans les publications officielles du parti comme « éradiquer l'Islam » et que la lutte contre l'islamisme, qui est présenté comme une idéologie extrémiste, soit préférée parce qu'il s'agit d'une écriture plus acceptable aux yeux de l'opinion publique.

¹⁹⁵ Rassemblement National, **Livret thématique, Projet de Contrôle de l'Immigration**, URL: <https://rassemblementnational.fr/livrets-thematiques>. Consulté le 1er juin 2024.

¹⁹⁶ Sénat français, « Radicalisation islamiste: faire face et lutter ensemble Tome I: Rapport », **Sénat, Rapports de Commission d'Enquête**, 7 juillet 2020, URL: <https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-12.html>. Consulté le 4 juin 2024.

Il convient de noter que l'élite politique française, qui ne privilégie pas le concept d'islamophobie dans sa terminologie et préfère des expressions telles que «discrimination à l'égard des Musulmans », se réfère directement à la religion de l'Islam ou à l'idéologie produite au nom de l'Islam plutôt qu'au terme Musulmans dans sa perception de la menace.

D'autre part, la brochure du RN sur cette question utilise des photographies de femmes et de jeunes filles musulmanes portant le voile et d'Africains politiques. Sur les cinq photographies de la brochure, trois montrent des Africains noirs et deux des femmes et des jeunes filles portant le voile. Le message véhiculé visuellement dans la brochure est que le malaise et la réaction à l'égard des migrants peuvent être fondés sur l'ethnie ou la religion, et qu'il suffit d'être un immigrant pour être perçu comme une menace.

Satı Arik et Ali Gedikoğlu, directeurs de l'ONG française COJEP, dans leur livre où ils décrivent la France comme « un pays anti-islamique », se plaignent d'avoir entendu pendant des années, dans diverses émissions de télévision, que le terme islamophobie est un concept inventé par les fondamentalistes musulmans pour s'opposer à toute critique de l'Islam.¹⁹⁷ Arik et Gedikoğlu soulignent que le terme islamophobie a été utilisé pour la première fois en français par Alain Quellien en 1910.

Dans leur article intitulé «Islamophobie: du mot au phénomène social. Approche cooccurentielle d'une notion controversée», Laura Calabrese et Magali Guaresi attirent l'attention sur le fait que l'utilisation du terme islamophobie en France a diminué entre 2013 et 2015. L'article explique ce phénomène par les attentats terroristes survenus au cours de cette période et par les débats sur l'utilisation du concept d'islamophobie.¹⁹⁸ Bien entendu, il est inévitable que la vision de l'Islam dans les médias soit influencée par les événements sociaux. Thomas Deltombe note que l'image de l'Islam de France par la télévision française, est née par la crise pétrolière et de la révolution iranienne, évolué avec la guerre du Golfe et l'islamisme algérien et elle culmine depuis le 11 septembre 2001.¹⁹⁹

¹⁹⁷ Satı Arik, Ali Gedikoğlu, **Fransa'da Göçmen Olmak, Müslüman Göçmenlerin Trajedisi**, İstanbul: Çizgi Kitabevi, Haziran 2021, p.146.

¹⁹⁸ Laura Calabrese, Magali Guaresi, «Islamophobie: du mot au phénomène social. Approche cooccurentielle d'une notion controversée», **JADTs (15es Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles)**, Toulouse, June 2020, p.4.

¹⁹⁹ Thomas Deltombe, **L'Islam imaginaire : la construction médiatique de l'islamophobie en France (1975-2005)**, paru en format poche aux éditions Paris : La Découverte, 2007.

Le 11 septembre a ouvert une nouvelle phrase, celle de la suspicion généralisée. Les media de masse ont utilisé les expressions comme « islamofascisme » et « islamo-nazisme ». L'islam est ainsi placé en opposition aux valeurs libérales et séculaires héritées des Lumières.²⁰⁰

D'autre part, en France, l'islamophobie peut être également considérée comme une expression nouvelle d'une haine qui prolonge le racisme antiarabe.²⁰¹ En effet, de nombreuses études sociologiques permettent de distinguer et d'articuler, les discriminations fondées sur l'appartenance raciale et celles fondées sur l'appartenance religieuse.²⁰²

b- Allemagne/AfD

Dans le programme de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), fondé en Allemagne en 2013 et qui est un bon exemple de la nouvelle génération de partis d'extrême droite qui ne rejettent pas la démocratie, une place particulière est accordée à l'Islam sous la rubrique de l'immigration. Le programme comprend les déclarations suivantes sur l'Islam:

« L'Islam n'appartient pas à l'Allemagne...L'AfD s'engage sans réserve en faveur de la liberté de croyance, de conscience et de confession. L'AfD s'oppose toutefois clairement à une pratique religieuse islamique qui s'oppose à l'ordre fondamental libéral et démocratique, à nos lois ainsi qu'aux fondements judéo-chrétiens et humanistes de notre culture. De nombreux Musulmans modérés vivent dans le respect de la loi, sont intégrés et sont des membres acceptés et appréciés de notre société. Ils appartiennent à l'Allemagne. Mais l'Islam n'appartient pas à l'Allemagne. Nous demandons en particulier:

²⁰⁰ Siegfried L. Mathelet, **Dynamique d'une Laïcité Dévoyée et Islamophobie – Une Hypothèse Générale et le Débat sur la «Charte de la Laïcité» au Québec (2013-2014)**, Presses de l'Université Laval, 2017, p. 47.

²⁰¹ Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, **Islamophobie, Comment les Elites Françaises Fabriquent le Problème Musulman?**, Paris: La Découverte, 2013, p. 222.

²⁰² **Ibid**, p.19.

- Les associations anticonstitutionnelles doivent se voir interdire la construction et l'exploitation de mosquées.

- Le financement de la construction et de l'exploitation de mosquées par des Etats islamiques ou des donateurs étrangers doit être empêché.

- Les imams qui souhaitent prêcher en Allemagne doivent être autorisés par l'État.

- L'AfD s'oppose à l'octroi du statut de collectivité de droit public aux organisations islamiques.

- Le voile intégral en public doit être interdit ».²⁰³

Dans ces phrases, les affirmations selon lesquelles les pratiques islamiques menacent la démocratie et les fondements humanistes de la culture allemande ne sont pas une critique du fardeau économique apporté par les immigrants musulmans, des problèmes d'intégration ou des modes de vie des individus, mais de la religion islamique elle-même. Ce point de vue, qui positionne catégoriquement l'Islam en dehors de la culture occidentale, est une version moderne des penseurs occidentaux orientalistes et de la pensée médiévale qui positionnaient l'Islam complètement à l'opposé de la culture occidentale.

La guerre civile syrienne a eu un impact significatif sur le renforcement des discours anti-immigrés et islamophobes de l'AfD. L'attitude de la chancelière allemande de l'époque, Angela Merkel, à l'égard des migrants, considérée comme généreuse, a ouvert la voie au renforcement de l'AfD, et une partie importante de l'AfD a soutenu que le parti devrait établir une relation plus étroite avec le mouvement anti-islam PEGIDA.²⁰⁴ Bien que l'AfD en tant que parti se soit tenu à l'écart des manifestations de masse, des milliers de membres et de sympathisants de l'AfD ont participé aux manifestations de PEGIDA.

²⁰³ AfD, « Grundsatzprogramm für Deutschland », AfD, 30 avril 2016, URL: <https://www.afd.de/grundsatzprogramm/>. Consulté le 5 juin 2024,

²⁰⁴ Cihan Uzunçayır, *Neo Faşizmden Popülizme Avrupa'da Aşırı Sağ: Almanya ve İtalya Örnekleri*, İstanbul: Liberus Kitap, 2021, p. 171-172.

c- Pays-Bas /PVV :

Le « Parti pour la liberté », représentant de la nouvelle génération de partis d'extrême droite créée aux Pays-Bas en 2006, et son leader Gert Wilders sont parmi les représentants de l'extrême droite les plus discutés dans le contexte de la xénophobie et de l'islamophobie de ces dernières années. Les points suivants sont énoncés dans le programme du parti :

« Il n'y a pas non plus de place aux Pays-Bas pour les sympathisants du djihad violent et de la charia. Les Pays-Bas ne sont pas un pays islamique. Notre propre culture et nos lois laïques ont toujours la priorité, et si vous n'aimez pas cela, vous n'avez qu'à partir.... Car il n'y a aucune partie de notre société qui ne soit pas affectée par l'admission de tant de chercheurs de fortune. Notre culture et notre mode de vie occidental sont menacés par l'admission d'un grand nombre de personnes, souvent originaires de pays islamiques non occidentaux...Même les terroristes syriens entrent dans notre pays sans être dérangés par l'afflux de demandeurs d'asile. Les immigrants non occidentaux sont en moyenne trois fois plus susceptibles d'être soupçonnés d'un crime que les Néerlandais de souche...Les Marocains sont même 5 fois plus nombreux et les Somaliens 6 fois plus. Des chiffres qui ne mentent pas... En bref, nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme au désastre de l'asile et de l'immigration ! En limitant l'afflux de demandeurs d'asile et de migrants aux Pays-Bas, nous réduirons aussi considérablement l'islamisation de notre pays !.... Les Pays-Bas ne sont pas un pays islamique : pas d'écoles islamiques, de corans et de mosquées...Nous voulons moins d'Islam aux Pays-Bas et nous y parviendrons en réduisant l'immigration non occidentale et en introduisant un gel général du droit d'asile... Interdire le port du foulard islamique dans les bâtiments gouvernementaux, y compris les États généraux... La liberté d'enseignement est une grande chose. Cependant, il n'y a pas de place pour un enseignement qui entre en contact avec les grands principes sur lesquels notre société est fondée : la liberté, l'égalité entre hommes et femmes, hétérosexuels ou LGBT, religieux ou confessionnels. Cela signifie que n'accordons pas de place à l'éducation islamique dans notre système et que n'interdisons...Interdire l'éducation islamique parce qu'elle menace notre liberté et nos valeurs...Les relations avec les pays islamiques qui adhèrent à la charia et dont les

parlementaires néerlandais reçoivent d'ailleurs des menaces de mort sans qu'ils n'agissent, seront rompues immédiatement... ».²⁰⁵

Comme le programme de l'AfD, celui du PVV identifie l'Islam aux concepts de charia, de violence et de djihad. Il souligne que la culture locale est menacée par les immigrants et qu'il faut empêcher l'immigration en provenance de pays non occidentaux. Cette perception de l'Islam et des immigrants musulmans montre que, comme dans le cas de l'Eurabie, on craint que la culture orientale ne devienne dominante en Occident avec les vagues d'immigration.

2- Les éléments islamophobes dans les campagnes électorales

Dans la section précédente, nous avons examiné les éléments d'islamophobie inscrits dans les programmes officiels des partis d'extrême droite. Dans cette section, nous examinerons les reflets frappants de ces mêmes éléments dans le discours de ces partis sur le terrain et, surtout, dans leurs campagnes électorales. Pour ce faire, nous analyserons les cas de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, dans le même ordre que dans la section précédente.

a- France/RN :

En France, le discours du RN et de son prédécesseur le FN, défini par le terme islamisme dans le programme du RN, est que l'Islam est en fait une idéologie, que cette idéologie menace le pays et qu'elle doit être combattue.

Une affiche anti-islamique utilisée par le parti Front national en France lors des élections régionales de 2010, avant que son nom ne soit changé en Rassemblement national et que Jean Marie Le Pen n'en cède la direction à sa fille Marine Le Pen, a suscité un grand débat public et une crise diplomatique avec l'Algérie. L'affiche du FN montrait une femme en burqa et une carte de France peinte aux couleurs du drapeau algérien et

²⁰⁵ PVV, « Verkiezingsprogramma », PVV, 2023, URL: <https://www.pvv.nl/verkiezingsprogramma.html>, page consultée le 6 juin 2024.

entourée de minarets ressemblant à des missiles.²⁰⁶ Le slogan utilisé sur l’affiche était « Non à l’islamisme ».

Il convient de noter que le concept d’islamisme utilisé dans ce slogan figure toujours dans le programme du parti aujourd’hui. Il convient également de noter l’utilisation de l’avertissement selon lequel « le pays sera envahi par une autre culture », qui est fréquemment utilisé dans les discours islamophobes. En d’autres termes, l’Islam est idéologisé sous le nom d’islamisme et la perception que le pays est menacé par une idéologie d’origine étrangère est créée. Par conséquent, ici aussi, nous constatons que la perception de la menace est basée sur des concepts abstraits tels que la religion et l’idéologie, plutôt que sur les migrants en tant qu’individus et sur les dommages qu’ils causent au pays.

Marine le Pen, présidente du RN, elle a proposé un projet de loi dur, visant à lutter contre les idéologies islamistes. Le texte, qui fait partie du programme présidentiel, est un concentré de mesures à caractère ultra-répressif, qui imposera l’atteinte à plusieurs libertés fondamentales, comme l’interdiction du voile dans l’espace public et l’interdiction du halal.²⁰⁷

Lors de la campagne pour l’élection présidentielle 2022, Sébastien Chenu, député RN du Nord et porte-parole de Marine Le Pen, a expliqué qu’« à partir du moment où le voile est l’expression de l’islamisme, nous allons faire voter une loi qui définira ce qu’est l’islamisme ». A la question de savoir si toutes les personnes voilées sont des islamistes, Sébastien Chenu a répondu, dans la logique du projet énoncé : « Ben oui. Nous inviterons les personnes qui portent ce voile à le retirer. »²⁰⁸

Dans une interview accordée en septembre 2021, Éric Zemmour, un autre homme politique et journaliste français d’extrême droite, candidat aux élections présidentielles

²⁰⁶ T24, « Le Pen’in son kartı İslam düşmanlığı », **T24**, 9 mars 2010, URL: <https://t24.com.tr/haber/le-penin-son-karti-islam-dusmanligi,72116>. Consulté le 6 juin 2024.

²⁰⁷ Lou Syrah, « Islam: avec Marine Le Pen, la persécution au programme » **Mediapart**, 17 avril 2022, URL: <https://www.mediapart.fr/journal/france/170422/islam-avec-marine-le-pen-la-persecution-au-programme>. Consulté le 7 juin 2024.

²⁰⁸ Ivonne Trippenbach, « La stratégie sémantique de Marine Le Pen sur le voile islamique suscite la confusion dans son équipe », **Le Monde**, 8 avril 2022, URL: https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/04/08/la-strategie-semantique-de-marine-le-pen-sur-le-voile-islamique-suscite-la-confusion-dans-son-equipe_6121253_6059010.html. Consulté le 8 juin 2024.

de 2022, n'a pas hésité à déclarer ouvertement que l'Islam n'était pas adapté à la France. Il a déclaré: « L'Islam est une religion politique par essence. L'Islam n'est pas occupé par l'intériorité des fidèles, mais par des normes sociales et politiques. C'est une religion qui concurrence le code civil...l'Islam, c'est l'islamisme au repos et l'islamisme, c'est l'Islam en action ». ²⁰⁹ Les déclarations de Zemmour suggèrent que l'Islam n'est pas seulement une religion mais aussi une idéologie et qu'il constitue une menace pour la France en raison de son caractère idéologique.

b- Allemagne/AfD

On observe que l'AfD a accordé une importance particulière à la question des immigrés-étrangers-harmonie au cours du processus de propagande des élections parlementaires fédérales de 2017. La crise des migrants, qui a atteint son paroxysme avec les migrants syriens, a été une question importante à l'ordre du jour de l'Allemagne comme dans d'autres pays occidentaux. Voici quelques exemples du langage et des discours utilisés par l'AfD au cours des processus de propagande lors de ces élections. ²¹⁰

- « L'Islam ? pas dans notre cuisine. Il s'agit d'un autre slogan utilisé pendant les élections. Sur l'une des affiches utilisées, l'image d'un porcelet était placée en haut et le texte ci-dessus était placé en dessous. Sur une autre affiche, l'image d'un buffet döner était placée sous le même texte.

- Il a été maintes fois affirmé et souligné que l'Islam n'est pas une religion et que les Musulmans ne s'intègrent pas culturellement à l'Allemagne.

- L'immigration doit être soumise à des règles strictes. L'immigration doit être soumise à des règles strictes et toute personne souhaitant venir en Allemagne ne doit pas être autorisée à entrer, ont souligné les responsables de l'AfD à un moment où les réfugiés syriens étaient en route vers l'Europe en raison de la guerre. »

²⁰⁹ Merouane Mokdad, « Eric Zemmour : l'Islam est incompatible avec la France », **24H Algérie**, 24 septembre 2021, URL: <https://www.24hdz.dz/eric-zemmour-islam-incompatible-france/>. Consulté le 10 juin 2024.

²¹⁰ Mehmet Soytürk, «Almanya'da Siyasi Irkçılık ve İslamofobi, AfD Örneği» **OPUS Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi**, Volume 9, No 16, 2018, p. 1449.

De nombreux points exprimés par le PEGIDA dans ses manifestations et dont il exigeait la réalisation recoupaient les objectifs de l'AfD. Les membres et dirigeants de droite du parti ont adhéré à la demande de PEGIDA d'empêcher l'islamisation de l'Occident. Cette exigence permettrait également d'empêcher la multiculturalisation de la société allemande. L'AfD a poursuivi sa politique et sa rhétorique contre les Musulmans et les immigrés en général. Avec des pétitions dans de nombreuses villes et États, ils ont demandé la fin de la « culture de l'accueil » à l'encontre des immigrés.

L'AfD ne fait pas toujours un lien direct entre l'Islam et les questions de migration, d'intégration, de réfugiés et d'asile, que le parti présente comme une menace pour une culture allemande qu'il interprète comme homogène, chrétienne et occidentale. Quand ils n'attisent pas les craintes d'une « islamisation », voire de l'instauration de la charia dans des sociétés parallèles, les populistes de droite de l'AfD utilisent une terminologie floue liée aux théories du complot. Des termes tels que « criminalité étrangère » et « clanique ou sphère orientale » fonctionnent comme des codes islamophobes. De plus, en utilisant le terme « islamique » à la place d'« islamiste », c'est l'Islam dans son ensemble qui est dépeint comme une menace.²¹¹

c- Pays-Bas/ PVV :

Lorsque Geert Wilders, leader du Partij voor de Vrijheid aux Pays-Bas, a appelé à l'interdiction du Coran en 2017, il a dépeint le Coran comme la source d'une idéologie malade et fasciste qui, à l'instar de Mein Kampf d'Hitler, promeut la mort et la destruction et veut anéantir tout ce qui symbolise la démocratie occidentale moderne.²¹²

Lors des élections législatives générales de 2021, Wilders a fondé sa politique sur l'arrêt de l'islamisation. Wilders a promis de fermer les mosquées et les écoles islamiques

²¹¹ Joseph Croitoru, «From open to latent Islamophobia», **Qantara**, 29 avril 2024, URL: <https://qantara.de/en/article/discourse-about-islam-german-politics-open-latent-islamophobia>, page consultée le 11 juin 2024.

²¹² Tuba Altunkaya, «Wilders: Kur'an Hollanda'da yasaklanmalı», **Euronews**, 5 mars 2017, URL: <https://tr.euronews.com/2017/03/05/wilders-kur-an-hollanda-da-yasaklanmali>. Consulté le 11 juin 2024.

aux Pays-Bas, d'interdire le droit de vote et d'éligibilité aux Pays-Bas pour les doubles nationaux, et de créer un ministère de l'immigration et de la désislamisation.²¹³

Définissant l'Islam comme « l'idéologie d'une culture attardée » et décrivant les Marocains comme de la « racaille », Wilders est souvent considéré comme rappelant l'ancien président américain Donald Trump en raison de sa rhétorique provocatrice et de son utilisation des médias sociaux.²¹⁴

Cependant, Wilders, qui a remporté 37 sièges avec 23,5 % des voix lors des élections générales anticipées du 22 novembre 2023, a retiré le projet de loi qu'il avait précédemment soumis au Parlement sous le titre de « l'interdiction des expressions islamiques », qui comprenait la fermeture des mosquées et des écoles islamiques dans le pays et l'interdiction du Saint Coran et de la burqa. M. Wilders a également retiré ses propositions de loi visant à refuser le droit de vote et d'éligibilité aux personnes ayant une double nationalité et à autoriser la détention des membres de DAESH pendant six mois sans procès. Toutefois, des experts ont déclaré que ces mesures constituaient une manœuvre politique en vue des négociations de coalition.²¹⁵

²¹³ Yusuf Özkan, « Hollandalı seçmenler aşırı sağcı lider Wilders'in Müslümanlara daha iyi davranmasını istiyor », **BBC News Türkçe**, 12 mars 2021, URL: <https://www.bbc.com/turkce/haberler-dunya-56375536>. Consulté le 11 juin 2024.

²¹⁴ Medyascope, « Hollanda'nın Trump'ı, İslam ve göç karşıtı: Seçim zaferi Avrupa'yı şaşkına çeviren aşırı sağcı Geert Wilders kimdir? », **Medyascope**, 23 novembre 2023, URL: <https://medyascope.tv/2023/11/23/hollandanin-trumpi-islam-ve-goc-karsiti-secim-zaferi-avrupayi-saskina-ceviren-asiri-sagci-geert-wilders-kimdir/>. Consulté le 11 juin 2024.

²¹⁵ Abdullah Aşiran, « İrkçi Wilders, daha önce sunduğu İslam karşıtı yasa tasarısı teklifini geri çekti », **Anadolu Ajansı**, 8 janvier 2024, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/irkci-wilders-daha-once-sundugu-islam-karsiti-yasa-tasarisi-teklifini-geri-cekti/3103410>. Consulté le 11 juin 2024.

CONCLUSION

Dans ce travail, nous nous sommes penchées sur la montée de l'islamophobie en Europe notamment dans la dernière décennie. Dans ce cadre-ci, nous avons essayé de répondre à la question d'en quel sens et dans quelle mesure l'islamophobie peut être considérée comme une forme de racisme.

L'étude des exemples ont démontré que l'islamophobie ciblant non seulement les Musulmans mais aussi la religion elle-même, menace les valeurs démocratiques et la paix social juste comme le racisme classique et la xénophobie.

Bien que l'histoire de l'islamophobie soit essentiellement aussi ancienne que la naissance de l'Islam, ainsi que le conflit entre les Musulmans et les Chrétiens au Moyen-Âge, son émergence en tant que concept est relativement récente. Cette hostilité est combinée à un « sentiment anti-immigrés » en Europe, qui ne peut être défini uniquement sur la base de l'ethnicité ou de la religion, et ces antagonismes se nourrissent mutuellement.

Parmi les principales causes de l'islamophobie, on peut distinguer le conflit historique islamo-chrétien, l'approche sécuritaire en raison de l'association de l'Islam au terrorisme, au fondamentalisme et à l'extrémisme, l'impact de l'Islam sur l'Europe se traduit par des vagues de migration, la visibilité croissante de l'Islam dans la sphère publique, l'augmentation de la population musulmane par l'immigration et le sentiment anti-immigration, la montée des partis populistes de droite alimentés par l'islamophobie, les crises économiques et l'inquiétude face à l'avenir.

Historiquement, l'augmentation des migrations et du terrorisme a déclenché des politiques qui donnent la priorité à la sécurité après la Guerre froide, ouvrant la voie à une transition de l'inquiétude à l'anxiété extrême dans le contexte de l'islamophobie. Ce processus a également mis en évidence les préjugés et les peurs qui existaient depuis longtemps, et la discrimination a pris de l'ampleur. Dans ce contexte, on peut même affirmer que l'orientalisme s'est transformé en islamophobie aujourd'hui.²¹⁶

²¹⁶ Çeçen, **op. cit.** p.57.

Par conséquent, l'appartenance des migrants musulmans aux sociétés dans lesquelles ils vivent est ébranlée, leur introversion augmente et leur intégration est affectée négativement. Avec le renforcement de l'extrême droite en Europe, le glissement du centre-droit vers l'extrême droite encourage la recherche de légitimité de l'extrême droite et fait en sorte que les discours discriminatoires soient considérés comme normaux. Ces discours sont même adoptés par le centre-droit. En conséquence, des pratiques telles que le profilage ethnique ou le classement séparé des musulmans dans les politiques d'immigration sont considérées comme naturelles.

En outre, l'islamophobie est jugée acceptable au nom de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, les mesures prises mettant l'accent sur les préoccupations sécuritaires. Les politiques populistes menées par l'extrême droite sont motivées par la simplicité de l'assimilation de l'Islam au terrorisme. On observe que l'islamophobie a été institutionnalisée par les mesures prises par les autorités et que la frontière délicate entre la liberté d'expression et le manque de respect pour les valeurs sacrées a été rendue ambiguë ou fluide. L'augmentation récente des incidents liés à l'incinération du Coran dans les pays d'Europe du Nord en est la preuve la plus évidente.

L'islamophobie est similaire au racisme classique en ce sens qu'un autre groupe est intrinsèquement altéré et que de nombreuses caractéristiques négatives lui sont attribuées, qu'un préjugé se forme à l'encontre des individus sur la base de leur identité plutôt que de leurs caractéristiques individuelles et qu'en conséquence, ils sont exclus et victimes de discrimination.

Les attaques physiques contre les symboles islamiques et les mosquées, que nous avons analysées dans la première partie, les pratiques discriminatoires, que nous avons examinées dans la deuxième partie, et les discours des partis d'extrême droite, qui ont récemment gagné en puissance, ont des conséquences similaires aux problèmes des migrants exposés à la haine fondée sur la race. Le résultat de la haine fondée sur la race et de la haine fondée sur la religion est l'exclusion, la marginalisation et même l'attaque des communautés exposées à cette haine.

D'autre part, des enquêtes menées à l'échelle de l'UE montrent que la discrimination à l'égard des étrangers peut être fondée sur la race ou la religion, que dans

la plupart des cas ces raisons sont liées, que la réaction n'est pas uniquement liée à la religion ou à la couleur de peau de l'étranger, que les immigrés qui sont considérés comme l'autre sont pris pour cible et qu'il existe un sentiment anti-immigrés. Dans le cadre de la lutte contre la discrimination à l'égard des migrants, il est nécessaire de sensibiliser à l'islamophobie ainsi qu'au racisme classique, et de lutter contre ces mouvements qui sont contraires aux concepts des droits de l'homme et de l'égalité.

Il est souligné que l'islamophobie, qui revient fréquemment à l'ordre du jour avec les autodafés de Coran, est un nouveau type de racisme et est évaluée dans le cadre du racisme culturel. Dans la compréhension du racisme culturel, les caractéristiques culturelles et ethno-religieuses sont le principal déterminant plutôt que les caractéristiques génétiques et biologiques. Ce ne sont pas les caractéristiques génétiques-ethniques de la personne ou du groupe, mais l'appartenance culturelle-religieuse et les normes-valeurs et pratiques religieuses adoptées en conséquence qui sont prises pour base, et dans ce contexte, les attitudes discriminatoires envers les minorités ethniques-religieuses-culturelles-groupes marginalisés peuvent être révélées.

Ce nouveau racisme, qui est également décrit comme le racisme moderne, se manifeste par des attitudes de peur et de haine, de xénophobie et d'islamophobie à l'égard des groupes d'immigrés et des étrangers vivant en tant que minorités dans les sociétés dominantes, en particulier les Musulmans. Cependant, ce qui est commun à chaque type de racisme est l'existence de préjugés, d'étiquetage, de stéréotypes, d'hostilité de groupe, de discours de haine et de discrimination basés sur différents fondements d'une manière ou d'une autre.²¹⁷ Özcan Hıdır affirme que le racisme culturel est utilisé comme un instrument des forces mondiales qui tentent de rétablir l'ordre mondial contemporain et le projet d'Islam européen et, à cet égard, il définit le racisme culturel comme le bras exploratoire du « projet d'Islam européen » basé sur le libéralisme et le révisionnisme.

Certaines études comparent l'islamophobie et l'antisémitisme dans le cadre du racisme culturel et cherchent à déterminer si l'islamophobie est une continuation de l'antisémitisme. Certains soutiennent que l'antisémitisme est différent de l'islamophobie en raison de la présence de la race et de la religion dans l'antisémitisme, que

²¹⁷ Hıdır, *op. cit.* p. 131.

l'antisémitisme a sa propre histoire et ne peut être comparé à l'islamophobie, que l'antisémitisme découle de peurs irréalistes, alors que les préjugés de l'islamophobie ont des raisons réelles, et d'autres affirment que l'islamophobie et l'antisémitisme doivent être considérés comme une combinaison culturelle qui racialise les minorités juives et musulmanes.

En tout cas, « l'islamophobie est le nouvel antisémitisme » est un jugement efficace. Cela nous rappelle qu'on doit combattre l'islamophobie comme l'antisémitisme. Aujourd'hui, les auteurs d'actes antisémites peuvent être poursuivis à la fois socialement et juridiquement. Il est donc important de conceptualiser l'islamophobie de la même manière que l'antisémitisme afin de permettre aux Musulmans de revendiquer plus facilement leurs droits en Occident, ne serait-ce que sur le plan juridique. La conceptualisation de l'islamophobie ouvrira la voie à des mécanismes de lutte contre l'islamophobie et à la reconnaissance de ce crime de haine et de discrimination à l'encontre des Musulmans en tant que crime institutionnel.²¹⁸ Bien que les avis divergent sur la similitude entre l'islamophobie et l'antisémitisme, il est possible d'exiger la mise en œuvre de réglementations similaires en termes de répression des crimes de haine.

À ce stade, le principal objectif de la lutte contre l'islamophobie devrait être de renforcer la coopération internationale pour sensibiliser le monde au fait que l'islamophobie est un problème de droits de l'homme et qu'elle menace les valeurs démocratiques et la culture de la coexistence. Le caractère d'exclusion et de marginalisation de l'islamophobie doit être perçu par toutes les composantes de l'opinion publique et doit être contenu et neutralisé dans les zones marginales. Dans ce contexte, il convient également de veiller à ce que les attaques motivées par l'islamophobie soient définies comme des crimes de haine dans le droit international et dans les législations nationales des pays et fassent l'objet de sanctions pénales.

Todd H. Green, dans son livre «*The Fear of Islam - An Introduction to Islam in the West*», mentionne qu'il a demandé aux experts qu'il a interrogés quelles mesures devraient être prises contre l'islamophobie. Green a reçu le plus souvent les réponses suivantes : (1) s'exprimer à chaque fois et partout où l'islamophobie se manifeste, (2)

²¹⁸ Merve Ar, « Kültürel Irkçılık Bağlamında İslamofobi ve Antisemitizm İlişkisi ». **Dinbilimleri Akademik Araştırma Dergisi**, Volume 23 No 2, septembre 2023, p. 512.

cibler et discréditer les individus et les institutions qui profitent financièrement et politiquement de la diffusion d'informations erronées sur l'Islam, (3) cultiver les relations interpersonnelles et interconfessionnelles entre musulmans et non-musulmans, et (4) éduquer le public sur l'islam, en particulier sur sa diversité et sur les points communs qu'il partage avec l'Occident et d'autres traditions religieuses.²¹⁹

Afin de contrôler l'anti-islamisme institutionnalisé, la lutte doit également acquérir un caractère institutionnel. Dans ce contexte, la coopération internationale entre en jeu. L'interaction et la coordination sur les plateformes multilatérales sont importantes pour obtenir des résultats dans la lutte contre l'islamophobie. Dans ce contexte, des mesures prometteuses ont été prises jusqu'à présent, même si elles ne sont pas suffisantes.

Les décisions de l'ONU, que nous avons mentionnées en première partie sont importantes en ce sens. La décision prise par l'ONU en 2021 de déclarer le 15 mars, l'anniversaire des attentats de Christchurch, *Journée internationale de lutte contre l'islamophobie* est une décision importante et symbolique en termes de sensibilisation mondiale à cette question. De même, le fait que les attaques contre les symboles religieux soient définies comme une violation du droit international et une haine religieuse par les Nations unies, bien qu'elles ne soient pas contraignantes pour la législation nationale des pays, encourage ces derniers à prendre des dispositions juridiques à cet égard. Enfin, dans la résolution sur les mesures de lutte contre l'islamophobie, adoptée à l'ONU le 15 mars 2024, le Secrétaire général de l'ONU a été invité à nommer un représentant spécial sur l'islamophobie.²²⁰

Outre l'ONU, l'institution du représentant spécial existe également dans d'autres organisations internationales. Evren Dağdelen Akgün, un ambassadeur turc, est actuellement le représentant spécial pour la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des Musulmans de l'OSCE.²²¹ Mehmet Paçacı, un autre ambassadeur turc, a été

²¹⁹ Todd H. Green, *The Fear of Islam - An Introduction to Islam in the West*, Minneapolis: Fortress Press, 2015, p.312.

²²⁰ UN, « Marking International Day to Combat Islamophobia, General Assembly Adopts Resolution Condemning Anti-Muslim Violence, Calling for Action against Religious Intolerance », **UN Meetings Coverage and Press Releases**, 15 mars 2024, URL: <https://press.un.org/en/2024/ga12587.doc.htm>. Consulté le 12 juin 2024.

²²¹ T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No:13, 25 Ocak 2024, Büyükelçi Evren Dağdelen Akgün'ün, AGİT Dönem Başkanlığı Tarafından Müslümanlara Karşı Hoşgörüsüzlük ve Ayrımcılıkla Mücadele Özel Temsilcisi Olarak Atanması Hk. », **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 25 janvier 2024,

nommé représentant spécial du secrétaire général de l'OCI sur l'islamophobie lors du 15^e sommet de l'Organisation de la coopération islamique qui s'est tenu à Banjul les 4 et 5 mai 2024.²²² De même, les postes de Représentant spécial de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe sur les crimes de haine antisémites et antimusulmans et toute forme d'intolérance religieuse et de coordinateur européen chargé de lutter contre la haine antimusulmane ont été créés.

L'OSCE a publié une série de dix lignes directrices sur la lutte contre l'islamophobie.²²³ Parmi les principales lignes de on peut distinguer, identifier le motif antimusulman sous-jacent aux crimes de haine et le traiter, assurer la sécurité des communautés musulmanes et des sites islamiques et soutenir les victimes d'attaques islamophobes.

Bien que ce document de l'OSCE soit un document important et utile en termes de lutte contre l'islamophobie, il convient de noter que le concept de « crimes de haine contre les Musulmans » est préféré au terme d'islamophobie, et qu'il n'est pas destiné à donner l'impression qu'il existe une haine directe contre la religion de l'Islam. Néanmoins, la plupart des études contemporaines reconnaissent que l'islamophobie consiste en une hostilité à l'égard des musulmans et de l'Islam.²²⁴

Outre les organisations internationales, les mesures positives prises par les pays occidentaux montrent également qu'une prise de conscience est en cours sur cette question. Par exemple, dans le communiqué de presse publié sur le site web de la Maison Blanche le 1er novembre 2023, il est annoncé que l'administration Biden a commencé à préparer un document intitulé « Stratégie nationale contre l'islamophobie ».²²⁵ La

URL: https://www.disisleri.gov.tr/no_-13_-buyukelci-evren-dagdelen-akgun-un-agit-donem-baskanligi-tarafindan-ozel-temsilci-olarak-atanmasi-hk.tr.mfa. Consulté le 12 juin 2024.

²²² T.C. İİT Nezdinde Daimi Temsilciliği, « No: 77, 5 Mayıs 2024, Büyükelçi Mehmet Paçacı'nın İslam İşbirliği Teşkilatı Genel Sekreteri'nin İslamofobi Özel Temsilcisi Olarak Atanması Hk. » **T.C. İİT Nezdinde Daimi Temsilciliği**, URL: <https://iit-dt.mfa.gov.tr/Mission/ShowAnnouncement/409867>. Consulté le 12 juin 2024.

²²³ OSCE/ODIHR, **Understanding Anti-Muslim Hate Crimes Addressing the Security Needs of Muslim Communities, a Practical Guide**, Varsovie: Published by ODIHR, 2020.

²²⁴ Anna Sophie Lauwers affirme que les Musulmans et l'Islam sont inséparables. Elle ajoute que cela est reconnu par la plupart des études contemporaines, qui classent généralement l'hostilité à l'égard de l'islam et l'hostilité à l'égard des Musulmans dans la catégorie "islamophobie". Voir Anna Sophie Lauwers, op. cit. p. 309.

²²⁵ The White House, « Statement from White House Press Secretary Karine Jean-Pierre on President Biden's Establishment of First-Ever National Strategy to Counter Islamophobia », **The White House, Statements and Releases**, 1er novembre 2023,

Norvège a annoncé son plan d'action sur la lutte contre la discrimination et la haine à l'égard des Musulmans en 2021.²²⁶ La Suède a également annoncé un plan d'action contre l'islamophobie pour 2023.²²⁷ Le Canada a nommé un représentant spécial, comme l'ont fait les organisations internationales.²²⁸ En Allemagne, un groupe d'experts travaille sur l'islamophobie.²²⁹ On sait qu'il existe des groupes d'experts et des plans d'action similaires dans d'autres pays.

Cependant, ces mesures prises par les organisations internationales et les pays sont loin d'apporter des changements fondamentaux à la situation sur le terrain à ce stade. Tout d'abord, il convient de rappeler que les mesures prises aux Nations unies le sont généralement à l'initiative des États membres de l'OCI, souvent même en dépit des États membres de l'UE, et qu'il est difficile de parvenir à une compréhension commune entre les États membres de l'OCI et le groupe de l'UE en ce qui concerne l'insulte aux symboles islamiques. En outre, pour que de réels progrès soient réalisés dans la lutte contre l'islamophobie, il faut une forte volonté politique de la part des gouvernements nationaux.

La montée de l'extrême droite en Europe, les récentes attaques terroristes, la conjoncture internationale liée à la question palestinienne et les problèmes économiques actuels sont les facteurs qui empêchent la formation de cette volonté à court terme. Le succès des partis d'extrême droite aux élections du Parlement européen qui se sont tenues du 6 au 9 juin 2024 confirme ce point de vue.²³⁰ En France, bien que le RN ait perdu les élections générales du 30 juin 2024 et du 7 juillet 2024, le fait qu'il soit devenu le premier

URL: <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/11/01/statement-from-white-house-press-secretary-karine-jean-pierre-on-president-bidens-establishment-of-first-ever-national-strategy-to-counter-islamophobia>. Consulté le 5 mai 2024.

²²⁶ Government of Norway, **Action plan to combat discrimination and hatred towards Muslims (2020-2023)**, 16 août 2021, URL: <https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/action-plan-to-combat-discrimination-and-hatred-towards-muslims-2020-2023/id2765543/>. Consulté le 5 mai 2024.

²²⁷ Government Offices of Sweden, **Action programme to combat Islamophobia**, 10 février 2023, URL: <https://www.government.se/information-material/2023/02/action-programme-to-combat-islamophobia/>. Consulté le 5 mai 2024.

²²⁸ Gouvernement du Canada, « Canada's Special Representative on Combatting Islamophobia », **Gouvernement du Canada**, URL: <https://www.canada.ca/en/canadian-heritage/campaigns/combating-islamophobia-canada/special-representative.html>. Consulté le 5 mai 2024.

²²⁹ Universität Erfurt, « Expert group presents final report on Muslim hostility in Germany », **Universität Erfurt**, 30 juin 2023, URL: <https://www.uni-erfurt.de/en/university/current/news/news-detail/expert-group-presents-final-report-on-muslim-hostility-in-germany>. Consulté le 6 mai 2024.

²³⁰ En France et en Autriche, le RN et FPÖ ont remporté les élections, alors qu'e l'AfD a gagné de terrain en Allemagne. Pour les détails sur les résultats d'élections, voir le site officielle du Parlement européen, «2024 European election results», **Parlement européen**, URL: <https://results.elections.europa.eu/>. Consulté le 14 juin 2024.

parti avec 33 % des voix au premier tour est un autre indicateur récent allant dans ce sens.²³¹

Il convient également de noter ici qu'en dehors des mesures prises par les pays membres de l'OCI au sein des organisations internationales contre toutes ces tendances islamophobes, l'absence de réaction suffisante de la part des intellectuels, des sociétés et des organisations non gouvernementales du monde islamique rend également la lutte contre l'islamophobie difficile. Il convient de rappeler que dans de nombreux pays d'Europe occidentale, même le taux de participation des immigrants musulmans aux élections est très faible.

Cependant, il ne faut pas oublier que la lutte contre ce nouveau racisme est un processus à long terme et qu'elle nécessite une lutte internationale tous azimuts et un travail systématique.

²³¹ Pour les résultats des élections législatives 2024, voir Le Monde, «Les résultats des élections législatives 2024» **Le Monde**, URL: <https://www.lemonde.fr/resultats-elections/>. Consulté le 13 juillet 2024.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ALLEN, Chris, **Islamophobia**, The UK: Ashgate, 2010.

ARIK, Satı, GEDİKOĞLU, Ali, **Fransa’da Göçmen Olmak, Müslüman Göçmenlerin Trajedisi**, İstanbul: Çizgi Kitabevi, juin 2021.

AYDIN VAROL, Fatma Betül, **İslamofobi Söylemi, Avrupa Basınında Yükselen bir Trend**, İstanbul: Pınar Yayınları, 2020.

AYDIN, Hakan, EKEN, Metin, DERELİ, Mustafa Derviş, **Medya ve İslamofobi**, İstanbul: Nobel Yayınları, août 2019.

BALDWIN-EDWARDS, Martin, SCHAIN, Martin, **The Politics of Immigration in Western Europe**, Routledge, 1994.

BAYRAKTAR Cemile, **Siyasallaşan İslamofobi, Eleştirel Güvenlik Ekolü Perspektifinden Anti-İslamizm**, İstanbul: Lejand Yayınları. mai 2021.

BOYRAZ, Hacı Mehmet, **Avrupa’da Göç, Güvenlik ve Aşırı Sağ**, Lejand Yayınları, décembre 2022.

ÇEÇEN, Ahmet Faruk, **İslamofobi ve Sosyal Medyada Nefret Söylemi**, Konya: Lüteratürk Akademia, 2021.

CHOUDHURY, Cyra Akila, BEYDOUN, Khaled, **Islamophobia and the Law**, Cambridge University Press, 2020.

CUCHETTI, Humberto, DEZE, Alexandre, REUNGOAT, Emmanuelle, **Au nom du peuple? Idées reçues sur le populisme**, Cavalier Bleu, 2021.

ÇOBAN, Büşra Şen, **Kültürel İrkçilik Bağlamında İslamofobi**, İstanbul: Efeakademi Yayınları, novembre 2022.

DELTOMBE, Thomas, **L’Islam imaginaire : la construction médiatique de l’islamophobie en France (1975-2005)**, paru en format poche aux éditions Paris : La Découverte, 2007.

ESPOSITO, John L., **Islam: The Straight Path**, New York: Oxford University Press, 1991.

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS, **Second European Union Minorities and Discrimination Survey**, Publications Office of the EU, 2018,

FEKETE, Liz, **A Suitable Enemy, Racism, Migration and Islamophobia in Europe**, New York: PlutoPress, 2009.

FREEHLING, William W., **The Reintegration of American History: Slavery and the Civil War**, Oxford University Press, 1994.

FUKUYAMA, Francis, **The End of History and the Last Man**, Free Press, 1992, p. 328-339.

GREEN, Todd H., **The Fear of Islam - An Introduction to Islam in the West**, Minneapolis: Fortress Press, 2015.

HAJJAT, Abdellali, MOHAMMED, Marvan, **Islamophobie, Comment les Elites Françaises Fabriquent le Problème Musulman?**, Paris: La Découverte, 2013.

HIDIR, Özcan, **İslamofobi 2.0, Yeni Nesil İslamofobi ile Yeni Nesil Mücadele**, İstanbul: İnsan Yayınları, octobre 2023.

HOURANI, Albert, **Avrupa ve Orta Doğu**, traduit par Ahmet Aydoğan, Fahrettin Altun, İstanbul: Türk Tarih Kurumu Kütüphanesi, 2001.

HUMAN RIGHTS WATCH, **World Report 2023- Events of 2022**, Etats-Unis: 2023, p. 237.

HUNTINGTON Samuel, **The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order**, Simon & Schuster, 1996.

KAYA, Ayhan, KENTEL, Ferhat, **Euro-Turks: A Bridge or a Breache between Turkey and European Union?** Brüksel: Centre for European Policy Studies, 2009.

KEPEL, Gilles, **Allah'ın Batısında**, traduit par Işık Ergüden, İstanbul: Metis Yayınları, 1995.

KÜÇÜKCAN, Talip, **Diaspora Türkleri: Avrupa'da Türk İmaja ve İslamofobi**, İstanbul: Çizgi Kitabevi, Mart 2021.

KULA, Onur Bilge, **Batı Felsefesinde Oryantalizm ve Türk İmgesi**, İstanbul: Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2005.

KUMRULAR, Özlem, **Dünyada Türk İmgesi**, traduit par Serpil Çağlayan, İstanbul: Kitap Yayınevi, 2005.

KURT SARIASLAN, Fatma, **Batı Literatüründe İslam Algısı ve İslamofobi**, İstanbul: Onto Yayınları, janvier 2018.

LIOGIER, Raphael, **Le mythe de l'islamisation: Essai sur une obsession collective**, Paris : Seuil, 2012.

MASSOUMI, Narzanin, MILLS, Tom, MILLER, David, **What is Islamophobia? Racism, Social Movements and State**, Londres: Plutopress, 2017.

MATHELET, Siegfried L, **Dynamique d'une Laïcité Dévoyée et Islamophobie – Une Hypothèse Générale et le Débat sur la « Charte de la Laïcité » au Quebec (2013-2014)**, Presses de l'Université Laval, 2017.

MILLER-IDRISS, Cynthia, **Hate in the Homeland: The New Global Far Right**, Princeton University Press, 2020.

NEDELCU, Horia, **Radical Right Parties in Eastern Europe**, Ottawa: Lambert Academic Publishing, 2009.

OSCE/ODIHR, **Understanding Anti-Muslim Hate Crimes Addressing the Security Needs of Muslim Communities, a Practical Guide**, Varsovie: Published by ODIHR, 2020.

ÖZARSLAN Selim, **Avrupa’da İslamofobi ve Cami Saldırılarının Arka Yüzü, İslamofobi ve Batı’da Yükselen Irkçılık**, İstanbul: Diyanet İşleri Başkanlığı Yayınları, 2020.

ULAĞLI, Serhat, **Batı’da Öteki’nin Kültürel ve İdeolojik Dönüşümü-Türkofobi &İslamofobi**, İstanbul: Efeakademi Yayınları, 2024.

ULUSLARARASI GÖÇ ÖRGÜTÜ (IOM), **Göç Terimleri Sözlüğü**, édité par PERRUCHOUD, Richard, REDPATH, Jillyanne, Cross, 2013.

UZUNÇAYIR, Cihan, **Neo Faşizmden Popülizme Avrupa’da Aşırı Sağ: Almanya ve İtalya Örnekleri**, İstanbul: Liberus Kitap, 2021.

ÜNVER NOI, Aylin, **Avrupa’da Yükselen Milliyetçilik**, İstanbul: IQ Kültür, Sanat Yayıncılık, 2007.

VORLANDER, Hans, HEROLD, Maik, SCHALLER, Steven, **PEGIDA and New Right-Wing Populism in Germany**, Springer, 2018.

WALLRAFF, Günter, **En Alttakiler**, traduit par Osman Okkan, İstanbul: Milliyet Yayınları, 1986.

YAPRAK, Asuman, **Göç ve Entegrasyon: Avrupa’nın Göç Politikaları**, Konya: Palet Yayınları, décembre 2011,

YILMAZ, Fatma, **Avrupa’da Irkçılık ve Yabancı Düşmanlığı**, Ankara: USAK, 2008.

THÈSES ET MEMOIRES

AYDIN, Cemile Neslihan, **Batı Avrupa’da Irkçılık ve Yabancı Düşmanlığı**, İnönü Üniversitesi, Thèse de Doctorat, 2021.

BAŞTÜRK, Aysun, **Avrupa’da Aşırı Sağ ve Türk Göçmenler: Hollanda Örneği**, Marmara Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2022.

ÇAKI, Gül, **Göçmen Ayrımcılığını Konu Alan Halkla İlişkiler Kampanyalarındaki Görsellerin Göstergebilimsel Analizi**, Atılım Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2019.

ÇAKI, Kenan, **Avrupa Birliği Ülkelerinin Göçmen Entegrasyon Politikası**, Bitlis Eren Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2022.

DEMİRYÜREK, İsmail, **Almanya Entegrasyon Politikası ve Hamburg Örneği**, YTATB, Thèse d'Expertise, 2012.

KIZILKAYA, Mediha, **Almanya'da Müslümanlara Yönelik Irkçılık, Yabancı Düşmanlığı ve Nefret Söylemi**, Kırşehir Ahi Evran Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2023.

OKUMUŞ, Sena, **Almanya'da Aşırı Sağın Teşkilatlanması ve İslamofobi**, Bursa Teknik Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2021.

TANDOĞAN, Şeyma Merve, **Avrupa'da Aşırı Sağın Yükselişi, Almanya ve Fransa Örnekleri**, Ankara Üniversitesi, Thèse de Master Recherche, 2019.

ARTICLES

ABBAS, Tahir, « Islamophobia as the hidden hand of structural and cultural racism », **The Routledge International Handbook of Islamophobia**, édité par Irene Zempi, Imran Awan, Londres: Routledge, 2019, pp. 32-41.

ACIM, Rachid, « Islamophobia, Racism and the Vilification of the Muslim Diaspora », **Islamophobia Studies Journal**, publié par Islamophobia Research and Documentation Project, Volume 5, No 1, pp. 26-44.

AKDEMİR, Erhan « 11 Eylül 2001, 11 Mart 2004 ve 7 Temmuz 2005 Saldırılarının Ardından İslam'ın Avrupa'da Algılanışı », **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Volume 8, No 1, 2009, pp.1-26.

AKTAŞ, Murat, « Avrupa'da Yükselen İslamofobi ve Medeniyetler Çatışması Tezi », **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Volume 13, No 1, 2014, pp. 31-54.

AR, Merve, « Kültürel Irkçılık Bağlamında İslamofobi ve Antisemitizm İlişkisi », **Dinbilimleri Akademik Araştırma Dergisi**, Volume 23, No 2, septembre 2023, pp. 499-522.

BİLİCİ, İbrahim E., « Büyük Yer Değiştirme. Terör Manifestosunda İslamofobi, Dini ve Etnik Nefret Söylemi », **TRT Akademi**, Volume 7, No 15, mai 2022, pp. 622-647.

BRINBAUM Yaël, SAFI Mirna, SIMON Patrick, « Discrimination in France: Between Perception and Experience » , **Trajectories and Origins: Survey on the Diversity of the French Population**, édité par Cris Beauchemin, Christelle Hamel, Patrick Simon, INED Population Studies 8, octobre 2018, pp. 195-222.

CALABRESE, Laura, GUARESI Magali, « Islamophobie : du mot au phénomène social. Approche cooccurrentielle d'une notion controversée », **JADTs (15es Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles)**, Toulouse, June 2020, pp. 1-12.

ÇAKAR, Ayşe Seymen, ERCAN, Murat, « Fransa’da İslam Karşıtlığının Hukuki Açından İncelenmesi », **KMÜ Sosyal ve Ekonomik Araştırmalar Dergisi (KMUSEKAD)**, Volume 24, No 42, 2022, pp. 448-461.

CESARI, Jocelyne. « Islam in France: The Shaping of a Religious Minority », **Muslims in the West, from Sojourners to Citizens**, Yvonne Haddad-Yazbek (ed.) Oxford University Press, 2022, pp. 36-51.

ÇİFTÇİOĞLU, Gülден, « Avrupa Birliğinde Vatandaşlık Temelinde Ayrımcılık Yasağı ve Birlik Öğrencilerinin (Ekonomik Olarak Aktif Olmayan) Üye Devlette Eğitimden Yararlanması », **Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi**, Volume 11, No 2, 2012, pp. 1-24.

DÖNMEZ, Rasim Özgür, « Küreselleşme, Batı Modernliği ve Şiddet: Batı’ya Karşı Siyasal İslam », **Uluslararası İlişkiler Dergisi**, Volume 1, No 4, décembre 2004, pp. 81-114.

EMİROĞLU, Bekir, « Avrupa Birliği Uyum Politikaları: Entegrasyon mu Asimilasyon mu? », **Toplum Bilimleri Dergisi**, 2016, pp. 58-101.

ERDOĞAN, Zahide « Birleşik Krallık’ta Mülteci Entegrasyon Politikaları ve Temel Yaklaşımlar », **Göç Dergisi**, Volume 7, No 1, 2020. pp. 95-120.

ERAT, Veysel, DEMİRCİ, Kıvanç, « Avrupa’da bir Göçmen Entegrasyonu Politikası: Ayrımcılıkla Mücadele », **İçtimaiyat Sosyal Bilimler Dergisi, Göç ve Mültecilik Özel Sayısı**, 2022, pp. 401-418.

HOLMES, Catherine B., « Quran Burning and Religious Hatred: A Comparison of American, International, and European Approaches to Freedom of Speech », **Washington University School of Law**, Volume 11 No 2, 2012, pp. 459-481.

KARABULUT, Bilal, « İslamofobi, Zenofobi ve Irkçılığın İnsan Hakları Bağlamında Karşılaştırmalı bir Analizi » **Süleyman Demirel Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi**, Edition 44, No 3, 2022, pp. 118-139.

KARSLI, Necmi, « İslamofobi’nin Psikolojik Olarak İncelenmesi », **Dinbilimleri Akademik Araştırma Dergisi**, Volume 13, No 1, juin 2013, pp. 75-100.

KAYA, Ayhan, « Avrupa’da bir Yönetsellik Biçimi Olarak İslamofobizm », **Marmara Avrupa Araştırmaları Dergisi**, Volume 30, No 1, 2022, pp.1-23.

KAYGUSUZ, Deniz, « Uluslararası İlişkilerde Göç Olgusu ve Göçün Güvenlikleştirilmesi », **Akademik Düşünce Dergisi**, No 3, 2021, pp. 60-76.

KOÇAK, Orhan, GÜNDÜZ, R. Demet, « Avrupa Birliği Göç Politikaları ve Göçmenlerin Sosyal Olarak İçerilmelerine Etkisi », **Yalova Sosyal Bilimler Dergisi**, Volume 6, No 12, pp. 66-91.

LARSSON, Göran, MATTSSON, Chtister, « Rasmus Paludan, Burning of the Qur’an and Swedish Media: A Critical Discourse Analysis », **Nordic Journal for the Study of Religion Temenos**, Volume 60, No 1, 2024, pp. 131–156.

LAUWERS, Anna Sophie, « Is Islamophobia Always Racism? », **Critical Philosophy of Race** , Penn State University Press, Volume 7, No 2, 2019, pp.306-332.

MUDDE, Cas, « The war of words defining the extreme right party family », **West European Politics**, Volume 19, No 2, 1996, pp. 225-248.

ÖĞÜTÜCÜ, Yeşim, « Refah Devleti Modellerine Göre Göç ve Entegrasyon Politikaları », **Göç ve Entegrasyon, Uygulama Alanları, Politikalar, Paydaşlar**, complié par Sema Buz, Hacı Çevik. İstanbul: Nika Yayınları, novembre 2020, pp.125-145.

ÖZKAN, Kazım, « Birleşik Krallık'ın Ulusal Güvenlik Yaklaşımı ve Terörizmle Mücadele Stratejisi », **Savunma Bilimleri Dergisi**, No 41, mai 2022, pp. 119-162.

RAJ, « Islamophobia, Racism and Critical Race Theory », **Leeds Beckett University, International Journal of Safety and Security in Tourism and Hospitality**, 2016, pp.1-12.

RICHARDSON, Robin, « Islamophobia and anti-Muslim racism –concepts and terms, and implications for education », **Race, Equality, Teaching**, Thentham Books, 2008, pp. 11-16.

SERVANTE, Alain « Batılıların Gözünde Türk İmajının Geçirdiği Değişimler, Cehennem Teolojisinden Demokrasi Derslerine », **Dünyada Türk İmgesi**, complié par Özlem Kumrular, traduit par Serpil Çağlayan, İstanbul: Kitap Yayınevi, İstanbul, pp.27-85.

SOYTÜRK, Mehmet, « Almanya'da Siyasi Irkçılık ve İslamofobi, AfD Örneği » **OPUS Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi**, Volume 9, No 16, 2018, pp. 1440-1463.

T.C. ÇALIŞMA VE SOSYAL GÜVENLİK BAKANLIĞI, « Göç Avrupa'da Başlıca Yoksulluk Riski Unsuru », **AB Koordinasyon Dairesi Başkanlığı Bülteni (ABKDBB)**, No 13, juin 2006, pp. 1-3.

UENAL, Fatih, « The Secret Islamization of Europe: Exploring Integrated Threat Theory for Predicting Islamophobic Conspiracy Stereotypes », **International Journal of Conflict and Violence**, Volume 10, No 1, 2016, pp. 93-108.

UZUNÇAYIR, Cihan. « Göçmen Karşıtlığından İslamofobiye Avrupa Aşırı Sağı », **Marmara Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Volume 2, No 2, septembre 2014, pp.131-147.

Van GINKEL Bibi, KNOOPE Peter « How to respond to Quran desecrations? What we can learn from earlier incidents? », **ICCT Policy Brief**, International Centre for Counter Terrorism, décembre 2023, pp.1-17.

YARDIM, Müşerref, « Göç ve Entegrasyon Politikaları Işığında Fransa'da Toplumsal Kabul », **Göç Araştırmaları Dergisi**, Volume 3, No 2, juillet-décembre 2017, pp. 100-136.

SOURCES ELECTRONIQUES

ABC News, « Rioting mob torches temples in Bangladesh », **ABC News**, 30 septembre 2012, URL:<https://www.abc.net.au/news/2012-09-30/rioters-torch-buddhist-temples-in-bangladesh/4288598>. Consulté le 8 avril 2024.

ADSHEAD, Gary, « Christchurch mosque massacre: Brenton Tarrant sends chilling message of white supremacy », **The West Australian**, 15 mars 2019, URL:<https://thewest.com.au/news/world/christchurch-mosque-massacre-brenton-tarrant-sends-chilling-message-of-white-supremacy-ng-b881136950z>. Consulté le 22 avril 2024.

AfD, « Grundsatzprogramm für Deutschland », **AfD**, 30 avril 2016, URL:<https://www.afd.de/grundsatzprogramm/>. Consulté le 5 juin 2024.

AKDEMİR, Ali, « Avrupa'da İslamafobi », **Küresel Siyaset Merkezi**, 8 aout 2020, URL:<https://www.kureselsiyaset.org/avrupada-islamafobi/>. Consulté le 3 avril 2024.

AL SADOON, Watheq, « Danimarka ve İsveç'te Kur'an'a Yapılan Saldırıları ve Ortadoğu'daki Siyasi Yansımaları », **ORSAM**, 4 aout 2023, URL:<https://www.orsam.org.tr/tr/danimarka-ve-isvecte-kurana-yapilan-saldirilar-ve-ortadogudaki-siyasi-yansimalari/>. Consulté le 13 avril 2024.

ALTUNKAYA, Tuba, « Wilders: Kur'an Hollanda'da yasaklanmalı », **Euronews**, 5 mars 2017, URL:<https://tr.euronews.com/2017/03/05/wilders-kur-an-hollanda-da-yasaklanmali>. Consulté le 11 juin 2024.

ALTUNTAŞ, Atilla, « İsveç'te, Kur'an-ı Kerim yakan Paludan hakkında gıyabi tutuklama kararı », **Anadolu Ajansı**, 4 mai 2023, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/isvecte-kuran-i-kerim-yakan-paludan-hakkinda-giyabi-tutuklama-karari/2889490>. Consulté le 10 avril 2024.

Amnesty International, « Discrimination », **Amnesty International**, URL:<https://www.amnesty.org/en/what-we-do/discrimination/>. Consulté le 30 avril 2024.

American Psychological Association, « Discrimination: What it is and how to cope », **American Psychological Association**, URL: <https://www.apa.org/topics/racism-bias-discrimination/types-stress>. Consulté le 30 avril 2024.

Amnesty International, « The State of World's Human Rights », **Amnesty International**, 24 avril 2024, URL: <https://www.amnesty.org.tr/public/icerik/amnesty-international-report-202324>. Consulté le 12 mai 2024.

Arab News, « Church criticizes Austrian government's Islam Map », **Arab News**, 4 juin 2021, URL: <https://www.arabnews.com/node/1870646/world>. Consulté le 21 mai 2024.

ASAN, Aynur Şeyma, « Yeni Zelanda'daki cami saldırılarının faili, olaydan 4 yıl önce hedef almak istediği yerleri paylaşmış », **Anadolu Ajansı**, 21 février 2024, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/yeni-zelandadaki-cami-saldirilarinin-faili-olaydan-4-yil-once-hedef-almak-istedigi-yerleri-paylasmis/3144223>. Consulté le 22 avril 2024.

ASLAN, Ahmet, « Ayrımcılık Nedir? » **Perspektif**, 20 juin 2020, URL: <https://perspektif.eu/2020/06/20/ayrimcilik-nedir/>. Consulté le 9 mai 2024.

ALIRAN, Abdullah, « Irkçı Wilders, daha önce sunduğu İslam karşıtı yasa tasarısı teklifini geri çekti » **Anadolu Ajansı**, 8 janvier 2024, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/irkci-wilders-daha-once-sundugu-islam-karsiti-yasa-tasarisi-teklifini-geri-cekti/3103410>. Consulté le 11 juin 2024.

Atour.com, « Danish Jyllands-Posten Muhammad cartoons » **Atour.com**, 11 décembre 2010, URL : <https://www.atour.com/news/international/20101211a.html>. Consulté le 5 avril 2024.

AZMI, Hadi, YUNIAR, Resty Woro, « Malaysian Muslims take to streets to protest Koran burning in Sweden by far-right's Rasmus Paludan », South China Morning Post, 27 janvier 2023, URL: <https://www.scmp.com/week-asia/article/3208218/malaysian-muslims-take-streets-protest-koran-burning-sweden-far-rights-rasmus-paludan>. Consulté le 12 avril 2024.

BOONE, Joséphine, « Le Conseil d'Etat valide l'interdiction du port de l'abaya à l'école » **Les Echos**, 7 septembre 2023, URL: <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/le-conseil-detat-valide-linterdiction-du-port-de-labaya-a-lecole-1976286>. Consulté le 11 mai 2024.

Bridge Initiative Team, « Factsheet: Documentation Center Political Islam », **Bridge, a Georgetown University Initiative**, 12 décembre 2021, URL: <https://bridge.georgetown.edu/research/factsheet-documentation-center-political-islam-dokumentationsstelle-politischer-islam/>. Consulté le 23 mai 2024.

Bruxelles Pouvoirs Locaux, Service Public Régional de Bruxelles, « Ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues », **Bruxelles Pouvoirs Locaux, Service Public Régional de Bruxelles**, URL: <https://pouvoirs-locaux.brussels/10-decembre-2021-ordonnance-organique-de-la-gestion-des-interets-materiels-des-communautes>. Consulté le 25 avril 2024.

CEBE, Bahar, « Belçika İslam Temsil Kurulu'nun Adalet Bakanı Quickenborne'a Karşı Hukuk Mücadelesi » **Perspektif**, 20 septembre 2022, URL: <https://perspektif.eu/2022/09/20/belcika-islam-temsil-kurulunun-adalet-bakani-quickenbornea-karsi-hukuk-mucadelesi/>. Consulté le 25 mai 2024.

CFCM, « Communiqué: Apres la Abaya, la « Tabaa » ? », **CFCM**, 16 septembre 2023, URL: <https://cfcf-officiel.fr/communiqu%C3%A9-apres-la-abaya-la-tabaa/>. Consulté le 10 mai 2024.

CIA, « References-Terrorist Organizations », **The World Factbook**, URL: <https://www.cia.gov/the-world-factbook/references/terrorist-organizations/>. Consulté le 11 avril 2024.

CoE, **Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi**, URL: https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/convention_tur, page consultée le 30 avril 2024.

CoE, « Publication of Austria's "Islam map" is hostile to Muslims and potentially counterproductive », **CoE**, 31 mai 2021, URL: <https://www.coe.int/en/web/antisemitic-anti-muslim-hatred-hate-crimes/-/publication-of-austria-s-islam-map-is-hostile-to-muslims-and-potentially-counterproductive>. Consulté le 21 mai 2024.

CoE, « ECRI revised General Policy Recommendation No. 5 », **CoE**, URL: <https://www.coe.int/en/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/recommendation-no.5>, page consultée le 7 avril 2024.

CoE, « Secretary General appoints Special Representative on Antisemitic and Anti-Muslim Hatred and Hate Crimes », **CoE Newsroom**, 7 octobre 2020, URL: <https://www.coe.int/en/web/portal/-/secretary-general-appoints-special-representative-on-antisemitic-and-anti-muslim-hatred-and-hate-crimes>. Consulté le 7 avril 2024.

Comité Laïcité République, « Sonia Backès: « L'islam politique veut mettre la République à genoux » », **Comité Laïcité République**, URL: <https://www.laicite-republique.org/sonia-backes-l-islam-politique-veut-mettre-la-republique-a-genoux-le-figaro-30.html>. Consulté le 27 mai 2024.

CROITORU, Joseph, « From open to latent Islamophobia », **Qantara**, 29 avril 2024, URL: <https://qantara.de/en/article/discourse-about-islam-german-politics-open-latent-islamophobia>. Consulté le 11 juin 2024.

De Telegraaf, « Kabinet onderzoekt mogelijkheden verbieden koranverbrandingen en beperkingen demonstratierecht (Le cabinet examine les possibilités d'interdire l'incinération du Coran et de restreindre le droit de manifester) » **De Telegraaf**, 19 avril 2024, URL: <https://www.telegraaf.nl/nieuws/1718075263/kabinet-onderzoekt-mogelijkheden-verbieden-koranverbrandingen-en-beperkingen-demonstratierecht>. Consulté le 14 juillet 2024.

Deutsche Welle « EU image suffers in Malaysia, Indonesia over Quran burning », **Deutsche Welle**, 14 août 2023, URL: <https://www.dw.com/en/eu-reputation-suffers-in-malaysia-indonesia-over-quran-burning/a-66526228>, page consultée le 11 avril 2024.

Deutsche Welle, « Germany: Right-wing extremist group leader sentenced to jail » **Deutsche Welle**, URL: <https://www.dw.com/en/germany-right-wing-extremist-group-leader-sentenced-to-jail/a-67591663>. Consulté le 27 avril 2024.

Dutch News, « Utrecht bans rally by anti-Islam group Pegida », **Dutch News**, 6 novembre 2015, URL: <https://www.dutchnews.nl/2015/11/utrecht-bans-rally-by-anti-islam-group-pegida/>. Consulté le 9 avril 2024.

ECH-CHADLI, Younes, « UK Govt plans to cut net migration with new immigration rules in 2024 » **Winckword Sherwood**, 6 décembre 2023, URL: <https://wslaw.co.uk/blog/uk-govt-plans-to-cut-net-migration-with-new-immigration-rules-in-2024/>. Consulté le 16 mai 2024.

ELMACIGİL, Orkun, «Ulusal İmamlar Konseyi Şartnamesi'ne Dair», **Perspektif**, 5 mars 2021, URL: <https://perspektif.eu/2021/03/05/ulusal-imamlar-konseyi-sartnamesine-dair/>. Consulté le 28 mai 2024.

Etaamb, « Décret relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus », **Etaamb**, URL: https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-18-mai-2017_n2017203223.html. Consulté le 25 mai 2024.

Etaamb, « Decret du 22/10/2021 », **Etaamb**, URL: https://etaamb.openjustice.be/fr/decret-du-22-octobre-2021_n2021022414. Consulté le 25 mai 2024.

Euronews, « Kuran yakma eylemleri: İsveç'in Bağdat Büyükelçisi sınır dışı edildi », **Euronews**, 20 juillet 2023, URL: <https://tr.euronews.com/2023/07/20/kuran-yakma-eylemleri-isvecin-bagdat-buyukelcisi-sinir-disi-edildi>. Consulté le 10 avril 2024.

European Commission, « Governance of migrant integration in Germany » **European Website on Integration**, juin 2024, URL: https://migrant-integration.ec.europa.eu/country-governance/governance-migrant-integration-germany_en#integration-programme. Consulté le 18 mai 2024.

FARGE, Baptiste, « Abayas interdites à l'école: 67 Élèves ont refusé d'enlever le lundi de la rentrée scolaire » **BFMTV**, URL: https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/attal-annonce-que-298-eleves-se-sont-presentes-en-abaya-pour-la-rentree-et-67-ont-refuse-de-l-enlever_AV-202309050267.html. Consulté le 10 mai 2024.

Federal Chancellery, Republic of Austria, « The Austrian Islam Law », **Federal Chancellery, Republic of Austria**, URL: <https://www.bundestkanzleramt.gv.at/en/agenda/integration/the-austrian-islam-law.html>, page consultée le 25 mai 2024.

France 24, « UN rights agency slams France's decision to bar its 2024 Olympic athletes from wearing headscarf » **France 24**, 27 septembre 2023, URL: <https://www.france24.com/en/france/20230927-un-slams-france-s-decision-to-ban-its-olympic-team-from-wearing-muslim-hijab>. Consulté le 11 mai 2024.

Frideres, Jamies S., « Racisme », **L'encyclopédie canadienne**, URL: <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/racisme>. Consulté le 4 avril 2024.

Gazete Duvar, « Hollanda'da ırkçı liderden Kuran yakma eylemi: 4 yaralı, 3 gözaltı », **Gazete Duvar**, 14 janvier 2024, URL: <https://www.gazeteduvar.com.tr/hollandada-irkci-liderden-kuran-yakma-eylemi-4-yarali-3-gozalti-haber-1661729>. Consulté le 9 avril 2024.

Gazete Duvar, « Müslüman federasyonlarından Fransa İslamı beyannamesi », **Gazete Duvar**, 18 janvier 2021, URL: <https://www.gazeteduvar.com.tr/musluman-federasyonlarından-fransa-islami-beyannamesi-haber-1510600>. Consulté le 28 mai 2024.

German Federal Office for Migration and Refugees, « Integration Courses », **German Federal Office for Migration and Refugees**, URL: <https://www.bamf.de/EN/Themen/Integration/ZugewanderteTeilnehmende/Integrationskurse/integrationkurse-node.html>, page consulte le 18 mai 2024,

Government Offices of Sweden, « Swedish Security Service raises terror threat level » **Gouvernement Offices of Sweden**, 21 aout 2023, URL: <https://www.government.se/articles/2023/08/swedish-security-service-raises-terror-threat-level/>, page consulté le 10 avril 2024.

Government Offices of Sweden, **Action programme to combat Islamophobia**, 10 février 2023, URL: <https://www.government.se/information-material/2023/02/action-programme-to-combat-islamophobia/>. Consulté le 5 mai 2024.

Government of Norway, **Action plan to combat discrimination and hatred towards Muslims (2020-2023)**, 16 aout 2021, URL: <https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/action-plan-to-combat-discrimination-and-hatred-towards-muslims-2020-2023/id2765543/>. Consulté le 5 mai 2024.

Gouvernement du Canada, « Canada's Special Representative on Combatting Islamophobia », **Gouvernement du Canada**, URL: <https://www.canada.ca/en/canadian-heritage/campaigns/combating-islamophobia-canada/special-representative.html>. Consulté le 5 mai 2024.

The Guardian, « UN rights council approves resolution on religious hatred after Qur'an burning », **The Guardian**, 12 juillet 2023, URL: <https://www.theguardian.com/world/2023/jul/12/un-rights-council-approves-resolution-religious-hatred-quran-burning-sweden>. Consulté le 16 avril 2024.

HERARD, Pascal, «Populistes, nationalistes, extrême droite: quelles différences ?», **TV5 Monde**, 26 mai 2014, URL: <https://information.tv5monde.com/international/populistes-nationalistes-extreme-droite-quelles-differences-1423>. consulté le 12 juillet 2024.

Hürriyet, « Avusturya'nın hayali düşmanı siyasal İslam », **Hürriyet**, 20 juillet 2020, URL: <https://www.hurriyet.com.tr/avrupa/avusturyanın-hayali-dusmani-siyasal-islam-41568558>. Consulté le 25 mai 2024.

JORGENSEN, Søren Schultz, « Stop nu! Medierne løber i flok efter idioter med nul betydning (Arrêtez tout de suite! Les médias courent en masse après des idiots qui n'ont aucun sens) », **Politiken**, 1er février 2023, URL: <https://politiken.dk/kultur/art9195182/Stop-nu-Medierne-l%C3%B8ber-i-flok-efter-idioter-med-nul-betydning>. Consulté le 14 juillet 2024.

KIRBY, Paul, « Dutch border police told to stop ethnic profiling » **BBC**, 15 février 2023, URL: <https://www.bbc.com/news/world-europe-64647272>. Consulté le 6 mai 2024.

KIYAĞAN, Aşkın, « Racist attacks on rise in Austria since release of controversial Islam map », **Anadolu Ajansı**, 6 juin 2021, URL: <https://www.aa.com.tr/en/europe/racist-attacks-on-rise-in-austria-since-release-of-controversial-islam-map/2265084>. Consulté le 21 mai 2024.

KRTUZLER, David, SCHERNDL, Gabriele, « Heftige Kritik von Bürgermeister Ludwig an der Islam-Landkarte », **Der Standard**, 30 mai 2021, URL: <https://www.derstandard.at/content/tcf/story/2000127027529/heftige-kritik-von-buergermeister-michael-ludwig-an-der-islam-landkarte>. Consulté le 22 mai 2024.

Kurier, « Islam-Landkarte: Schönborn schlägt eigenen Religionsatlas vor » **Kurier**, 4 juin 2021, URL: <https://kurier.at/politik/inland/islam-landkarte-schoenborn-schlaegt-eigenen-religionsatlasvor/401402859>. Consulté le 22 mai 2024.

La Libre Belgique, « Van Quickenborne veut la fin de la reconnaissance de l'Exécutif des musulmans: « Inacceptable », réplique ce dernier », **La Libre Belgique**, 18 février 2022, URL: <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/02/18/van-quickenborne-engage-une-procedure-pour-revoquer-la-reconnaissance-de-lexecutif-musulman-702WJZSNMNDLBDVLRD2MA3BYY/>. Consulté le 25 mai 2024.

La Libre Belgique, « L'Exécutif musulmans est totalement exclu de la gestion du culte: qui va le remplacer? », **La Libre Belgique**, 18 février 2022, URL: <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2023/06/12/lexecutif-musulmans-est-totalement-exclu-de-la-gestion-du-culte-qui-va-le-remplacer-P3Z5QCZTSJDOJB3PXKXWASH5BY/>. Consulté le 25 mai 2024.

Légifrance, « LOI n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics », **Légifrance**, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000417977>. Consulté le 10 mai 2024.

Légifrance, « LOI n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France », **Légifrance**, 8 mars 2016, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000032164264>. Consulté le 15 mai 2024.

Légifrance, « LOI n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », **Légifrance**, 27 janvier 2024, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049040245>, page consulté le 15 mai 2024.

Légifrance, « LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République », **Légifrance**, 25 août 2021, URL: <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043964778/>. Consulté le 27 mai 2024.

L'Express, « L'attentat contre Charlie Hebdo le 7 janvier 2015 », **L'Express**, 7 janvier 2015, URL : https://www.lexpress.fr/societe/justice/charlie-hebdo-vise-par-un-attentat_1638337.html. Consulté le 5 avril 2024.

Le Monde, « Les résultats des élections législatives 2024 » **Le Monde**, URL: <https://www.lemonde.fr/resultats-elections/>. Consulté le 13 juillet 2024.

MADANOĞLU, Ömer Faruk, « Almanya'da Türklere yönelik kurumsal ırkçılık ilk işçi göçünden beri devam ediyor », **Anadolu Ajansı**, 15 juin 2016, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/almanyada-turklere-yonelik-kurumsal-irkcilik-ilk-iscigocunden-beri-devam-ediyor/2922955>. Consulté le 1er mai 2024.

Medyascope, « Hollanda'nın Trump'ı, İslam ve göç karşıtı: Seçim zaferi Avrupa'yı şaşkına çeviren aşırı sağcı Geert Wilders kimdir? », **Medyascope**, 23 novembre 2023, URL: <https://medyascope.tv/2023/11/23/hollandanin-trumpi-islam-ve-goc-karsiti-secim-zaferi-avrupayi-saskina-ceviren-asiri-sagci-geert-wilders-kimdir/>. Consulté le 11 juin 2024.

Middle East Monitor, « UN criticises France for banning abaya in schools » **Middle East Monitor**, 30 août 2023, URL: <https://www.middleeastmonitor.com/20230830-un-criticises-france-for-banning-abaya-in-schools/>. Consulté le 11 mai 2024.

Ministère français de l'Education Nationale et de la Jeunesse, « Plan laïcité dans les écoles et les établissements scolaires », **Bulletin officiel n° 42 du 10 novembre 2022**, URL: <https://www.education.gouv.fr/bo/22/Hebdo42/MENG2232014C.htm>. Consulté le 10 mai 2024.

Ministère français de l'intérieur et de l'Outre Mer, « Forum de l'islam de France: une étape nouvelle dans le dialogue entre les pouvoirs publics et le culte musulman », **Ministère français de l'intérieur et de l'Outre Mer, Communiqués de presse**, 5 février 2022. URL: <https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiques-de-presse/forum-de-lislam-de-france-etape-nouvelle-dans-dialogue-entre>. Consulté le 29 mai 2024.

MIPEX, « Germany, Key Findings », **MIPEX**, 2020, URL: <https://www.mipex.eu/germany>. Consulté le 19 mai 2024.

MOKDAD, Merouane, « Eric Zemmour : l'Islam est incompatible avec la France », **24H Algérie**, 24 septembre 2021, URL: <https://www.24hdz.dz/eric-zemmour-islam-incompatible-france/>. Consulté le 10 juin 2024.

MULDKJAER, Frode, « Koranafbrændinger bør stoppes (Il faut cesser les autodafés de Coran) », **Kristeligt Dagblad**, 1er février 2023, URL: <https://www.kristeligt-dagblad.dk/debat/journalist-koranaefbraendinger-boer-stoppes>. Consulté le 14 juillet 2024.

National Review, « The Charlie Hebdo Massacre », **National Review**, 7 janvier 2015, URL : <https://www.nationalreview.com/2015/01/charlie-hebdo-massacre-editors/>. Consulté le 5 avril 2024.

The National WWII Museum New Orleans, « Asian Americans and Pacific Islanders in World War II », **The National WWII Museum New Orleans**, URL: <https://www.nationalww2museum.org/war/topics/asian-pacific-american-world-war-ii>. Consulté le 30 avril 2024.

The New York Times, « Terry Jones (Pastor) », **The New York Times**, URL: <https://www.nytimes.com/topic/person/terry-jones-pastor>. Consulté le 8 avril 2024.

NOS Nieuws, « Pegida-voorman krijgt 40 uur taakstraf voor groepsbelediging », **NOS Nieuws**, 23 novembre 2023, URL: <https://nos.nl/artikel/2498969-pegida-voorman-krijgt-40-uur-taakstraf-voor-groepsbelediging>. Consulté le 9 avril 2024.

NL Times, « Pegida leader arrested at anti-Islam demonstration in Utrecht », **NL Times**, 6 février 2017, URL: <https://nltimes.nl/2017/02/06/pegida-leader-arrested-anti-islam-demonstration-utrecht>. Consulté le 9 avril 2024.

OIC, « Joint Statement by the OIC Group in New York on "the recent act of desecration of the Holy Quran » », **OIC**, 7 juillet 2023, URL: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=39197&t_ref=26505&lan=en. Consulté le 10 avril 2024.

OIC, « OIC Secretary-General Condemns the Burning of a Copy of the Holy Quran in Stockholm, Sweden », **OIC**, 21 janvier 2023, URL: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=38243&t_ref=26156&lan=en. Consulté le 10 avril 2024.

OIC, « Resolution on the Repeated Crimes of Desecration and Burning of Copies of al-Mus’haf ash-Sharif in the Kingdom of Sweden and the Kingdom of Denmark Approved by the 18th Extraordinary Session of the Council of Foreign Ministers of the Organization of Islamic Cooperation », **OIC**, 31 juillet 2023, URL: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=39325&t_ref=26550&lan=en, page consultée le 14 avril 2024.

OSCE, « Chairperson-in-Office Representatives », URL: <https://www.osce.org/chairpersonship/chairperson-in-office-representatives>, OSCE. Consulté le 7 avril 2024.

Oxford English Dictionary, « Islamophobia » **Oxford English Dictionary**, URL: https://www.oed.com/dictionary/islamophobia_n. Consulté le 4 avril 2024.

ÖZKAN, Yusuf, « Hollandalı seçmenler aşırı sağcı lider Wilders'in Müslümanlara daha iyi davranmasını istiyor », **BBC News Türkçe**, 12 mars 2021, URL: <https://www.bbc.com/turkce/haberler-dunya-56375536>. Consulté le 11 juin 2024.

Palais de la Porte Dorée, « Les Migrations-Depuis quand la France est-elle une terre d'immigration? » **Palais de la Porte Dorée**, URL: <https://www.histoire-immigration.fr/les-migrations/depuis-quand-la-france-est-elle-une-terre-d-immigration>. Consulté le 15 mai 2024.

Perspektif, « Almanya’da 30 Camiye “NSU 2.0” İmzalı Tehdit Mektubu », **Perspektif**, 1er août 2023, URL: <https://perspektif.eu/2023/08/01/almanyada-30-camiye-nsu-2-0-imzali-tehdit-mektubu/>. Consulté le 28 avril 2024.

Perspektif, « Almanya’da Müslüman Düşmanlığı Ne Durumda? », **Perspektif**, 19 mars 2024, URL: <https://perspektif.eu/2024/03/19/almanyada-musluman-dusmanligi-ne-durumda/>. Consulté le 28 avril 2024.

Perspektif, « Avusturya’da “İslam Haritası” Endişelere Yol Açtı », **Perspektif**, 28 mai 2021, URL: <https://perspektif.eu/2021/05/28/avusturyada-islam-haritasi-endiselere-yol-acti/>. Consulté le 21 mai 2024.

PVV, « Verkiezingsprogramma », **PVV**, 2023, URL: <https://www.pvv.nl/verkiezingsprogramma.html>. Consulté le 6 juin 2024.

RASMUSSEN, Louise, « Denmark passes law to ban Koran burnings », **Reuters**, 7 décembre 2023, URL: <https://www.reuters.com/world/europe/danish-parliament-approves-bill-stop-koran-burnings-2023-12-07/> page consultée le 11 avril 2024.

Rassemblement National, **Livret thématique, Projet de Contrôle de l'Immigration**, URL: <https://rassemblementnational.fr/livrets-thematiques>. Consulté le 1er juin 2024.

Reuters, « The Swedish state does not condone Koran burnings, foreign minister says », **Reuters**, 27 juillet 2023, URL: <https://www.reuters.com/world/europe/swedish-state-does-not-condone-koran-burnings-foreign-minister-says-2023-07-27/>. Consulté le 10 avril 2024,

ROUILLARD, Romain, « JO de Paris 2024: Oudéa-Castéra persiste et signe à propos du port du voile dans la délégation française », **Europe 1**, 30 septembre 2023, URL: <https://www.europe1.fr/sport/jo-de-paris-2024-oudea-castera-persiste-et-signe-a-propos-du-port-du-voile-dans-la-delegation-francaise-4206391>. Consulté le 11 mai 2024.

Samnytt, « Salwan Momika: Förbjud koranen (Salwan Momika: Interdire le Coran) », **Samnytt**, 18 juillet 2023, URL: <https://samnytt.se/salwan-momika-forbjud-koranen>. Consulté le 14 juillet 2024.

Sénat français, « Radicalisation islamiste: faire face et lutter ensemble Tome I: Rapport », **Sénat, Rapports de Commission d'Enquête**, 7 juillet 2020, URL: <https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-12.html>. Consulté le 4 juin 2024.

SEY, Cem, « Almanya'da çok kültürlülük gerçekten çöktü mü? », **BBC**, 21 octobre 2010, URL: https://www.bbc.com/turkce/izlenim/2010/10/101021_fooc_germany_cem_sey. Consulté le 17 mai 2024.

SIDDIQUE, Haroon, « UK confusion between integration and counter-terrorism hinders Muslims », **The Guardian**, 11 août 2016, URL: <https://www.theguardian.com/uk-news/2016/aug/11/uk-confusion-integration-counter-terrorism-hinders-muslims>. Consulté le 17 mai 2024.

SOUSSI, Alasdair, « What’s so controversial about France’s new immigration bill? » **Al Jazeera**, 25 janvier 2024, URL: <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/25/whats-so-controversial-about-frances-new-immigration-bill>. Consulté le 15 mai 2024.

SYRAH, Lou, « Islam: avec Marine Le Pen, la persécution au programme » **Mediapart**, 17 avril 2022, URL: <https://www.mediapart.fr/journal/france/170422/islam-avec-marine-le-pen-la-persecution-au-programme>. Consulté le 7 juin 2024.

TARHAN, Muhammet, « Danimarka'nın Ankara Büyükelçiliği Maslahatgüzarı beşinci kez Dışişleri Bakanlığına çağrıldı », **Anadolu Ajansı**, 24 aout 2023, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/politika/danimarkanin-ankara-buyukelciligi-maslahatguzari-besinci-kez-disisleri-bakanligina-cagrildi/2975533>. Consulté le 11 avril 2024.

TAYLOR, Adam, « New Zealand suspect allegedly claimed 'brief contact' with Norwegian mass murderer Anders Breivik » **The Washington Post**, 15 mars 2019, URL: <https://www.washingtonpost.com/world/2019/03/15/new-zealand-suspect-allegedly-claimed-brief-contact-with-norwegian-mass-murderer-anders-breivik/>. Consulté le 25 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 232, 23 Eylül 2023, Hollanda'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'i Hedef Alan Saldırıları Hk.», **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 23 septembre 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-232_-hollanda-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-i-hedef-alan-saldirilar-hk.tr.mfa. Consulté le 9 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 101, 14 Nisan 2023, Danimarka'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'e ve Şanlı Bayrağımıza Karşı Tekrarlanan Saldırı Hk.» **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 14 avril 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 21, 21 Ocak 2023, İsveç'te Kutsal Kitabımız Kuran-ı Kerim'in Yakılması Hk..» **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 21 janvier 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 101, 14 Nisan 2023, Danimarka'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'e ve Şanlı Bayrağımıza Karşı Tekrarlanan Saldırı Hk.» **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 14 Avril 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No: 232, 23 Eylül 2023, Hollanda'da Kutsal Kitabımız Kur'an-ı Kerim'i Hedef Alan Saldırıları Hk. » **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 23 septembre 2023, URL: https://www.mfa.gov.tr/no_-101_-danimarka-da-kutsal-kitabimiz-kur-an-i-kerim-e-ve-sanli-bayragimiza-karsi-tekrarlanan-saldiri-hk.tr.mfa. Consulté le 13 avril 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, « No:13, 25 Ocak 2024, Büyükelçi Evren Dağdelen Akgün'ün, AGİT Dönem Başkanlığı Tarafından Müslümanlara Karşı Hoşgörüsüzlük ve Ayrımcılıkla Mücadele Özel Temsilcisi Olarak Atanması Hk. », **T.C. Dışişleri Bakanlığı**, 25 janvier 2024, URL: https://www.disisleri.gov.tr/no_-13_-buyukelci-evren-dagdelen-akgun-un-agit-donem-baskanligi-tarafindan-ozel-temsilci-olarak-atanmasi-hk.tr.mfa. Consulté le 12 juin 2024.

T.C. Dışişleri Bakanlığı, Avrupa Birliği Başkanlığı, « Avrupa Birliği'nin Tarihçesi », **T.C. Dışişleri Bakanlığı, Avrupa Birliği Başkanlığı**, URL: https://www.ab.gov.tr/105_en.html. Consulté le 30 avril 2024.

T.C. İİT Nezdinde Daimi Temsilciliği, « No: 77, 5 Mayıs 2024, Büyükelçi Mehmet Paçacı'nın İslam İşbirliği Teşkilatı Genel Sekreteri'nin İslamofobi Özel Temsilcisi Olarak Atanması Hk. » **T.C. İİT Nezdinde Daimi Temsilciliği**, URL: <https://iit-dt.mfa.gov.tr/Mission/ShowAnnouncement/409867>. Consulté le 12 juin 2024.

T.C. Münih Eğitim Ataşeliği, « Almanya'da Zorunlu Eğitim Çağında Çocuğu Olan Velilere Öneriler », **T.C. Münih Eğitim Ataşeliği**, 17 septembre 2018, <https://munih.meb.gov.tr/www/almanyada-zorunlu-egitim-caginda-cocugu-olan-velilere-oneriler/icerik/103>. Consulté le 4 mai 2024.

TF1 INFO, « Atteintes à la laïcité : « On ne pourra plus porter l'abaya à l'école », annonce Gabriel Attal sur TF1 », **TF1 INFO**, 27 aout 2023, URL: <https://www.tflinfo.fr/education/video-signes-religieux-laicite-gabriel-attal-au-20h-de-tf1-on-ne-pourra-plus-porter-l-abaya-a-l-ecole-2267814.html>. Consulté le 10 mai 2024,

Times of India, « Who is Salwan Momika, the Quran burner sparking international tensions between Sweden and Muslim nations », **Times of India**, 21 Juillet 2023, URL: <https://timesofindia.indiatimes.com/world/rest-of-world/who-is-salwan-momika-the-quran-burner-sparking-international-tensions-between-sweden-and-muslim-nations/articleshow/102001126.cms>. Consulté le 16 juillet 2024.

TRIPPENBACH, Ivonne, « La stratégie sémantique de Marine Le Pen sur le voile islamique suscite la confusion dans son équipe », **Le Monde**, 8 avril 2022, URL: https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/04/08/la-strategie-semantique-de-marine-le-pen-sur-le-voile-islamique-suscite-la-confusion-dans-son-equipe_6121253_6059010.html. Consulté le 8 juin 2024.

TRT Haber, « Amerikan Üssü'nde Kuran-ı Kerim Protestosu », **TRT Haber**, 21 février 2012, URL: <https://www.trthaber.com/haber/dunya/amerikan-ussunde-kuran-i-kerim-protestosu-29392.html>. Consulté le 8 avril 2024.

TRT Haber, « Avusturya'da 'terörle mücadele yasa tasarısı' protesto edildi », **TRT Haber**, 20 janvier 2021, URL: <https://www.trthaber.com/haber/dunya/avusturyada-terorle-mucadele-yasa-tasarisi-protesto-edildi-548849.html>. Consulté le 25 mai 2024.

T24, « Le Pen'in son kartı İslam düşmanlığı », **T24**, 9 mars 2010, URL: <https://t24.com.tr/haber/le-penin-son-karti-islam-dusmanligi,72116>. Consulté le 6 juin 2024.

UN, « Legality of Acts against Religious Symbols, Books Ignites Contentious Debate as General Assembly Adopts Resolution on Culture of Peace, Five Other Texts », **UN**, 25 juillet 2023, URL: <https://press.un.org/en/2023/ga12519.doc.htm> page consultée le 19 avril 2024.

UN, « International Day to Combat Islamophobia », UN, URL: <https://www.un.org/en/observances/anti-islamophobia-day>, page consultée le 22 avril 2024.

UN, « Marking International Day to Combat Islamophobia, General Assembly Adopts Resolution Condemning Anti-Muslim Violence, Calling for Action against Religious Intolerance », **UN Meetings Coverage and Press Releases**, 15 mars 2024, URL: <https://press.un.org/en/2024/ga12587.doc.htm>. Consulté le 12 juin 2024.

UN OHCHR, « Human Rights Council Condemns and Strongly Rejects Any Manifestation of Religious Hatred, Including Recent Public Acts of Desecration of the Holy Quran », **UN OHCHR**, 12 juillet 2023, URL: <https://www.ohchr.org/en/news/2023/07/human-rights-council-condemns-and-strongly-rejects-any-manifestation-religious-hatred>. Consulté le 15 avril 2024.

Universität Erfurt, « Expert group presents final report on Muslim hostility in Germany », **Universität Erfurt**, 30 juin 2023, URL: <https://www.uni-erfurt.de/en/university/current/news/news-detail/expert-group-presents-final-report-on-muslim-hostility-in-germany>. Consulté le 6 mai 2024.

Universität Wien, Institut für islamisch-Theologische Studien Islamische Religionspädagogik, **Islamlandkarte**, URL: <https://www.islam-landkarte.at/>. Consulté le 19 mai 2024.

U.S. Department of State, « 2022 Report on International Religious Freedom: Denmark », **U.S. Department of State**, URL: <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/denmark/>. Consulté le 6 mai 2024.

VRT News, « Un décret flamand adapté contre l'ingérence étrangère dans les communautés religieuses », **VRT News**, 25 avril 2024, URL: <https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2024/04/25/un-decret-flamand-adapte-contre-l-ingerence-etrangere-dans-les-c/>. Consulté le 27 mai 2024.

The White House, « Statement from White House Press Secretary Karine Jean-Pierre on President Biden's Establishment of First-Ever National Strategy to Counter Islamophobia », **The White House, Statements and Releases**, 1er novembre 2023, URL: <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/11/01/statement-from-white-house-press-secretary-karine-jean-pierre-on-president-bidens-establishment-of-first-ever-national-strategy-to-counter-islamophobia>. Consulté le 5 mai 2024.

WHITE, Josh, EGGEN, Dan, « Pentagon Details Abuse Of Koran », **The Washington Post**, 4 juin 2005, URL: <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/06/03/AR2005060301654.html>. Consulté le 8 avril 2024.

YOUSEF, Nuha, « How Does Denmark Treat Muslims as Second-Class Citizens? » **Al Estiklal**, 2022, URL: <https://www.alestiklal.net/en/article/how-does-denmark-treat-muslims-as-second-class-citizens>. Consulté le 8 mai 2024.

ZEYREK, Mesut, « Almanya'da DİTİB Köln Merkez Camisi'ne kundaklama girişimi » **Anadolu Ajansı**, 19 novembre 2021, URL: <https://www.aa.com.tr/tr/dunya/almanyada-ditib-koln-merkez-camisine-kundaklama-girisimi/2425495>. Consulté le 27 avril 2024.



[REDACTED]



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : ONUR SEVİM
Tez Başlığı : L'ISLAMOPHOBIE CROISSANTE EN EUROPE
Savunma Tarihi : 02/ 07 / 2024
Danışman : DR. ÖĞR. ÜYESİ ZEYNEP ARIKANLI

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-Soyadı	İmza
PROF. DR. ERHAN Ş. BÜYÜKAKINCI	
PROF. DR. CENGİZ ERİŞEN	
DR. ÖĞR. ÜYESİ ZEYNEP ARIKANLI	

Prof. Dr. Ulun AKTURAN
Enstitü Müdürü